



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 28 février 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 03 RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE
DEBAT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 20 février 2023, s'est réuni le mardi 28 février 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Magali CONESA
(Prend part aux délibérations N°1 à N°4)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°1 à N°5)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Jean-Marc GARNIER
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Charles FERRERO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230228-2023-03-DE
Date de télétransmission : 01/03/2023
Date de réception préfecture : 01/03/2023

Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

ABSENT SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG

PROCURATION :

Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Pascal PELLEGRINO
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Monsieur Charles FERRERO à Monsieur le Maire
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 6 décembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2023 - 29 CAMPAGNE DE STERILISATION ET D'IDENTIFICATION DES CHATS ERRANTS
SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC LA FONDATION « 30 MILLIONS D'AMIS »**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230228-2023-03-DE
Date de télétransmission : 01/03/2023
Date de réception préfecture : 01/03/2023

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2023 - 03

DU 28 FEVRIER 2023

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – DEBAT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2023 a pour objet de présenter les éléments nécessaires au Débat d'Orientation Budgétaire.

Monsieur le Maire expose :

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues ;
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses ;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Il fournit les éléments en vue du Débat d'Orientation Budgétaire :

- qui permet à l'Assemblée délibérante et à travers elle aux administrés, d'être informés sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité ;
- qui permet de débattre des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront retenues dans le cadre du Budget Primitif ;
- qui offre enfin la possibilité à l'ensemble des élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la Collectivité et éventuellement d'émettre des propositions en vue du prochain budget.

INTRODUCTION

PILOTAGE PAR GROS TEMPS – (Source : La Lettre du Financier Territorial)

L'architecture traditionnelle des finances locales, inspirée par un souci de continuité et de durabilité, a permis d'éviter, depuis un demi siècle, toute crise endogène majeure et de traverser les perturbations internationales. Aujourd'hui ce système, profondément transformé dans des conditions controversées, affronte une crise inédite, de grande ampleur et de durée imprévisible.

Le pouvoir fiscal local est en peau de chagrin et quasiment absent dans les départements et régions. Les dotations sont d'une ahurissante complexité et de gros postes de dépenses subissent des évolutions qui échappent à la maîtrise des autorités locales. S'y superposent brutalement des hausses du prix des énergies et une inflation générale qui se répercute jusque sur les traitements et les taux d'emprunts.

Après les tensions sur les prix et le nombre de matières premières induites par la reprise économique « post covid », la guerre en Ukraine a eu pour conséquence une envolée des prix de l'énergie. Si le prix du pétrole s'est détendu, celui du gaz s'est envolé entraînant dans son sillage le prix de l'électricité, nourrissant de fait une inflation record. Dans ce contexte, les institutions internationales et prévisionnistes anticipent une stagnation du PIB en zone Euro, voire une récession fin 2022 début 2023.

Cette crise énergétique a été la source de pressions inflationnistes. En octobre, l'inflation en zone euro mesurée sur un an a atteint 10.7 %. Toutefois, avec le bouclier tarifaire mis en place pour les ménages, la France affiche l'inflation la plus faible de l'Union Européenne sur la même période avec un taux de 6.2 %.

La question se pose de savoir si l'inflation a atteint son pic. En amont et concernant les matières premières (pétrole, métaux, produits alimentaires...) des signes de détente sont clairement observés par rapport au pic du printemps 2022, même si les indices se situent encore à un niveau supérieur à celui de 2019.

Les enquêtes de conjoncture et des indicateurs spécifiques font aussi état d'une plus grande fluidité des chaînes de valeur, avec par exemple la très nette diminution des coûts de transport des containers, qui avaient été multipliés par 5 entre mi-mai 2020 et début 2022.

Les conséquences sont déjà visibles au stade de la production dans l'industrie. On note que les prix de la production chinoise sont quasiment stables sur un an, en septembre, alors qu'ils affichaient une hausse de près de 20 % sur un an à l'automne 2021.

En revanche la zone Euro continue d'afficher une augmentation de plus de 40 % eu égard à l'envolée des prix du gaz et de l'électricité, sans montrer encore des signes de décélération. C'est évidemment un facteur de perte de compétitivité qui n'est que partiellement compensé par la baisse de l'euro contre le dollar (environ 20 % depuis mi-2021).

Poursuite du resserrement monétaire à marche forcée

En dépit de l'action déterminée des banques centrales, l'inflation continue de battre des records. Pourtant la décélération de la croissance est manifeste et mondiale.

De nombreuses zones économiques vont entrer en récession. On se retrouve donc dans une zone paradoxale en matière de taux : la hausse est certaine et rapide sur les prochains mois, en revanche dès qu'un répit apparaîtra sur le front de l'inflation, un retour de manivelle est possible et pourrait être brutal.

Dans tous les cas le « risque » de baisse des taux est à reconsidérer : il est nécessairement bien plus tangible avec des taux à 4 % et des forces de rappel considérables que quand les taux étaient nuls ou négatifs.

Suite à la fermeté observée entre les banques centrales qui ont pour chacune d'elles relevé leurs taux directeurs, les marchés financiers sont tiraillés entre deux tendances et se montrent particulièrement volatils :

- L'inflation vigoureuse et la fermeté dont font preuve les banques centrales à cet égard laissent peu de doute sur la poursuite d'un cycle haussier rapide sur les taux courts, qui est la source d'une remontée tout aussi accélérée des taux longs ;
- La dégradation de l'environnement économique et les forces de rappel puissantes que constituent des dettes souveraines pléthoriques font planer un doute sur la capacité des banques centrales à laisser les taux remonter beaucoup plus qu'ils ne l'ont déjà fait.

Ces contradictions conduisent à des anticipations paradoxales avec une arrivée extrêmement rapide sur un plateau de 4,00 %, suivie d'une stabilisation très longue de ce niveau.

Dans ce contexte, tant que l'inflation restera à son niveau actuel, aucune modération des banques centrales ne pourra survenir. Cependant dès que la pression se relâchera, le retour de manivelle risque d'être brutal sur les taux, tant les perspectives économiques se sont assombries ces derniers mois. C'est en ce sens qu'il convient de réévaluer le risque de baisse de taux.

Au regard de ces taux directeurs imposés par les banques centrales, les taux fixes de marché se situent désormais entre 4.00 % et 4.50 %.

Même s'il reste possible de trouver du taux fixe ou d'en construire un au moyen de « Swap », le recours aux taux indexés paraît indiqué. Dans la configuration de marché de fin 2022, le risque que les anticipations soient déjouées par le bas apparaît bien plus prononcé qu'un risque de rebond des index encore plus rapide que ne l'anticipent les marchés.

Par ailleurs le point de départ des encours en place appelle la très grande majorité des collectivités à corriger une exposition trop forte au taux fixe.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2023

L'INFLATION ET LA HAUSSE DES TAUX D'INTERETS EN FILIGRANE DU PLUS IMPORTANT DEFICIT PUBLIC JAMAIS PREVU (Source : La Lettre du Financier Territorial)

2023 sera la 50^{ème} année consécutive de déficit public dans la mesure où 1973, déjà une année où l'inflation galopante avait fait son grand retour en France, avait été le tout dernier exercice où le budget de l'Etat avait été voté et exécuté en équilibre.

Si les deux années de Covid (2020-2021) avaient creusé le déficit et la dette, le projet de loi de finances 2023 affiche le plus important déficit qu'ait jamais connu le Trésor de toute son histoire contemporaine (158,5 Md€ contre 152,8 Md€ il y a deux ans, à l'occasion du PLF 2021 conçu aux tous premiers temps de la crise sanitaire).

A lui seul, le déficit de fonctionnement prévu de 124,4 Md€ représente 85 % des dépenses de personnel de l'Etat qui sont donc financées par emprunt.

Autre facteur inédit de la construction de ce budget 2023, alors que depuis le début des années 2010, l'augmentation permanente du stock de la dette de l'Etat (+ 70 à + 80 Md€ par an avant 2020, autour du double depuis le Covid) n'empêchait pas la stagnation des frais financiers acquittés par le Trésor, l'exercice 2023 va être marqué par un relèvement de quelque 34 % des intérêts de la dette, qui sont prévus pour atteindre 51,7 Md€ en 2023.

Les obligations d'Etat à 10 ans (OAT) qui affichaient encore des taux négatifs fin 2021, ont flirté fin octobre avec la barre des 3 %.

Le PLF 2023 table sur une prévision d'inflation de 4,2 % pour 2023 et une prévision de croissance de 1 % pour l'an prochain.

LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027 (Source : La Lettre du Financier Territorial)

Instaurée par la réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008, la présentation régulière par l'Etat de lois de programmation quinquennales des finances publiques en est à sa 6^{ème} édition.

Le projet élaboré pour les années 2023-2027 est marqué par une très grande modestie des ambitions d'apurement des déficits publics (- 2,9 % visés pour 2027) et surtout de la dette publique (110,9 % du PIB envisagés à fin 2027 contre 113 % constatés à fin 2021).

Au-delà de cette modestie des ambitions affichées, on peut constater que, comme lors de la loi de programmation précédente, l'essentiel des efforts à accomplir repose sur les administrations sociales et locales, puisque l'Etat ne prévoit pas de faire mieux que - 4,3 % de déficit à horizon 2027.

S'agissant précisément des administrations locales, l'objectif de + 0,5 % en fin de période (autour de 13 Md€ de désendettement net) est d'autant plus ambitieux que les collectivités n'ont jamais fait mieux que + 0,1 % au cours des 20 dernières années.

A ce titre, si la loi de programmation précédente avait donné lieu à une contractualisation imposée à 322 grands comptes (toutes les régions, tous les départements ainsi que les communes et intercommunalités qui avaient réalisé plus de 60 M€ de dépenses réelles de fonctionnement au budget principal du CA 2016), celle présentée cette année a une configuration quelque peu différente.

Seront concernées toutes les collectivités qui pèseront plus de 40 M€ de dépenses réelles de fonctionnement au budget principal du CA 2022. On peut estimer, à ce jour, que leur nombre « potentiel » se situera autour de 550 à 600.

Trois strates de collectivités sont définies : les régions (dont les 3 collectivités uniques de Corse, Martinique et Guyane), les départements (dont la Métropole de Lyon) et enfin le bloc communal comprenant les communes, EPCI, EPT de petite couronne ainsi que la ville de Paris.

L'objectif sera fixé chaque année à inflation - 0,5 % sur la base de la hausse des prix prévisionnelle définie au PLF et pour la première année, la mesure se fera en consolidant les comptes des collectivités assujetties, dans chaque strate.

Si la strate respecte globalement l'objectif assigné, personne ne sera inquiété quel que soit son résultat individuel.

Si la strate consolidée mord le trait, alors les collectivités qui ont contribué à ce mauvais résultat collectif se verront imposer deux sanctions individuelles :

D'une part la privation immédiate de subventions d'investissement (Dotation à la Politique de la Ville DPV -, Dotation de soutien à l'investissement local DSIL - Dotation de soutien à l'investissement des départements - DSD..). Mais cette disposition, prévue dans le texte initial a purement et simplement disparu dans la version accolée in fine à la loi de finances qui a été votée en première lecture le 4 novembre 2022, à la suite du rejet de la motion de censure.

D'autre part la fixation, par le Préfet, d'une trajectoire de retour à la norme (inflation - 0,5 %), modulée par des facteurs d'atténuation, ou au contraire d'aggravation liée comme en 2018 à la croissance démographique, au revenu par habitant et à l'évolution des charges de fonctionnement sur les deux années précédentes (2019-2021).

Les exécutifs locaux concernés seront invités à signer un contrat, avec la sanction potentielle d'une reprise (pénalité) de 75 % du dépassement s'ils ont accepté de contractualiser et de 100 % du dépassement si ayant refusé de signer, le contrat leur a été in fine imposé par arrêté préfectoral.

Cette procédure reproduit les dispositions de la loi de programmation précédente, à la différence notable qu'un comportement collectif vertueux, la seconde année, de la strate d'appartenance peut repêcher la collectivité concernée qui aurait à nouveau « dérivé ».

Le texte initial du projet de Loi de programmation ne prévoyait pas de mécanisme de plafonnement de certaines dépenses sensibles, contrairement à la loi du 22 janvier 2018 qui ramenait à 2 % toutes les dépenses d'allocations individuelles de solidarité - AIS - (RSA, APA, PCH) qui auraient été supérieures. Mais devant les assises des départements à Agen, la Première Ministre a annoncé le 14 octobre que les AIS seraient purement et simplement neutralisées, disposition encore plus favorable qu'un plafonnement et qui a été confirmée par amendement.

Au-delà de cette nouvelle contractualisation, le projet de loi de programmation fixe également une norme d'évolution de quelque 46,4 Md€ de concours aux collectivités locales, qui devront respecter une norme de progression de 0,39 % par an en moyenne sur la période 2022-2027.

Compte tenu de la résurgence de l'inflation en France, ce taux d'évolution apparaît sur le papier beaucoup plus contraignant que celui qui a prévalu entre 2018 et 2022. L'assiette de ces concours encadrés comprend les prélèvements sur recettes (PSR) et les concours de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT), à l'exception du FCTVA qui est laissé en-dehors du système.

ARCHITECTURE DE LA DGF ET PEREQUATION VERTICALE

Le bloc communal

Lors de sa présentation devant le Comité des Finances Locales (CFL), le 26 septembre dernier, l'architecture de la DGF 2023 apparaissait très classique : 90 M€ pour la Dotation de solidarité urbaine (DSU) et 90 M€ pour la Dotation de solidarité rurale (DSR) dans le cadre d'une enveloppe globale inchangée, en dépit de l'inflation qui dépasse les 6 %.

Mais en deux temps, le gouvernement a ajouté 320 M€, ce qui représente 1 % de la DGF et en réalité 1,7 % pour les bénéficiaires, car cet abondement ne devrait être affecté qu'au bloc communal.

Dans cet apport supplémentaire, 110 M€ sont fléchés sur la DSR qui sera donc revalorisée de 200 M€, ce qui pour la première fois amorce un début de rattrapage de l'écart initial qui a toujours été vécu comme une injustice par les maires ruraux. La dotation nationale de péréquation - DNP - dotation en sursis depuis la réforme avortée de la DGF de 2015, reste vissée à 794 M€ depuis des années.

Sur les 290 M€ de revalorisation de l'ensemble DSU + DSR (90 + 200), il est prévu, pour la 4^{ème} et dernière année consécutive, de majorer la part dévolue à l'outremer de 18 M€ supplémentaires, en passant le coefficient de majoration de la population ultramarine de 56,5 % à 63,7 % (on était à 35 % en 2019 avant la mise en œuvre de la mesure).

Autre nouveauté cette année, le gouvernement a annoncé qu'il n'y aurait pas d'écèlement de la dotation forfaitaire en 2023, ce qui devrait obliger le CFL à faire porter la totalité de la baisse sur la seule variable d'ajustement restante, à savoir la dotation de compensation des EPCI, mais qui compte tenu de l'abondement extérieur ne devrait céder en 2023 que 0,7 % contre autour de 2 % les années précédentes.

Au global, la DGF forfaitaire qui pesait 90 % de la DGF totale en 2004 ne devrait plus en représenter que 55 % en 2023.

En 2022, la DSU a concerné les deux tiers, soit exactement 700 des 1 050 villes de métropole de plus de 10.000 habitants et 10 % soit 126 villes de 5 à 10.000 habitants. La croissance démographique augmente ces chiffres de quelques unités chaque année.

Parmi les nouveautés relatives aux dotations du bloc communal :

Le fonds de soutien « inflation » se décompose en deux parties pour 2022, avec versement de l'essentiel des crédits en 2023 et une reconduction de la première mesure pour 2023.

430 M€ votés en LFR 2022 relativement aux hausses de charges énergétiques, alimentaires et de personnel (point d'indice) enregistrées en 2022 pour les collectivités ayant moins de 22 % de taux d'épargne brut 2021, subissant plus de 25 % de chute de cette épargne en 2022, occasionnée au moins pour moitié par les rubriques suscitées et disposant d'un potentiel financier (ou fiscal) inférieur à la moitié de leur strate (ou catégorie). La prise en charge sera à 50 % sur le personnel et 70 % sur les achats concernés.

... 1 500 M€ d'amortisseur énergie introduits par amendement sans conditions d'application, si ce n'est la prise en charge de 50 % de la hausse au-delà de 325€/Mwh.

La reconduction du bouclier de 430 M€ au titre de 2023, ciblé sur la seule énergie, sous une triple réserve d'une perte d'épargne brute minimale (- 25 %) d'un potentiel financier par habitant plafond (2 fois la moyenne) et d'une hausse des dépenses d'énergie supérieure à 60 % de la hausse des recettes de fonctionnement. La couverture sera de 50 % de la différence entre ces deux agrégats.

La dotation biodiversité créée en 2022 pour 24,3 M€ (dont à l'époque 4,3 M€ facturés sur les variables d'ajustement) est portée à 30 M€, soit + 5,7 M€ d'argent frais non gagés cette année. De plus, ces conditions d'attribution sont élargies dans la mesure où il n'est plus nécessaire que la commune soit située en « cœur de parc ».

La dotation politique de la ville (DPV) voit ses critères de mesure du pourcentage de population résidant en Quartier prioritaire de la Ville être harmonisés. Et afin de ne pas faire perdre l'éligibilité à certaines communes, le seuil d'éligibilité est ramené de 19 % à 16 %.

Le PSR compensation des exonérations de foncier bâti et de THRS est majoré de 30 M€ en 2023, pour prendre en compte l'assouplissement des critères imposés aux bénéficiaires (plus de consolidation des ressources des cohabitants pour accéder à l'éligibilité).

10 M€ sont ajoutés pour les titres sécurisés et 2 M€ pour le fonds catastrophe.

DOTATIONS D'INVESTISSEMENT ET AUTRES CONCOURS

Le FCTVA est régulièrement abondé par une éligibilité accrue de certaines dépenses de fonctionnement, principalement d'entretien, octroyées au fil des lois de finances successives. La recette est évaluée à 6,7 Md€ pour 2023 et l'Etat constate régulièrement qu'il a tendance à sous-estimer ladite recette, puisqu'il a consommé 6,4 Md€ en 2020 (pour 6 Md€ budgétés) et 6,7Md€ en 2021 (pour 6,55 Md€ prévus).

Cet écart risque de s'accroître au fil des années, compte tenu de l'automatisation de l'attribution, qui atteindra son régime de croisière en 2023 et qui se traduit par une réduction des contrôles sur pièces. Le gouvernement n'exclut pas des mesures correctrices, fin 2023, s'il était amené à constater des coulages » significatifs.

S'agissant des autres concours d'investissement, le raisonnement qui se fera désormais en CP et non plus en AE et qui est plus honnête conduit à dégonfler les précédents effets d'annonce, en particulier pour la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) qui depuis 6 exercices avait artificiellement dépassé le seuil symbolique du milliard d'euros, mais dont les taux de consommation n'ont jamais dépassé 85 % des engagements. Elle se trouve logiquement repositionnée à 906 M€ de crédits de paiement.

Par ailleurs les projets « verts » seront prioritaires, il n'y aura plus de minimum au coût d'un projet éligible et enfin les communes membres de métropoles et qui ne seront pas considérées comme pas ou peu denses au sens de l'INSEE n'auront plus accès à la DETR.

Il en est de même pour la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) qui avait été annoncée enregistrer un « saut » à 907 M€ (d'AE) en 2022 pour seulement 547 M€ de CP et qui est logiquement repositionnée à 577 M€ de CP pour 2023, étant entendu que les mandatelements effectifs n'ont jamais jusqu'à présent dépassé 500 M€.

MESURES FISCALES ET DIVERS

Revalorisation des bases cadastrales

Chaque année, la loi de finances donne lieu à une revalorisation forfaitaire des bases cadastrales qui a longtemps porté sur les deux taxes foncières et la taxe d'habitation et qui est dorénavant limitée, s'agissant de cette dernière, à sa part résiduelle portant sur les résidences secondaires et les logements vacants.

Le mode d'indexation a évolué au fil du temps, aussi bien quant à la définition des valeurs annuelles qu'en ce qui concerne des différenciations entre les catégories de bases fiscales qui ont pu connaître des modes d'indexation différents.

Jusqu'en 2017 inclus, la revalorisation qui n'était pas inscrite dans le texte initial du PLF était laissée à la sagacité du groupe majoritaire de l'Assemblée Nationale.

Depuis 2018, le taux d'indexation pour l'année est fixé de manière mathématique suivant l'évolution de l'indice des prix INSEE sur la période du 1^{er} décembre n-2 au 30 novembre n-1 (article 1518 bis du Code Général des Impôts).

Si en 2018 et les années antérieures, l'augmentation était uniforme pour toutes les catégories de locaux, depuis 2019 les locaux professionnels sont indexés sur un indice départemental d'évolution des loyers, lissé sur 3 ans (n-4 à n-2), ce qui présente une forte inertie à la hausse comme à la baisse.

Pour 2023, les associations d'élus ont suspecté le gouvernement de vouloir remettre en cause l'article 1518 bis du CGI, sachant que Bercy ne cache pas son souhait de limiter la revalorisation à 3,4 % l'an prochain comme en 2022.

Actualisation des bases des locaux professionnels

L'actualisation sexennale des valeurs locatives professionnelles (commerces, bureaux, artisans... mais non industrielles) qui a occupé les réflexions du bloc communal au 1^{er} semestre 2022 est reportée de deux ans en considération :

- de l'insuffisante représentativité des échantillons de loyers collectés par les services fiscaux,
- d'effets « indésirables » potentiellement induits : une surtaxation des commerces de centre-ville.

Remise en cause partielle des décisions prises sur les indicateurs de potentiel fiscal et d'effort fiscal

Cette question récurrente depuis l'annonce des modalités de remplacement de la taxe d'habitation, à l'été 2019, avait normalement été tranchée par des dispositions prises en loi de finances 2021 et 2022. Mais elle se trouve aujourd'hui partiellement remise en cause.

Trois facteurs différents étaient à prendre en compte :

- La disparition de la TH sur les résidences principales et celle du foncier bâti départemental récupéré par les communes (loi de finances 2020).
- La baisse des impôts de production matérialisée par la transformation en compensation de la moitié des ressources de CFE et de Foncier bâti levées sur les établissements industriels (loi de finances 2021).
- L'élargissement du potentiel fiscal des communes à la prise en compte de nouvelles ressources, dont la principale est la moyenne des droits de mutation des trois années précédentes et parallèlement la modification du mode de calcul de l'effort fiscal, avec l'exclusion des taux additionnels intercommunaux et aussi celle de la recette de financement des ordures ménagères - TEOM ou REOM (loi de finances 2022).

Très clairement le premier effet, celui de la loi de finances 2020, était le plus important des trois et il était d'autant plus nécessaire de trouver une solution que ses effets pouvaient être considérés comme « politiquement incorrects ». En effet plus les taux de l'impôt perdu étaient élevés, plus le potentiel fiscal s'élève, une base étant transformée en produit, pénalisant dans nombre de cas, sur ses dotations et sa péréquation, une collectivité pauvre en bases fiscales qui matraquait ses contribuables.

Ainsi le législateur du PLF 2021 a cherché à trouver une solution en procédant à une neutralisation :

- Définitive pour les départements, à savoir le refus de prendre en compte l'effet taux sur l'ancienne ressource de foncier bâti.
- Provisoire pour les communes, avec une neutralisation totale en 2022, et dégressive par la suite (90 %, 80 %, 60 %, 40 %, 20 % entre 2023 et 2027) pour une application pleine et entière en 2028 des nouveaux potentiels fiscaux et efforts fiscaux avec impact sur les dotations et sur la péréquation verticale et horizontale (FPIC, FSRIF...).
- Inexistantes pour les EPCI, au motif que la DGF d'intercommunalité est assortie de garanties et d'écarternements et que les effets d'une introduction immédiate des nouveaux potentiels fiscaux devraient être limités. Mais les calculs relatifs au FPIC qui mêle des paramètres communaux et intercommunaux obéissent aux règles communales (dégressivité).

Toutes ces dispositions de neutralisation dégressive pour les communes, prises en loi de finances 2021, ont intégré postérieurement les impacts des mesures de la loi de finances 2022, aussi bien sur le potentiel fiscal que sur l'effort fiscal et chaque collectivité peut en apprécier parfaitement les impacts grâce au calcul par la DGCL du « facteur de correction » qui figure sur les fiches individuelles de DGF.

A ce jour, deux de ces facteurs sont remis en cause et pour des raisons très différentes l'une de l'autre :

- La neutralisation définitive des effets de l'ancien taux de foncier bâti sur le potentiel fiscal des départements a du plomb dans l'aile et ce pour des raisons constitutionnelles. Une précédente question prioritaire de constitutionnalité (OPC) que les Neuf sages avaient validée à l'automne 2020 a montré clairement que l'on ne pouvait pas brider de manière permanente les indicateurs de richesse, même en s'abritant derrière des motifs de péréquation.

Aussi dans les attendus du PLF 2023, en indiquant qu'il continuait de maintenir en 2023 la référence au taux 2020 de foncier bâti des départements, pour le calcul du fonds de péréquation des DMTO, le gouvernement a précisé que c'était la toute dernière année et qu'en 2024, les données de richesse fiscale et financière seraient remises à plat. Il est vraisemblable que l'on s'orientera là aussi vers un lissage en 2024, mais ces dispositions qui figurent « en creux » dans les explications de texte du PLF 2023 doivent être, dès à présent, anticipées correctement par les intéressés.

- S'agissant de l'effort fiscal, la remise en cause annoncée pour 2024 s'apparente plutôt à un quiproquo. L'an dernier, la DGCL avait cru correctement interpréter les volontés du Comité des Finances Locales en éliminant progressivement entre 2023 et 2028 les taux intercommunaux additionnels et la recette des ordures ménagères du mode de calcul de l'effort fiscal. Mais depuis lors, le CFL, sous l'instigation des associations d'élus intercommunaux, s'est récréé en faisant savoir que cette disposition défavorisait les communes membres d'intercommunalités fortement intégrées... Toujours est-il qu'il a été décidé pour 2023 de ne pas engager la première année du lissage et donc de neutraliser comme en 2022 les impacts sur l'effort fiscal. Cela permet de se donner une année supplémentaire pour rebâtir une réforme consensuelle qui sera présentée au PLF 2024.

Réduction de la fiscalité sur l'électricité

Suite à l'article 54 de la LFI 2022, les anciennes taxes locales sur la consommation finale d'énergie (TLCFE) ont été unifiées et nationalisées et, à compter du 1^{er} février 2023, intégrées à l'accise. L'article vise à maintenir l'accise aux niveaux minimums permis par le droit européen. Le ministre a précisé que l'intégration de la TLCFE dans l'accise n'affectera pas les ressources des collectivités, leurs recettes étant maintenues par l'État.

MESURES FISCALES DIVERSES

- Les logements sociaux bénéficient d'une exonération de TFPB portée de 25 à 30 ans lorsque « les constructions dépassent les exigences de la réglementation environnementale 2020 ».
- Possibilité d'exonérer de taxe d'aménagement les constructions sur les anciennes friches industrielles dépolluées.
- Possibilité d'un « accord local » pour le partage de la taxe d'aménagement entre communes et EPCI.

FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)

Plus d'exclusion du bénéfice du FPIC lorsque l'effort fiscal agrégé est inférieur à 1. Cette mesure, que nous avons nous-mêmes suggérée à l'hiver dernier à la DGCL, était effectivement cohérente avec la volonté de supprimer la recette ordures ménagères (TEOM ou REOM) du calcul de l'effort fiscal, puisque cela aurait conduit à établir la moyenne nationale de l'indice autour de 1 au lieu de 1,20 aujourd'hui. Mais elle pourrait s'avérer superflue si, en fin de compte, la remise à plat de l'effort fiscal conduisait in fine à maintenir le mode de calcul antérieur de l'effort fiscal.

Les bénéficiaires qui perdent l'attribution au FPIC bénéficieront dorénavant d'une compensation dégressive sur 4 ans de 90 % puis 70 %, 50 % et 25 % (au lieu d'une seule année à 50 %).

CONCLUSION : MEFIANCE PERSISTANTE ENTRE LOCAL ET NATIONAL DANS UN CONTEXTE EXTERIEUR QUI SE TEND

A l'automne 2022, les 49-3 se sont suivis, les motions de censure ont été repoussées les unes après les autres et les textes ont été adoptés, mais après que le gouvernement ait lâché du lest en consentant à des amendements qui sont loin d'être neutres financièrement pour les comptes publics et ce sans pour autant contenter les élus locaux, qui placent dorénavant leurs espoirs dans les prochains recours au Conseil Constitutionnel.

Symboliquement, le jour même où le budget 2023 a été adopté en première lecture (4 novembre), l'agence de notation Fitch a annoncé qu'elle plaçait la France en perspective négative. Au-delà des préoccupations légitimes des collectivités sur le niveau des coûts de l'énergie, c'est également le spectre d'une flambée des taux d'intérêt, dont le niveau a déjà plus que quadruplé entre janvier et octobre 2022, qui pourrait dans les prochains mois freiner les projets d'investissement.

SOMMAIRE :

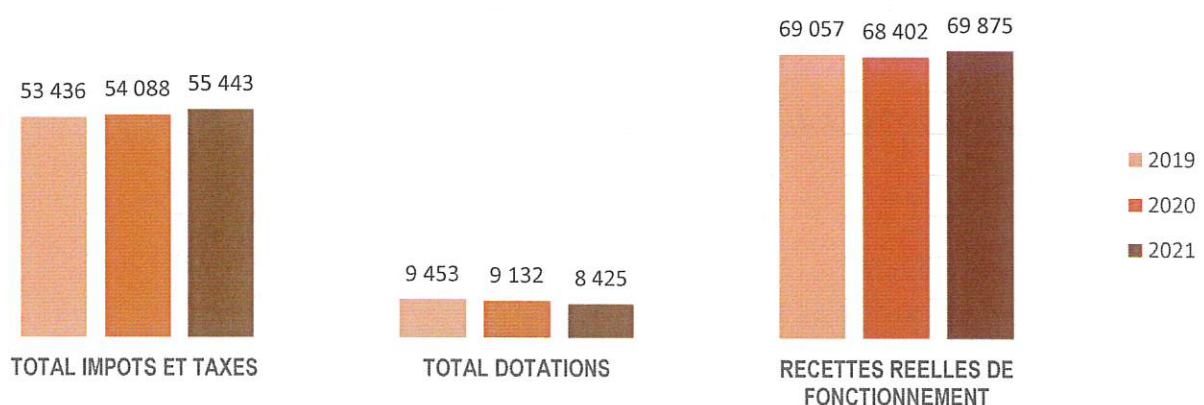
• A - Bilan 2019-2020-2021	p. 11
➤ Les produits de fonctionnement.....	p. 11
➤ Les dépenses de fonctionnement.....	p. 15
➤ La dette - les charges financières	p. 18
➤ L'épargne brute.....	p. 19
➤ L'investissement.....	p. 22
• B - Compte Administratif 2022.....	p. 24
➤ Les recettes de fonctionnement.....	p. 25
➤ Les dépenses de fonctionnement.....	p. 35
➤ Les ratios de gestion.....	p. 38
➤ L'investissement.....	p. 41
• C - Structure et gestion de la dette.....	p. 45
➤ Situation prévisionnelle de la dette financière au 31 décembre 2022.....	p. 45
➤ Structure de la dette au 31 décembre 2022.....	p. 47
➤ Dette « hors charte » et à « taux complexes » au 31 décembre 2022.....	p. 50
• D - Cadre pluriannuel de fonctionnement 2023-2026.....	p. 52
➤ Les hypothèses retenues en recettes de fonctionnement.....	p. 54
➤ Les hypothèses retenues en dépenses de fonctionnement.....	p. 63
• E – Evolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel.....	p. 70
• F - Cadre pluriannuel d'investissement 2023-2026.....	p. 73
➤ Cadre budgétaire investissement 2023-2026.....	p. 73
➤ Plan pluriannuel d'investissement 2023-2026.....	p. 74
➤ Détail du financement de l'investissement.....	p. 76
• G - Actions et projets menés dans le cadre de nos orientations budgétaires.....	p. 77
• H - Budget annexe crématorium.....	p. 86
• I - Budget annexe service extérieur des pompes funèbres	p. 89

A) BILAN 2019-2020-2021

Les produits de fonctionnement :

			VARIATION 2019-2020			VARIATION 2020-2021	
	2019	2020	MONTANT	%	2021	MONTANT	%
Produits contributions directes	32 792	33 484	692	2,11%	34 263	779	2,33%
Attribution de compensation	15 164	15 164	0	0,00%	14 513	-651	-4,29%
Droits de mutation	3 450	3 589	139	4,03%	4 615	1 026	28,59%
Taxe sur l'électricité	1 194	1 149	-45	-3,77%	1 250	101	8,79%
Total impôts et taxes	53 436	54 088	652	1,22%	55 443	1 355	2,5%
Dotation forfaitaire	4 485	4 335	-150	-3,34%	4 071	-264	-6,09%
Dotation Nationale de Péréquation	678	672	-6	-0,88%	613	-59	-8,78%
Participations de fonctionnement	1 892	2 016	124		1 919	-97	-4,81%
Compensations fiscales	1 705	1 770	65	3,81%	1 416	-354	-20,00%
Total dotations	9 453	9 132	-321	-3,40%	8 425	-707	-7,74%
Produits des loyers et redevances	1 090	1 037	-53	-4,86%	1 018	-19	-1,83%
Remboursements sur charges de personnel	372	375	3	0,81%	356	-19	-5,07%
Produits des services	2 520	1 589	-931	-36,94%	2 064	475	29,89%
Produits financiers	876	821	-55	-6,28%	815	-6	-0,73%
Produits exceptionnels	1 311	1 361	50	3,81%	1 753	392	28,80%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	69 057	68 402	-655	-0,95%	69 875	1 473	2,15%

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT



Depuis 2014, nous n'avons eu de cesse de réduire nos dépenses de fonctionnement et d'optimiser nos recettes, malgré un déficit structurel constaté depuis de nombreuses années pour ces dernières. Ces efforts continus nous ont permis d'accroître de façon importante notre niveau d'épargne, ratio essentiel dans l'analyse de la santé financière d'une commune.

Parmi les leviers qui ont contribué à une augmentation de nos recettes, on retrouve notamment :

La fiscalité directe locale constituant le principal poste de recettes de fonctionnement de notre collectivité. Aussi, comme déjà souvent évoqué, la mise en place d'un protocole avec les services de l'Etat et la création à la Direction des Affaires Financières de la ville d'une cellule fiscalité entièrement dédiée, nous ont permis d'obtenir des résultats probants.

On note une certaine évolution sur la période examinée et notamment une évolution du produit de **2.33 %** entre 2020 et 2021. Toutefois, le retard accumulé dans les années antérieures pour optimiser nos bases fiscales font que le produit par habitant est encore largement inférieur à la moyenne constatée pour les Villes du Département (**- 219 €/ habitant**, source DGFIP année 2021).

La taxe liée aux droits de mutation reste dynamique sur la période examinée, sa progression étant systématique d'année en année. Progression qui se vérifie de nouveau sur 2021 (**+ 28 %**) par rapport à l'année précédente. Cette belle évolution est significative d'une ville qui progresse sans cesse en terme d'attractivité.

Au niveau des participations de fonctionnement, l'instauration d'une cellule dédiée à la recherche de financements, l'optimisation des redevances, étudiée avec attention par le contrôleur de gestion à chaque nouveau contrat, ont notamment permis d'obtenir des résultats encourageants même si leurs retours se font parfois attendre dans la mesure où les calendriers ne sont pas toujours maîtrisés.

Les ratios exprimés ci-dessous démontrent la situation de la ville de Grasse comparée aux moyennes nationales, régionales et départementales :

Sur le produit fiscal :

Produit impôts locaux par habitant pour 2021 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 691 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 670 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 747 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 910 €/ habitant.

Nous l'avons évoqué plus haut, une convention de partenariat a été mise en place avec les services de l'Etat pour l'optimisation des bases, nous permettant depuis un certain nombre d'années d'obtenir une belle dynamique de nos bases fiscales.

Toutefois, le retard accumulé dans les années antérieures explique qu'aujourd'hui les écarts restent encore importants, notamment avec les villes de la région et du département.

Pour la taxe d'habitation :

Taux d'imposition pour la taxe d'habitation de 2021 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 18,90 % ;
Moyenne nationale : 20,58 % ;
Moyenne régionale : 20,44 % ;
Moyenne départementale : 24,71 %.

Base fiscale taxe d'habitation résidences secondaires par habitant pour 2021 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 273 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 108 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 295 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 666 €/ habitant.

Produit par habitant taxe d'habitation résidences secondaires pour 2021 hors surtaxe (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 52 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 21 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 53 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 140 €/ habitant.

Pour la taxe foncière sur le bâti :

Taux d'imposition pour 2021 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 30.07 % ;
Moyenne nationale : 39.31 % ;
Moyenne régionale : 39.00 % ;
Moyenne départementale : 27.94 %.

Depuis la réforme de la taxe d'habitation et dans un objectif de compensation de la perte du produit lié à cette taxe, le taux d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties a été réévalué. Ce dernier est désormais égal à la somme du taux communal (19,45 %) et du taux départemental voté en 2020 (10,62 %). Ce taux reste néanmoins inférieur aux moyennes nationales et régionales mais supérieur à la moyenne départementale.

Base fiscale taxe sur le foncier bâti par habitant pour 2021 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 1 608 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 1 453 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 1 551 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 1 962 €/ habitant.

De la même façon le produit par habitant pour le foncier bâti avant application du coefficient correcteur pour 2021 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 484 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 571 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 605 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 548 €/ habitant.

Les écarts avec les moyennes constatées que ce soit au niveau national, régional ou départemental restent importants.

L'élément le plus significatif est celui des bases par habitant.

Même si le produit fiscal reste sur une forte dynamique, force est de constater que les travaux engagés pour l'optimisation des bases doivent se poursuivre.

Sur les dotations :

Dotation Globale de fonctionnement par habitant pour 2021 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 94 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 200 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 101 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 90 €/ habitant.

Le produit de la Dotation Globale de Fonctionnement est historiquement faible, largement inférieur à la moyenne nationale et régionale des communes de même strate.

La Ville de Grasse a sollicité à maintes reprises les services de l'Etat pour qu'une analyse argumentée lui soit transmise. D'autant plus que les différentes réformes successives mises en place n'ont pas corrigé les inégalités constatées entre les communes.

Par ailleurs, il est important de noter que les dotations sont basées sur le recensement de la population, or en 2021 le calcul s'est fait sur le nombre de 51 886 habitants (population DGF), chiffre en constante diminution puisqu'en 2019 on comptait 53 604 habitants et 53 214 sur l'année 2020.

Monsieur le Maire souhaite par ailleurs sollicité les services de l'Insee, les échantillons de population recensés utilisés pour le calcul de population, ne reflétant par la réalité démographique de la Commune.

Sur les produits des services et du domaine public :

Ville de Grasse : 41 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 98 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 93 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 101 €/ habitant.

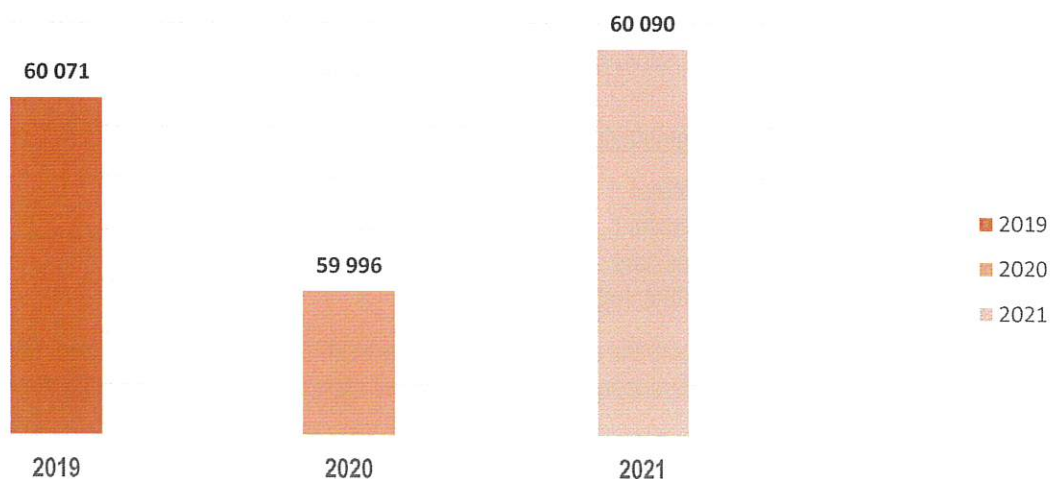
Le poste relatif au produit des services reste le poste le plus affecté, même si les écarts se réduisent. Il souffre encore de la faiblesse structurelle de nos recettes, même si l'on constate déjà les efforts de gestion opérés notamment sur les redevances ou les revalorisations de loyers. Ces derniers doivent être poursuivis et soutenus à chaque renouvellement de contrat ou lorsqu'il est constaté un décalage avec le marché.

La ville s'est inscrite dans une politique d'optimisation de ses ressources, les résultats obtenus sont encourageants mais le chemin à parcourir reste encore important. Nous devons rester ambitieux en poursuivant nos efforts.

Les dépenses de fonctionnement :

	2019	2020	VARIATION 2019-2020		2021	VARIATION 2020-2021	
			MONTANT	%		MONTANT	%
Charges à caractère général	10 671	10 359	-312	-2,92%	10 745	386	3,73%
Charges de personnel brutes	34 556	34 416	-140	-0,41%	34 540	124	0,36%
Atténuations de produits (SRU et FPIC...)	1 002	1 148	146	14,57%	685	-463	-40,33%
Autres charges de gestion courante	10 419	10 744	325	3,12%	10 647	-95	-0,90%
Charges financières	2 821	2 921	100	3,54%	2 440	-481	-16,47%
Charges exceptionnelles	602	3 734	3 132	520,27%	1 033	-2 701	-72,34%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		63 361					
<i>Transfert résultats budgets annexes Eau/Assainissement/Spanc</i>		3 365					
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT RETRAITEES	60 071	59 996	-75	-0,12%	60 090	94	0,22 %

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



Le transfert du résultat des budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif a été retraité pour une analyse objective.

Les efforts demandés aux services municipaux en réduisant leurs enveloppes de fonctionnement depuis 2014 sont conséquents. Sur la période examinée, les enveloppes ont encore été contraintes avec un volume moyen d'environ 10.7 M€ pour 2019 et 2021. Pour l'année 2020, le volume des dépenses à caractère général s'est avéré inférieur de 312 K€ par rapport à 2019 et ce malgré un besoin important de matériel sanitaire (environ 300 K€).

Evolution des principaux postes de dépense entre 2019, 2020 et 2021 :

	2019	2020	VARIATION 2019-2020		2021	VARIATION 2020-2021	
			MONTANT	%		MONTANT	%
611 contrats de prestations de services	1 881	1 984	103	5,48%	1 544	-440	-22,18%
60612 énergie et électricité	1 620	1 605	-15	-0,93%	2 029	424	26,42%
60632 fournitures de petit équipement	675	650	-25	-3,70%	777	127	19,54%
60633 fournitures de voirie	109	78	-31	-28,44%	70	-8	-10,26%
61523 entretien voies et réseaux par entreprises	319	369	50	15,67%	362	-7	-1,90%
61522 entretien de bâtiments par entreprises	543	384	-159	-29,28%	419	35	9,11%
6132 locations immobilières	609	802	193	31,69%	591	-211	-26,31%
614 charges locatives de copropriété	122	130	8	6,56%	133	3	2,31%
60611 eau et assainissement	433	282	-151	-34,87%	266	-16	-5,67%
6156 maintenances	429	475	46	10,72%	487	12	2,53%
60622 carburants	219	174	-45	-20,72%	208	34	19,80%
6232 fêtes et cérémonies	340	219	-121	-35,59%	204	-15	-6,85%
TOTAUX	7 299	7 152	-147	-2,02%	7 090	-62	-0,86%

Nous notons une évolution systématique à la baisse du volume de nos charges sur 2021. Les postes les plus significatifs étant ceux des prestations de service, les travaux en régie ayant été privilégiés, et des locations immobilières.

Achats et charges externes (montants nets) pour 2021 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 208 €/ habitant ;
Moyenne nationale : 282 €/ habitant ;
Moyenne régionale : 297 €/ habitant ;
Moyenne départementale : 288 €/ habitant.

La comparaison des différents ratios entre la Ville de Grasse et les moyennes nationales, régionales et départementales démontrent d'importantes différences en terme de recettes mais également en terme de dépenses.

Eu égard aux efforts de rationalisation réalisés les économies effectuées sont à noter.

Les charges de personnel :

Les charges de personnel constatées sur la période analysée sont relativement stables avec une baisse de - 0,41% entre 2019 et 2020, baisse en partie expliquée par le transfert des compétences eau, assainissement collectif et assainissement non collectif, puis une légère augmentation de 0,36 % entre 2020 et 2021.

Cette faible évolution de la masse salariale est due au travail effectué en terme de mobilité interne et de réforme organisationnelle.

Il est également très intéressant de mesurer le travail effectué en comparant de nouveau les ratios de la commune avec ceux de la strate.

Charges de personnel (montants nets) pour 2021 (source DGFIP) :

Ville de Grasse : 687 €/ habitant ;

Moyenne nationale : 776 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 882 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 827 €/ habitant.

Le ratio de personnel est inférieur de **140 €** à celui de la moyenne départementale.

Des efforts dans la logique des prestations de service revues à la baisse. Des recrutements de personnel ont été effectués pour répondre à ces nouveaux besoins.

Les subventions de fonctionnement :

	2 019	2 020	VARIATION 2019-2020			VARIATION 2020-2021	
			MONTANT	%		MONTANT	%
Subventions aux associations	1 617	1 592	-25	-1,55%	1 523	-69	-4,33%
Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours	3 122	3 156	34	1,09%	3 156	0	0,00%
Caisse Communale d'Action Sociale	3 068	3 375	307	10,01%	3 400	25	0,74%
Caisse des Ecoles et Réussite Educative	60	56	-4	-6,67%	60	4	7,14%
OGEF Fénelon	375	363	-12	-3,20%	362	-1	-0,28%
Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz	8	11	3	37,50%	11	0	0,00%
Contrat Enfance et Jeunesse	1 304	1 264	-40	-3,07%	1 214	-50	-3,96%
Contrat de Ville	117	117	0	0,00%	116	-1	-0,85%
Participations enfants grasseois scolarisés à l'extérieur	169	176	7	4,14%	152	-24	-13,64%
TOTAUX DES PRINCIPALES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	9 840	10 110	270	2,74%	9 994	-116	-1,15%

Nous l'avons évoqué à de nombreuses reprises, les réductions de subventions opérées dans les années 2016 et 2017 ont été l'aboutissement d'un long travail réalisé avec les associations.

Toutefois, on peut constater que sur la période examinée ce travail s'est poursuivi avec encore une légère baisse à hauteur de 5.8 % entre 2019 et 2021, néanmoins et afin de répondre aux besoins, le niveau des subventions a été maintenu pour certaines associations.

La dette - les charges financières :

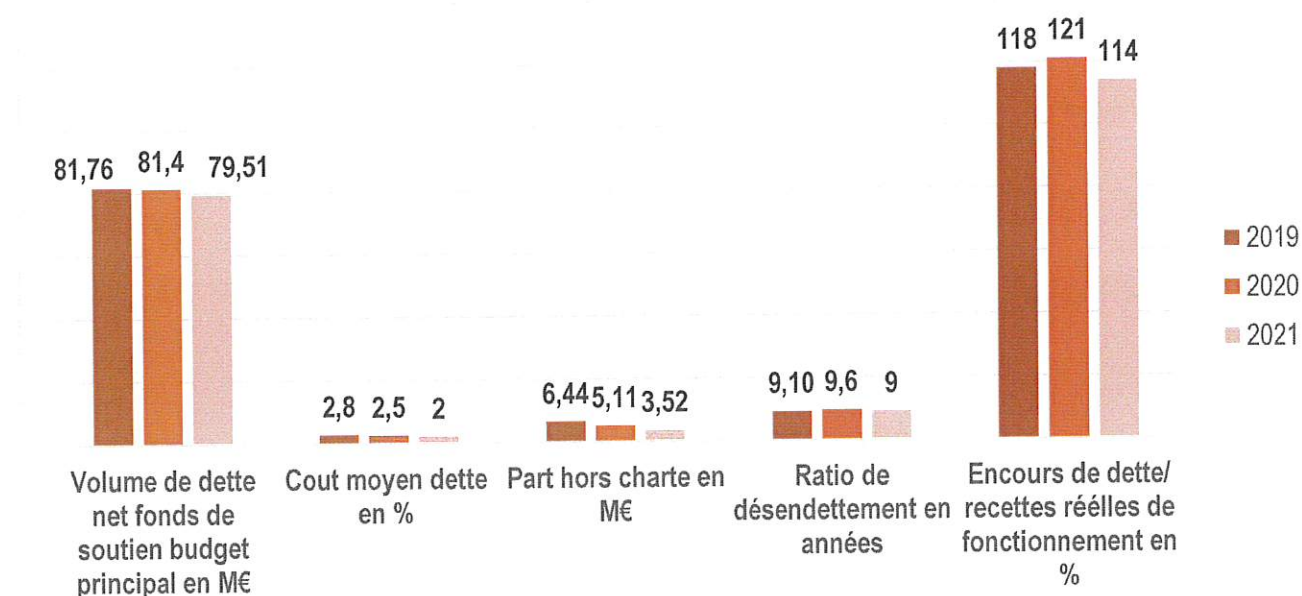
L'année 2021 constitue le point le plus bas en terme de charges financières sur la période examinée. La désensibilisation et la réduction des taux font que les charges financières ont encore chuté.

Force est de constater que les objectifs ciblés ont été atteints, le volume des charges financières net des produits ayant été réduit de plus de 13.51 % sur la seule période examinée de 2019-2021.

La dette

	2019	2020	VARIATIONS 2019-2020		2021	VARIATIONS 2020-2021	
			MONTANT	%		MONTANT	%
Volume de dette net fonds de soutien budget principal en M€	81,76	81,4	-0,36	-0,44%	79,51	-1,89	-2,32%
Coût moyen dette en %	2,8	2,5	-0,3	-10,71%	2	-0,5	-20,00%
Part hors charte en M€	6,44	5,11	-1,33	-20,65%	3,52	-1,59	-31,12%
Ratio de désendettement en années	9,10	9,6	0,50	5,49%	9	-0,60	-6,25%
Encours de dette/ recettes réelles de fonctionnement en %	118	121		2,54%	114		-5,79%

EVOLUTION DE LA DETTE



Sur la période 2019-2021, l'ensemble des ratios se sont améliorés, traduction d'une volonté de la Ville d'en faire une priorité.

C'est ainsi qu'en 2021 le taux moyen de la dette ne s'élève plus qu'à 2 % vs 2.8% en 2019 et la part de dette hors charte est de 3.52 M€ en 2021 vs 6.44 M€ en 2019.

Ces produits hors charte ne constituent désormais plus que 4.02 % de notre encours de dette au 31 décembre 2021, alors qu'ils représentaient plus de 20 % au 31 décembre 2014.

Les charges financières

	VARIATION 2019-2020				VARIATION 2020-2021		
	2019	2020	MONTANT	%	2021	MONTANT	%
Charges financières brutes	2 821	2 921	100	3,54%	2 440	-481	-16,47%
<i>Produits des swaps</i>	-143	-97	46	-32,17%	-96	1	-1,03%
<i>Dette récupérable</i>	-112	-102	10	-8,93%	-98	4	-3,92%
<i>Fonds de soutien</i>	-622	-622	0		-622	0	
Charges financières nettes	1 944	2 100	156	8,02%	1 624	-476	-22,67%

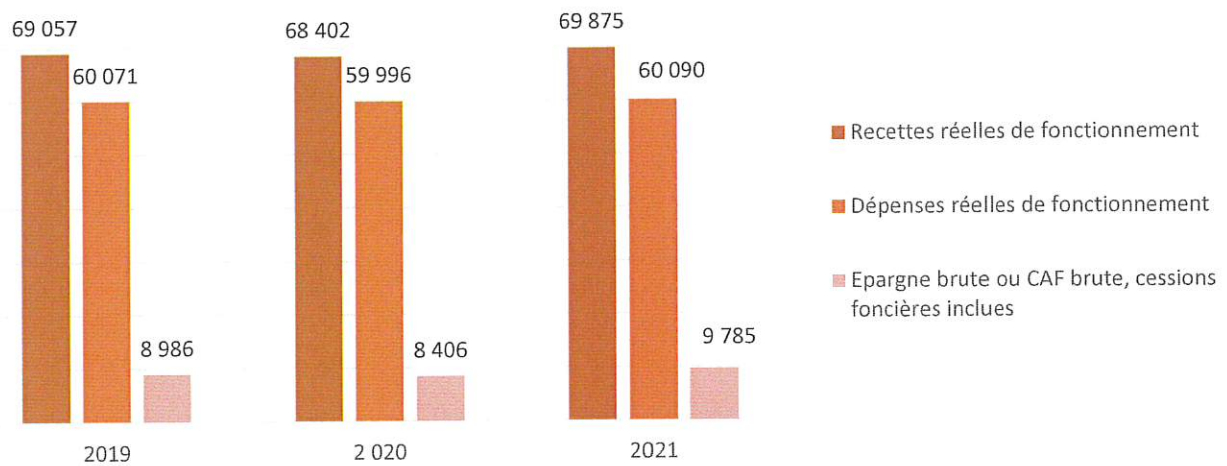
Il est important de préciser que pour l'année 2020, le montant des charges financières supérieur à 2019 s'explique par l'opération de remboursement anticipé d'un emprunt DEXIA (sous forme de protocole d'accord) et d'un emprunt en Franc Suisse. Ces opérations ont induit le paiement d'une indemnité compensatoire dérogatoire et d'une indemnité pour perte de change, soit un montant de plus de 360 K€.

Pour 2021, la diminution du volume des charges financières se poursuit et contribue largement à la restauration de notre épargne.

L'épargne brute – capacité d'autofinancement :

Dépenses et recettes réelles de fonctionnement retraitées des résultats des budgets annexes transférés à la Communauté d'Agglomération pour 3 365 K€ en 2020.

	VARIATION 2019-2020				VARIATION 2020-2021		
	2019	2 020	MONTANT	%	2021	MONTANT	%
Recettes réelles de fonctionnement	69 057	68 402	-655	-0,95%	69 875	1 473	2,15%
Dépenses réelles de fonctionnement	60 071	59 996	-75	-0,12%	60 090	94	0,16%
Epargne brute ou CAF brute, cessions foncières incluses	8 986	8 406	-580	-6,45%	9 785	1 379	16,40%

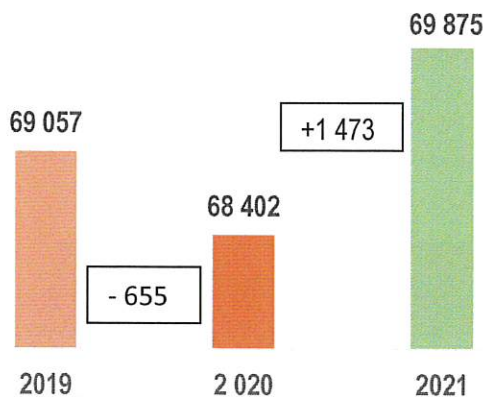


Dans l'article 29 de la loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2020, traitant notamment du ratio de désendettement, le législateur a retenu un calcul simple de l'épargne brute en ne retirant pas les éléments exceptionnels ou les cessions. Cette définition a donc été retenue.

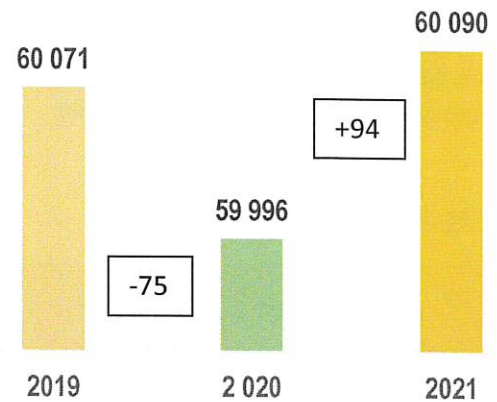
BILAN 2019 – 2020 – 2021

UNE AMELIORATION SIGNIFICATIVE DES RATIOS FINANCIERS

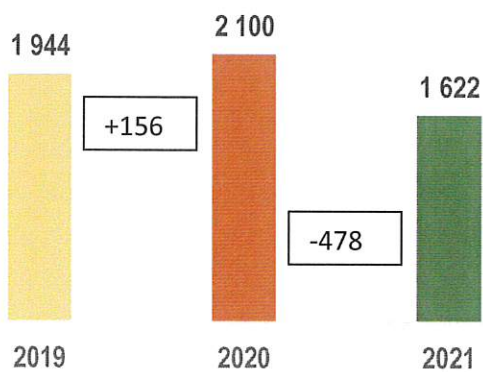
Recettes réelles de fonctionnement
en K€



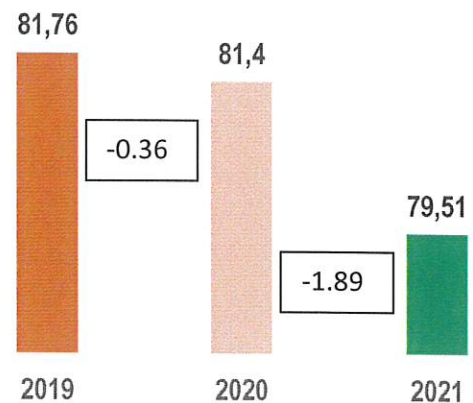
Dépenses réelles de fonctionnement
en K€



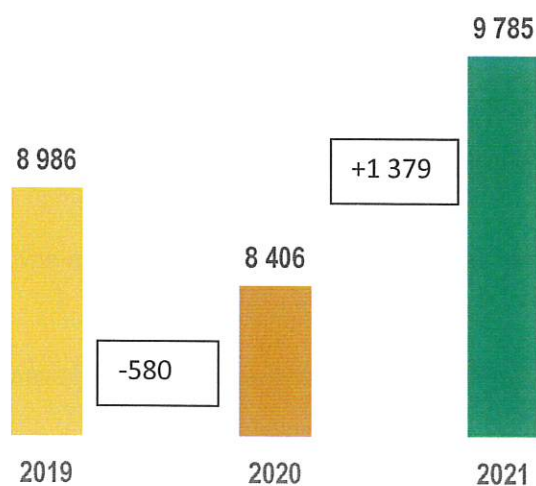
Charges financières nettes des
produits en K€



Encours de dette net fonds de
soutien en M€



Epargne Brute en K€



L'investissement :

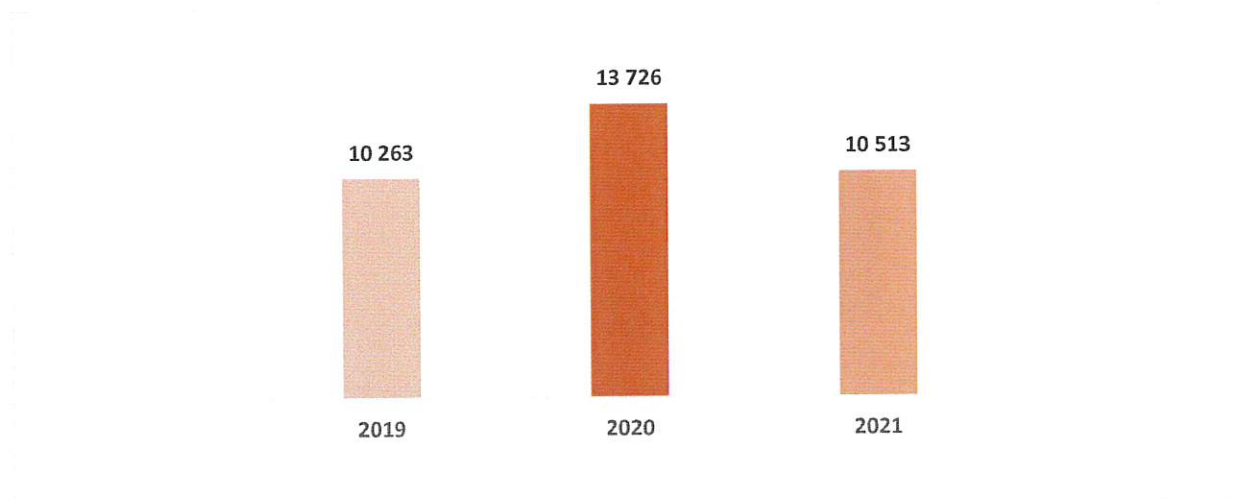
Après une réduction drastique des volumes d'investissements entre 2014 et 2017, corrélée à une réduction des appels aux financements bancaires de façon à minimaliser notre endettement, le niveau des investissements s'est vu redynamisé à compter de 2018, par une politique volontariste eu égard au niveau d'épargne restauré.

C'est ainsi que sur la période examinée, on peut noter un volume global des dépenses d'investissement à hauteur de 34 500 M€.

Un focus est fait sur l'année 2020 qui s'est traduit par un niveau proche des 14 M€ d'investissements, dans un contexte sanitaire particulièrement contraint et incertain et par une vraie volonté d'accompagner notre tissu économique local dans une période difficile.

Dépenses d'équipement en M€ :

VARIATION 2019-2020				VARIATION 2020-2021		
2019	2020	MONTANT	%	2021	MONTANT	%
10 263	13 726	3 463	33,74%	10 513	-3 213	-23,41%



Emprunts en M€ :

En 2014 près de 80 % de nos dépenses d'investissement étaient financées par emprunt (9,58 M€ mobilisés pour 12,07 M€ d'investissement).

Si nous reproduisons ce calcul sur l'année 2021, ce pourcentage est réduit à environ 52 % (5.5 M€ mobilisés pour 10.51 M€ d'investissement).

Les résultats sont donc positifs et significatifs d'une forte amélioration de la santé financière de la commune.

▪ Le financement propre réel de l'investissement :

	VARIATION 2019 - 2020				VARIATION 2020 - 2021		
	2019	2020	MONTANT	%	2021	MONTANT	%
Epargne ou Capacité d'Autofinancement brute	8 986	8 406	-580	-6,45%	9 785	1 379	16,40%
Amortissements financiers de la dette	7 676	8 776	1100	14,33%	9 922	1 146	13,06%
Epargne nette ou disponible	1 310	-370	-1680	-128,24%	-137	233	-62,97%
TLE et Taxe d'aménagement	280	827	547	195,36%	1 441	614	74,24%
FCTVA	1 338	1 581	243	18,16%	1 604	23	1,45%
Autres fonds	78	60	non significatif		80	non significatif	
Subventions reçues	2 696	2 962	266	9,87%	3 987	1 025	34,60%
Autres recettes (y.c. dette récupérable)	223	224	1	0,45%	276	52	23,21%
Autres recettes hors emprunt	4 615	5 654	1039	22,51%	7 388	1 734	30,67%
Financement disponible	5 925	5 284	-641	-10,82%	7 251	1 967	37,23%
Dépenses d'équipement	10 263	13 726	3463	33,74%	10 513	-3 213	-23,41%
Financement disponible / Dépenses d'équipement (%)	57,73%	38,50%			68,97%		

En 2020 et 2021, le remboursement en capital de la dette a été majoré d'un remboursement anticipé de 0,7 M€ (pour 2020) et de 2M€ (pour 2021) effectués sur notre convention CT/MT Crédit Agricole ; ces montants n'ont pas été neutralisés dans le calcul de l'épargne nette, cette dernière devient ainsi négative par la seule réalisation de ces opérations pour ces années-là.

B) COMPTE ADMINISTRATIF 2022 – INSTABILITE, CRISES SANITAIRE ET ECONOMIQUE

Après 2 exercices empreints d'instabilité due aux problématiques liées à la crise sanitaire et économique de la COVID 19, l'année 2022 s'est inscrite dans un contexte national et international extrêmement tendu.

A la différence des années précédentes, où notre stratégie a pu être mise en place dans un environnement relativement stable (hors crise sanitaire), nous devons faire face aujourd'hui à des facteurs exogènes que nous subissons :

- augmentation du tarif des fluides ;
- revalorisation du point d'indice ;
- progression des taux d'intérêt.

Les impacts financiers liés à ces facteurs ont lourdement pesé sur les dépenses de fonctionnement de la Ville, évolution qui n'a pas été compensée par une dynamique équivalente de nos recettes de fonctionnement.

Il est vrai qu'en 2021, les collectivités au sens large étaient parvenues à surmonter la crise sanitaire, leurs situations financières ayant bénéficié d'un contexte favorable dû à la conjoncture de reprise économique et au maintien des dispositifs de soutien de l'Etat.

L'année 2022 en revanche a été plus compliquée, y compris pour la Ville de Grasse. C'est ainsi que le niveau d'épargne brute de la Ville a marqué une relative régression autour de 13 % par rapport à 2021, baisse malheureusement insuffisante à priori au regard des critères de l'Etat mis en place pour bénéficier du filet de sécurité.

En effet, la loi de finances rectificative pour 2022 a prévu dans son article 14 un filet de sécurité, sous forme de dotation, pour les communes et leurs groupements qui répondent à deux critères cumulatifs :

- leur épargne brute au 31 décembre 2021 représentait moins de 22 % de leurs recettes réelles de fonctionnement ;
- leur épargne brute a enregistré en 2022 une baisse de plus de 25 %, principalement du fait, d'une part, de la mise en œuvre de la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique et, d'autre part, des effets de l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain et d'achats de produits alimentaires.

Pour les communes, il était également exigé un potentiel financier inférieur au double de la moyenne de leur strate démographique en 2021 et pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, un potentiel fiscal inférieur au double de la moyenne de leur groupe en 2021, critères auxquels répondent la Commune et la Communauté d'Agglomération.

Ce filet de sécurité aurait permis la prise en charge de 50 % du surcoût lié aux dépenses d'énergie et 30 % de celles du personnel avec la mise en place de la revalorisation du point d'indice.

Une notification des services de l'Etat nous informait malheureusement de l'inéligibilité de la commune à la perception de ce fonds eu égard à une perte d'épargne brute insuffisante.

Lors de la présentation de son projet au Comité de finances locales (CFL) en octobre dernier, les conditions d'attribution n'avaient d'ailleurs pas rencontré un franc succès et l'adhésion des élus locaux, considérant que le montant des aides étaient trop faibles par rapport aux conséquences de l'inflation sur les budgets des communes et intercommunalités.

Par ailleurs, le ralentissement de la croissance et le regain inflationniste dans un contexte géopolitique et sanitaire beaucoup plus défavorable, ont incontestablement également contribué à la dégradation de la situation.

Il est certain qu'après une forte reprise économique en 2021, l'invasion de l'Ukraine et la situation sanitaire en Chine ont infléchi la trajectoire de reprise attendue en 2022 et 2023.

Ce ralentissement intervient alors que les dernières réformes fiscales ont accru la sensibilité des finances locales à la conjoncture économique, ce qui dans des perspectives de croissance semblait plutôt favorable aux collectivités.

La situation internationale a donc pesé sur les charges des collectivités, de manière directe (coût des achats et services) ou indirecte (mesures salariales dont la hausse du point d'indice).

En tenant compte de ce contexte, l'évolution de la situation financière des collectivités locales dépendra des dynamiques respectives de leurs charges et produits de fonctionnement.

C'est ainsi que pour la Ville de Grasse, nous orienterons notre analyse sur la progression des recettes et des charges constatées entre 2021 et 2022, pour se projeter dans un second temps dans une prospective pluriannuelle pour les années 2023 à 2026.

Les recettes de fonctionnement :

Montants en K Euros	2021	2022	Ecart	
			Montants	%
Produit total fiscalité	34 263	35 314	1 051	3,07%
Attribution de compensation	14 513	14 513	0	0,00%
FNGIR	157	157	0	0,00%
Taxes funéraires	4	0	-4	-100,00%
Droits de place	13	41	28	215,38%
Taxes sur les pylones électriques	31	32	1	3,23%
Taxe consommation finale électricité	1 250	1 233	-17	-1,36%
Taxe de séjour	285	357	72	25,26%
Produit des jeux	30	52	22	73,33%
Taxe locale publicité extérieure	282	282	0	0,00%
Droits de mutation	4 615	4 738	123	2,67%
Total impôts et taxes	55 443	56 719	1 276	2,30%
Dotation forfaitaire	4 071	3 992	-79	-1,94%
Dotation nationale de péréquation	613	630	17	2,77%
FCTVA	120	117	-3	-2,50%
Dotations générales de décentralisation	282	303	21	7,45%
Participations département et région et Etat	25	29	4	16,00%
Communes du GFP	72	38	-34	-47,22%
Communes hors GFP	62	55	-7	-11,29%
Participations CEJ- CTG et autres	1 525	463	-1 062	-69,64%
Autres participations (péricolaire...)	239	151	-88	-36,82%
Allocations compensatrices DC RTP, TFS, FNGIR	1 416	1 485	69	4,87%
Total Dotations	8 425	7 263	-1 162	-13,79%
Concessions cimetières	117	103	-14	-11,97%
Régie foires et marchés	35	52	17	48,57%
Redevance occupation domaine public communal	132	180	48	36,36%
Régie événementielle	11	10	-1	-9,09%
Redevances de stationnement	277	379	102	36,82%
Forfaits post stationnement	147	196	49	33,33%
Autres redevances et recettes diverses	194	215	21	10,82%
Redevances à caractère culturel	202	202	0	0,00%
Redevances à caractère sportif	0	2	2	ns
Redevances à caractère de loisirs	182	161	-21	-11,54%
Redevances à caractère social	18	21	3	16,67%
Autres prestations de services	27	37	10	37,04%
Mise à dispo GFP rattachement	15	172	157	1046,67%
Mise à dispo autres organismes	111	115	4	3,60%
Rembours.frais collectivité de rattachement	21	16	-5	-23,81%
Remboursements de frais d'autres redevables	564	603	39	6,91%
Produits activités annexes	11	8	-3	-27,27%
Total Produits des services	2 064	2 472	408	19,77%

Montants en K Euros	2021	2022	1	0,05%
Remboursements de personnel	356	399	43	12,08%
Total atténuations de charges	356	399	43	12,08%
Rembours. emprunts collectivité de rattachement	98	80	-18	-18,37%
Fonds de soutien	622	622	0	0,00%
Produits activités annexes	95	72	-23	-24,21%
Total produits financiers	815	774	-41	-5,03%
Redevances licences	3	4	1	33,33%
Revenus des immeubles	825	819	-6	-0,73%
Redevances concessions	190	158	-32	-16,84%
Total loyers et redevances	1 018	981	-37	-3,63%
Autres produits opérations de gestion	239	25	-214	-89,54%
Produits exceptionnels divers	1 492	1 083	-409	-27,41%
Total produits exceptionnels	1 731	1 108	-623	-35,99%
Reprises sur provisions	22	204	182	827,27%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	69 874	69 920	46	0,07%

LES PRODUITS DES IMPOTS ET TAXES

Les ressources fiscales propres :

Il est rappelé que la taxe d'habitation sur les résidences principales a été supprimée en 2021, les collectivités locales perçoivent désormais le produit du foncier bâti du département pour compensation.

Néanmoins ce produit étant insuffisant, la Ville perçoit également un produit dénommé coefficient correcteur qui permet théoriquement de corriger l'insuffisance du produit perçu.

	2020	2021	2022
Produit Taxe d'habitation sur les résidences principales	13 925 602		
Compensation Taxe Habitation	1 688 758		
Produit Foncier bâti département		8 589 347	8 827 797
Compensation réforme locaux industriels		466 172	476 226
Coefficient correcteur		6 937 722	7 207 672
Total produit perçu	15 614 360	15 993 241	16 511 695

Taxe d'habitation sur les résidences secondaires

Au contraire de la taxe d'habitation sur les résidences principales supprimée par la réforme fiscale, celle concernant les résidences secondaires continue d'être perçue par les communes, son évolution est donc particulièrement suivie.

Evolution bases fiscales taxe d'habitation résidences secondaires

Années	Base résidences secondaires	Evolution bases	Produit résidences secondaires
2018	12 820 819		2 817 166
2019	13 063 254	1,89%	2 870 059
2020	13 385 031	3,17%	2 937 377
2021	13 576 939	1,43%	2 963 303
2022	12 882 880	-5,11%	2 832 491

Le produit des taxes d'habitation sur les résidences secondaires représente près de 3 000 K€ par an.

Il est intéressant par ailleurs de noter qu'en part relative, avant la réforme fiscale les résidences secondaires généraient 17,84 % du produit total taxe d'habitation, alors qu'elles représentent 8,51 % des articles, ce qui démontre leur importance.

Les résidences secondaires ont donc en moyenne une base deux fois plus importante que celle des résidences principales.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger que la Ville, lors du Conseil Municipal du 22 septembre 2015, a délibéré pour une majoration des taxes d'habitation sur les résidences secondaires de 20 % (la loi l'autorise jusqu'à 60 %).

Nous constatons en revanche que sur 2022, les bases chutent lourdement et ont une influence directe sur le produit fiscal.

Les modalités d'évaluation des bases par les services fiscaux ayant été modifiées, ces derniers ont été sollicités pour une analyse argumentée.

Taxe Foncière sur le Bâti

Nous l'avons évoqué dans le cadre de la réforme fiscale concernant la taxe d'habitation, la commune récupère désormais le taux du foncier bâti du département (10,62 %).

Il convient également de faire le lien avec la réforme concernant la valeur locative des locaux industriels.

En effet, l'article 4 de la Loi de Finances pour 2021 met en œuvre une réduction de moitié de la valeur locative des établissements industriels. Ainsi, cette réduction se traduira par une réduction équivalente des cotisations de taxe foncière pour ces locaux.

Ainsi sur 2021, la valeur locative des bases nettes imposées de foncier bâti représente 80 078 974, alors qu'elle représentait 83 400 595 en 2020, les seules bases des locaux industriels représentant 4 407 858.

Années	Bases nettes TFB	Evolution bases n-1
2018	79 973 988	
2019	81 918 732	2,43%
2020	83 400 595	1,81%
2021	80 078 974	1,16%
2022	83 075 834	3,85%

Nous notons que sur 2022, l'évolution des bases locatives est repartie à la hausse, mais pour une analyse plus fine, il convient de mettre en parallèle cette évolution avec celle forfaitaire des Lois de Finance pour déterminer l'évolution physique des bases.

En effet, l'évolution physique des bases traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement fiscal réel de la commune en matière de taxe foncière bâtie. Elle est calculée en corrigeant le montant des bases notifiées par le coefficient de majoration forfaitaire des propriétés bâties. Si elle est positive, elle traduit un enrichissement de la commune au niveau de sa matière imposable à la taxe foncière.

Bases nettes foncier bâti

Années	Bases nettes TFB	Coefficient Majoration Forfaitaire	Evolution physique
2018	79 973 988	1,20%	1,22%
2019	81 918 732	2,20%	0,23%
2020	83 400 595	1,20%	0,61%
2021	80 078 974	0,20%	-4,18%
2022	83 075 834	3,40%	0,35%

En dehors de l'année 2021, qui constitue par elle-même une exception dans la progression des bases fiscales eu égard à la réforme opérée cette année-là sur les bases fiscales des locaux industriels précédemment évoquée, la Ville a toujours connu une évolution physique des bases positive.

Répartition par type de local année 2022 :

Année 2022	Bases nettes TFB	Part relative
Locaux d'habitation ordinaire	60 480 739	72,80%
Locaux d'habitation à caractère ordinaire	1 779 293	2,14%
Locaux d'habitation soumis à la loi de 1948	1 424	non significatif
Autres locaux passibles de la TH	479 003	0,58%
Locaux à usage professionnel et commercial	15 796 663	19,01%
Etablissements industriels et assimilés	4 538 712	5,46%
Total bases nettes	83 075 834	100,00%

C'est ainsi que la part relative des locaux concernée par la réforme représentait plus de 10 % des bases totales de foncier bâti (10,86%) ; l'effet réforme se traduit par une diminution de 50% des bases locatives sur les locaux à usage industriel et commercial.

Il convient donc de ne pas interpréter cette baisse relative des bases par un appauvrissement de la commune, mais par l'impact de la réforme sur la valeur locative des locaux industriels car en la neutralisant, les bases nettes de 2022 auraient représenté 87 614 546 ; les résultats sont représentés dans le tableau ci-dessous.

Bases nettes foncier bâti retraitées

Années	Bases nettes TFB	Coefficient Majoration Forfaitaire	Evolution physique
2018	79 973 988	1,20%	1,22%
2019	81 918 732	2,20%	0,23%
2020	83 400 595	1,20%	0,61%
2021	84 367 794	0,20%	0,96%

Taxe Foncière sur le non Bâti

Elle ne représente en effet qu'une ressource financière d'importance presque secondaire pour la Ville de Grasse, alors qu'elle constitue une ressource essentielle pour les communes rurales.

Bases nettes foncier non bâti

Années	Bases nettes TFB	Evolution bases n-1
2018	614 912	
2019	639 350	3,97%
2020	654 540	2,38%
2021	655 254	0,11%
2022	658 857	0,54%

Evolution du produit fiscal

Le produit des impositions directes est une ressource essentielle pour la Ville, sachant qu'en part relative il représente plus de 50 % des recettes de fonctionnement.

Malgré cela la Ville n'a pas souhaité depuis 2009 augmenter les taux communaux, ce qui lui aurait permis de majorer sensiblement le produit perçu.

L'évolution se limite donc à l'évolution forfaitaire des bases votée en Loi de Finances et son évolution physique avec un lien direct sur le niveau de produit.

	2 018	2 019	2 020	2 021	2022
Produit fiscal	31 746	32 792	33 484	34 263	35 314
Evolution en volume		1 046	692	779	1 052
Evolution en pourcentage	2,46%	3,29%	2,11%	2,32%	3,07%

L'attribution de compensation

L'attribution de compensation, qui a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources et de charges opérées de la commune vers la communauté d'agglomération, a été modifiée dernièrement sur 2021.

En effet, la commission d'évaluation des transferts de charges s'étant réunie pour la compétence eaux pluviales, l'attribution de compensation est ainsi corrigée (- 651 K€ en 2021 par rapport à 2020).

Attribution de compensation

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
15 173	15 164	15 164	14 513	14 513
	-0,06%	0,00%	-4,29%	0,00%

Les droits de mutation

Pour les droits de mutation à titre onéreux, l'année 2021 avait été exceptionnelle en terme de produit avec un niveau de recette jamais atteint autour des **4 615 K€**.

Sur 2022, cette évolution se poursuit encore malgré l'augmentation conséquente des taux d'intérêts des prêts accordés aux particuliers.

Deux phénomènes peuvent expliquer cette dynamique, d'une part un regain d'attractivité certaine de la Ville, par ailleurs une offre de logements en production qui ne cesse de croître.

Droits de mutation

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
3 152	3 450	3 589	4 615	4 738
	9,45%	4,03%	28,59%	2,67%

La taxe de séjour

La taxe de séjour représente désormais une ressource importante, elle fait l'objet d'une attention toute particulière.

La refonte de l'organisation mise en place pour sa perception se traduit sur les résultats obtenus ces dernières années.

Se doter d'un progiciel et la réorganisation du service de façon à affecter une personne dédiée au suivi ont été les pions essentiels.

Même si des pistes d'optimisation restent encore à explorer, c'est une recette qui laisse augurer de belles perspectives en terme d'évolution sur les prochaines années, elle est le reflet également d'un afflux croissant de touristes eu égard au regain d'attractivité de la ville évoqué ci-dessus pour la taxe sur les droits de mutation.

Taxe de séjour

2018	2019	2020	2021	2022
165	279	183	285	357
	69,09%	-34,41%	55,74%	25,26%

Les autres taxes

Le produit des autres taxes reste relativement constant.

Par la nature des recettes qui le constitue, il laisse peu de place à l'incertitude quant à son niveau de perception.

Autres taxes

Montants en K Euros	2021	2022	Ecart	
			Montants	%
FNGIR	157	157	0	0,00%
Taxes funéraires	4	0	-4	-100,00%
Droits de place	13	41	28	215,38%
Taxes sur les pylones électriques	31	32	1	3,23%
Taxe consommation finale électricité	1 250	1 233	-17	-1,36%
Produit des jeux	30	52	22	73,33%
Taxe locale publicité extérieure	282	282	0	0,00%
Total impôts et taxes	1 767	1 797	30	1,70%

LES PRODUITS DES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

La Dotation Globale de Fonctionnement

Le calcul de la dotation forfaitaire est resté inchangé sur 2022 ; cette dernière reste néanmoins soumise au mécanisme d'écêtement. Ce dernier permet notamment d'abonder les enveloppes de péréquation verticale pour lesquelles la ville a contribué à hauteur de 130 K€ en 2022.

Par ailleurs, le niveau de contribution de la commune dépend fortement de l'évolution comparée de la richesse fiscale des autres communes, d'autant plus avec la réforme de calcul de cet indicateur de richesse lors du Projet Loi de Finances 2022.

Nous avons dans ce sens un vrai risque de perte d'éligibilité de la Ville à la Dotation Nationale de Péréquation sur les années à venir.

La Dotation Globale de Fonctionnement

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
5 815	5 474	5 007	4 684	4 622
	-5,86%	-8,53%	-6,45%	-1,32%

Contrat enfance Jeunesse - Contrat territorial global

Dans les recettes connaissant une évolution notable, le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), qui devient la Convention Territoriale Globale (CTG) en 2022, première année de la réforme.

Il est essentiel de noter qu'en signant la convention territoriale globale, la commune s'était engagée à maintenir son niveau de soutien aux acteurs associatifs notamment.

Les participations de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) seront désormais directement versées aux associations qui exercent l'activité pour le volet enfance et pour le volet jeunesse.

Les participations sont directement versées au CCAS pour le volet petite enfance.

Seules les activités directement exercées par la Collectivité font désormais l'objet d'un versement direct sur le budget communal, ce qui explique les différences de financement entre 2021 et 2022.

Ces baisses de participations en recettes seront ainsi compensées par les baisses de subventions en dépenses versées aux associations.

Contrat enfance Jeunesse - Contrat territorial global

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
1 386	1 101	1 254	1 243	463
	-20,56%	13,90%	-0,88%	-62,75%

Autres dotations et participations

Nous notons que sur ces postes, les évolutions sont faibles.

Un point en particulier sur les participations liées aux enfants habitant hors communes qui diminuent assez fortement, et les allocations compensatrices qui évoluent avec corrélativement à la progression des bases fiscales.

Montants en K Euros	2021	2022	Ecart	
			Montants	%
FCTVA	120	117	-3	-2,50%
Dotations générales de décentralisation	282	303	21	7,45%
Participations département et région et Etat	25	29	4	16,00%
Communes du GFP	72	38	-34	-47,22%
Communes hors GFP	62	55	-7	-11,29%
Autres participations (périscolaire...)	239	151	-88	-36,82%
Allocations compensatrices	1 416	1 485	69	4,87%
Total Dotations	2 216	2 178	-38	-1,71%

Produits des services

Sur les produits des services, il convient de mettre en exergue la reprise de l'activité en lien avec une évolution assez sensible du produit de stationnement de surface, environ + 37% entre 2022 et 2021 pour les redevances de stationnement.

Cette évolution est à mettre en lien direct avec le regain d'attractivité de la Ville et l'afflux touristique correspondant.

Il ne faut pas également négliger l'impact de la modification des tarifs au niveau de la Régie des Parkings plus adaptée au calendrier des fréquentations.

Il est important de mettre aussi en exergue une mutualisation croissante des personnels entre les structures (Ville de Grasse, SIEF, Régie des Parkings, CAPG) qui influe sur le volume des remboursements de personnels.

Il est intéressant également de relever la progression des redevances liées à l'occupation du domaine public au sens large (+49% foires et marchés, +36% occupation domaine public, +11% autres redevances et recettes diverses notamment).

Montants en K Euros	2021	2022	Ecart	
			Montants	%
Concessions cimetières	117	103	-14	-11,97%
Régie foires et marchés	35	52	17	48,57%
Redevance occupation domaine public communal	132	180	48	36,36%
Régie événementielle	11	10	-1	-9,09%
Redevances de stationnement	277	379	102	36,82%
Forfaits post stationnement	147	196	49	33,33%
Autres redevances et recettes diverses	194	215	21	10,82%
Redevances à caractère culturel	202	202	0	0,00%
Redevances à caractère sportif	0	2	2	ns
Redevances à caractère de loisirs	182	161	-21	-11,54%
Redevances à caractère social	18	21	3	16,67%
Autres prestations de services	27	37	10	37,04%
Mise à dispo GFP rattachement	15	172	157	1046,67%
Mise à dispo autres organismes	111	115	4	3,60%
Rembours.frais collectivité de rattachement	21	16	-5	-23,81%
Remboursements de frais d'autres redevables	564	603	39	6,91%
Produits activités annexes	11	8	-3	-27,27%
Total Produits des services	2 064	2 472	408	19,77%

Autres Produits

Les remboursements de charges de personnel sont enregistrées dans les atténuations de charges, elles évoluent peu d'année en année, le même raisonnement pouvant être tenu sur les loyers et redevances.

En ce qui concerne les produits financiers dont la recette principale est celle du fonds de soutien de l'état pour 622 K€, son produit diminue eu égard aux opérations de désensibilisation réalisées depuis 2014.

Pour les produits exceptionnels, l'année 2021 avait fait l'objet de nombreuses écritures de régularisations, liées d'une part aux provisions pour risques budgétaires et à la fin de certains contrats en DSP notamment.

Ces éléments sont les raisons essentielles d'une chute importante du produit entre 2022 et 2021, qu'il convient de rapprocher pour une analyse plus objective des écarts constatés sur les charges exceptionnelles.

Nous retrouvons sur ce poste l'enregistrement des cessions foncières qui ont représenté 313 K€ sur 2022, ces dernières se décomposant notamment par la vente d'un garage sur le boulevard Carnot, et d'une maison au Plan de Grasse au lieu dit « jeu de boules ».

Montants en K Euros	2021	2022	Ecart	
			Montants	%
Total atténuations de charges	356	399	43	12,08%
Total produits financiers	815	774	-41	-5,03%
Total loyers et redevances	1 018	981	-37	-3,63%
Total produits exceptionnels	1 731	1 312	-419	-24,21%

Les dépenses de fonctionnement :

Montants en K Euros	2021	2022	Ecart	
			Montants	%
Fonctionnement des services	10 745	11 690	945	8,79%
Charges de personnel	34 540	35 833	1 293	3,74%
SDIS	3 156	3 194	38	1,20%
Syndicats intercommunaux	22	29	7	31,82%
CCAS	3 400	3 300	-100	-2,94%
Caisse des écoles	60	61	1	1,67%
CTG	1 214	542	-672	-55,35%
Contrat de Ville	116	116	0	0,00%
Enfants scolarisés à l'extérieur	152	110	-42	-27,63%
Subventions aux associations	1 551	1 482	-69	-4,45%
OGEC Fenelon	362	320	-42	-11,60%
Indemnités élus	570	578	8	1,40%
Redevances, non valeurs, indemnités instit.	44	8	-36	-81,82%
Autres charges de gestion courante	10 647	9 740	-907	-8,52%
FPIC	500	509	9	1,80%
SRU	142	695	553	389,44%
Reversements CCAS et autres	43	47	4	9,30%
Atténuations de produits	685	1 251	566	82,63%
Charges financières	2 440	1 939	-501	-20,53%
Charges exceptionnelles et provisions	1 033	821	-212	-20,52%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	60 090	61 274	1 184	1,97%

Nous l'avons évoqué en introduction, à la différence des années précédentes, où notre stratégie a pu être mise en place dans un environnement relativement stable (hors crise sanitaire), nous devons faire face aujourd'hui à des facteurs exogènes que nous subissons :

- augmentation du tarif des fluides ;
- revalorisation du point d'indice ;
- progression des taux d'intérêt.

Les impacts financiers liés à ces facteurs ont lourdement pesé sur les dépenses de fonctionnement de la Ville, même si pour les frais financiers les conséquences de l'augmentation des taux donneront leur pleine mesure sur l'année 2023.

En ce qui concerne les fluides :

Pour une analyse plus pertinente, il convient dans un premier temps de distinguer les postes de gaz, fioul et propane de ceux de l'électricité.

Ce poste est le plus touché par l'augmentation,. Il est vrai qu'environ 75 sites ou bâtiments sont aujourd'hui chauffés au gaz. Parmi les plus importants : l'Hôtel de Ville, le CCAS, les mairies annexes, les écoles.

Pour l'électricité, sur la base d'une consommation identique à celle de l'année précédente, l'augmentation de la facture aurait été beaucoup plus importante.

Néanmoins, il est heureux de constater que le climat et par ailleurs des efforts conséquents réalisés notamment sur l'éclairage public ont permis de réduire considérablement les consommations.

C'est ainsi qu'entre 2022 et 2021, la baisse de consommation constatée réelle au 31 octobre a représenté près de 13 %.

	2018	2019	2020	2021	2022
Electricité	772	1 131	1 362	1 578	1 762
Eau	363	433	284	266	328
Chauffage	276	293	240	450	674
Total fluides	1 411	1 857	1 886	2 294	2 764
Evolution en pourcentage		31,61%	1,56%	21,63%	20,49%

La conséquence de l'augmentation du tarif des fluides a des conséquences directes sur le coût des fournitures.

La comparaison des consommations de crédits entre 2022 et 2021 fait apparaître notamment une progression de 14,60% « du coût des fournitures » dont 79 % sont liées directement à l'augmentation du coût de l'énergie.

Montants en K Euros	2021	2022	Ecart	
			Montants	%
Fournitures	4 076	4 671	595	14,60%
Prestations de services	4 770	4 729	-41	-0,86%
Autres services extérieurs	1 899	2 290	391	20,59%
Totaux	10 745	11 690	945	8,79%

Même si le niveau des crédits consommés sur le fonctionnement des services reste inférieur à celui de 2014 (12 704 K€), force est de constater qu'entre 2021 et 2022, l'évolution des charges augmentent de manière assez importante, la plus forte de ces dernières années.

Fonctionnement des services

	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement des services	10 327	10 671	10 359	10 745	11 690
Evolution en pourcentage		3,33%	-2,92%	3,73%	8,79%

Les charges de personnel :

Nous pouvons faire le même constat sur l'évolution des charges de personnel, même si l'évolution est restée relativement contenue entre 2021 et 2022 malgré la revalorisation du point d'indice.

Cette maîtrise des charges a pu être réalisée en privilégiant les recrutements internes aux recrutements externes pour compenser les départs à la retraite.

Ce point sera développé plus loin dans le document.

Charges de personnel en K€

	2018	2019	2020	2021	2022
Charges de personnel, frais assimilés	34 012	34 556	34 416	34 540	35 833
Evolution en pourcentage		1,60%	-0,41%	0,36%	3,74%

Les subventions de fonctionnement :

Dans les évolutions importantes sur ce chapitre, la subvention liée à l'ancien Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), devenu le Contrat Territorial Global (CTG), les participations de la CAF étant désormais directement perçues par les associations.

Pour les subventions aux associations le contrôle de gestion de la Ville donne des résultats avec une baisse en volume de ce poste de dépenses de plus de 4%.

Même résultat sur le CCAS où la collaboration étroite entre les services pour d'une part rationaliser les charges et d'autre part optimiser les produits a permis de baisser la subvention de 100 K€ par rapport à 2021.

Montants en K Euros	2021	2022	Montants	%
SDIS	3 156	3 194	38	1,20%
Syndicats intercommunaux	22	29	7	31,82%
CCAS	3 400	3 300	-100	-2,94%
Caisse des écoles	60	61	1	1,67%
CTG	1 214	542	-672	-55,35%
Contrat de Ville	116	116	0	0,00%
Enfants scolarisés à l'extérieur	152	110	-42	-27,63%
Subventions aux associations	1 551	1 482	-69	-4,45%
OGEF Fenelon	362	320	-42	-11,60%
Indemnités élus	570	578	8	1,40%
Redevances, non valeurs, indemnités directeurs surveillance cantine	44	8	-36	-81,82%
Autres charges de gestion courante	10 647	9 740	-907	-8,52%

Ratios de gestion 2021, 2022 :

Montants en K€	2021	2022	Evolution
Charges de gestion	56 617	58 514	1 897
Produits de gestion	67 306	67 834	528
Excedent brut de fonctionnement	10 689	9 320	-1 369
EBF/ Produits de gestion	15,88%	13,74%	
Solde produits - charges financières	-1 625	-1 164	461
Epargne brute YC Cession foncières	9 785	8 646	-1 139
CAF Brute/produits de gestion	14,54%	12,75%	
Capacité de désendettement brute	8,9	9,6	0,7
Capacité de désendettement nette du Fonds de soutien	8,2	8,7	0,5

Nous constatons de toute évidence une relative dégradation de nos ratios de gestion, eu égard à l'augmentation importante des postes de dépenses de fonctionnement des services et des dépenses de personnel et leur impact sur l'excédent brut de fonctionnement.

Il convient néanmoins d'évoquer également la forte progression du prélèvement lié à la loi SRU. Il est multiplié par 4, la Ville n'ayant pas pu faire déduire notamment des dépenses déductibles.

Même si ces dernières n'ont pas atteint le niveau de l'année précédente, la DDTM refuse de les prendre en charge car les dépenses liées à la production de logements ont été réalisées par la SPL Grasse Développement et pas par la Ville (des discussions sont toujours en cours sur le sujet).

Ainsi, sur les 3 postes sus-évoqués, les dépenses supplémentaires représentent plus de 2 800 K€, résultat qui en aucun cas n'est lié à des décisions de gestion de la Ville.

Sur les autres principaux postes, en l'occurrence les autres postes dépenses de gestion et charges financières, les tendances sont baissières mais pour des raisons différentes.

En ce qui concerne les autres dépenses de gestion, cette baisse est directement liée à la transformation du Contrat Enfance en Contrat Territorial Global. Les subventions de la CAF étant directement perçues par les associations, la Ville n'a plus à les reverser.

En revanche pour les frais financiers, les opérations réalisées encore récemment par la ville ont permis de poursuivre le cercle vertueux qui se caractérise par une baisse continue des charges ; l'année 2022 constituera le point le plus bas avec un volume brut de frais financiers inférieur à 1 940 K€.

Pour les produits, les dynamiques rencontrées sur les droits de mutation et sur les produits des services sont à noter avec des produits de gestion qui sont supérieurs à ceux de 2021.

Ainsi l'épargne brute a été impactée par l'augmentation des charges, celle-ci étant réduite ce pendant de – de 13% par rapport à 2021, elle a pu donc être très limitée.

Pour bénéficier du filet de sécurité mis en place par l'Etat pour palier aux surcoûts de dépenses d'énergie et à celles du personnel, il aurait fallu que notre épargne diminue d'au moins 25%.

Il est d'autant plus dommageable dans la mesure où cette aide de l'Etat pénalise les efforts de gestion réalisés par la Ville qui a pu contenir l'augmentation de ces charges.

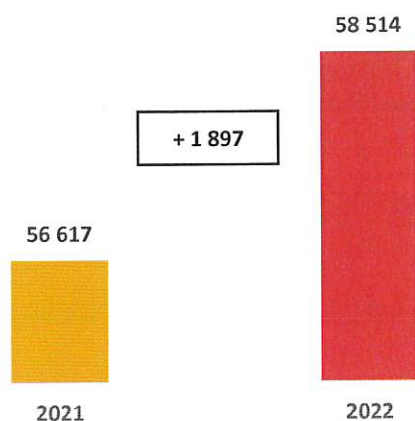
Enfin malgré la baisse de cette épargne, nous avons pu poursuivre notre objectif volontariste de désendettement avec pour cette année une réduction de la dette très conséquente de 4 845 K€ par rapport à 2021.

Ainsi au 31 décembre 2022 le niveau de notre encours de dette est réduit à 82,77 M€ soit une réduction de notre encours de plus de 5% sur ce seul exercice budgétaire.

La baisse de notre encours de dette permet de maintenir notre ratio de désendettement bien en deça du seuil critique fixé par le législateur fixé à 12 ans (9,6 ans pour la Ville de Grasse).

EVOLUTIONS RATIOS DE GESTION 2021 - 2022

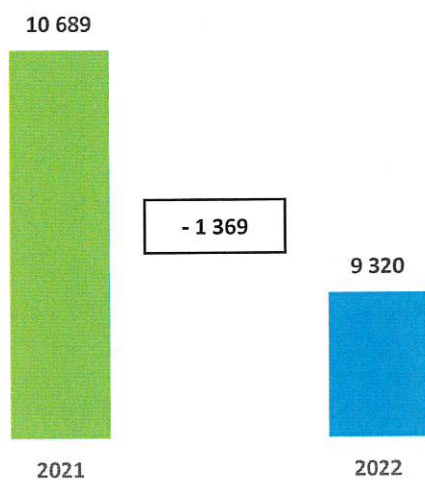
CHARGES DE GESTION EN K€



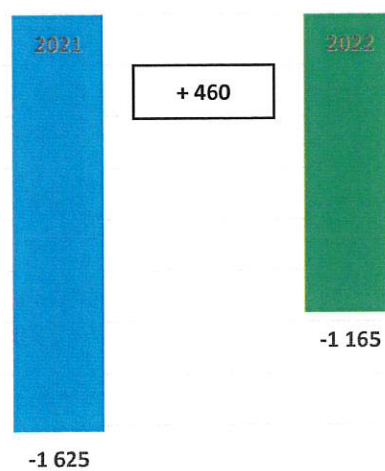
PRODUITS DE GESTION EN K€



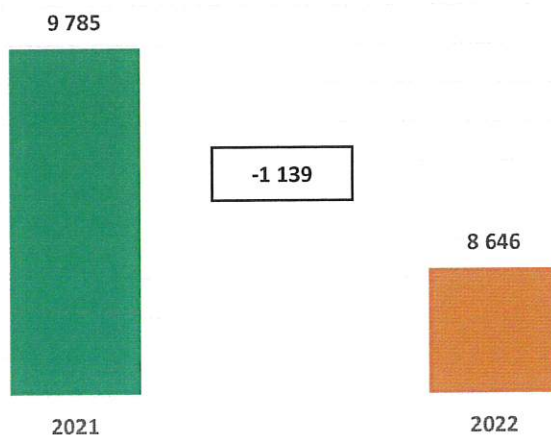
EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT EN K€



SOLDE PRODUITS - CHARGES FINANCIERES EN K€



EPARGNE BRUTE EN K€



Les dépenses d'investissement :

Le volume global des dépenses d'investissement augmente fortement eu égard notamment à la prise en compte des travaux réalisés dans le cadre des périls, mais aussi surtout, ceux liés aux opérations déléguées par la Communauté d'Agglomération(campus universitaire).

La Ville s'inscrit désormais durablement dans une politique volontariste des dépenses d'investissement.

Dépenses d'équipement

2018	2019	2020	2021	2022
9 259	10 263	13 726	12 737	11 627
	10,84%	33,74%	-7,21%	-8,71%

Opération déléguées et périls

2018	2019	2020	2021	2022
333	30	165	2 447	4 231
	-90,99%	450,00%	1383,03%	72,82%

Opérations d'investissement

2018	2019	2020	2021	2022
9 592	10 293	13 891	15 184	15 858
	7,31%	34,96%	9,31%	4,44%

Si nous cumulons ainsi les dépenses d'équipement réalisées par la Ville sur son patrimoine, les opérations déléguées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour réaliser les travaux du campus étudiant et enfin les opérations de confortement exécutées d'office sur des immeubles détenus par des tiers, le volume atteint est de 15 858 K€.

Les principales réalisations pour ces dépenses sur 2022 sont :

En termes d'équipements :

Le renouvellement du parc automobile, le plan multimédia dans les écoles, le renouvellement partiel du parc informatique, le renouvellement du mobilier urbain et les dotations en matériels techniques pour les services.

En terme de superstructures :

Les travaux de restauration du Palais Episcopal, les réalisations d'aménagements sur les locaux Jeanne d'Arc et de la Visitation dans le cadre de l'hébergement des étudiants de l'enseignement supérieur, le début des travaux énergétiques dans les écoles, la rénovation de la façade du service juridique.

Viennent ensuite les travaux de gros entretien dans les écoles, dans les crèches et sur les bâtiments communaux.

Les travaux de mise en conformité des normes sécurité et incendie dans les bâtiments.

En termes d'infrastructures :

La réalisation de la piste d'athlétisme du stade de Perdigon ainsi que la réfection de la pelouse, la requalification de la rue de l'ancien Palais de Justice accompagnant les travaux réalisés pour la création du campus étudiant.

Enfin, les travaux de gros entretien et de renouvellement de voirie, la réfection des murs de soutènement.

Les ouvrages réalisés sur les réseaux d'éclairage et l'extension du cimetière des Roumigières.

En termes de renouvellement urbain :

Les travaux de la Médiathèque, des espaces publics du Rouachier, de Vercueil et Maurel, la poursuite du plan de restauration des façades du secteur sauvegardé.

Pour les périls et opérations réalisées pour comptes de tiers, les principaux ouvrages ont été réalisés sur les immeubles sis au 8 rue des Sœurs, 1 place de la Roque et 3 rue de la Fontette.

Pour les opérations déléguées, elles concernent la création du Campus du Palais de Justice et les réseaux humides place de la Médiathèque.

L'annuité en capital de la dette hors remboursement est volontairement maintenue à un niveau élevé soit 8 612 K€, nous permettant ainsi de maintenir notre rythme soutenu de désendettement qui s'établira pour 2022 à - 4 845 K€.

Les recettes d'investissement :

En recettes, les subventions d'équipement, qui se caractérisent principalement par les participations de nos partenaires institutionnels, atteignent 2 405 K€, révélant une baisse des versements par rapport à 2021.

Il faut néanmoins tenir compte du calendrier des versements des subventions ; l'année dernière avaient été soldées des opérations avec de gros volumes financiers (Médiathèque, places de la Médiathèque, groupe scolaire de Saint Mathieu et intempéries...).

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
2 440	2 696	2 447	3 987	2 405
	10,49%	-9,24%	62,93%	-39,68%

Le fonds de compensation de la TVA s'inscrit dans une dynamique en corrélation avec celle de nos dépenses d'équipement.

FCTVA

2018	2019	2020	2021	2022
1 228	1 338	1 581	1 603	2 302
	8,96%	18,16%	1,39%	43,61%

En ce qui concerne la taxe d'aménagement, son évolution est beaucoup plus aléatoire. L'année 2021 était exceptionnelle, certaines taxes faisant l'objet de régularisations des années précédentes, ce qui explique un produit anormalement élevé sur l'année 2021.

La deuxième taxe est due par les propriétaires de terrains non bâti devenus constructibles par une modification du plan local d'urbanisme, celle étant calculée sur la base de la plus-value réalisée à partir de la vente.

Taxes d'aménagement et plus-value terrains devenus constructibles

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
330	358	888	1 521	698
	8,48%	148,04%	71,28%	-54,11%

Dans les autres principales recettes, nous retiendrons celles liées notamment aux opérations déléguées pour 5 642 K€ : la création du Campus et les réseaux des places de la Médiathèque :

OPERATIONS DELEGUEES	Montants en K€
<u>Campus</u>	
DSIL	381
Region CRET 2	1 679
Département	1 377
FCTVA part Ville	54
Avances CAPG (FCTVA et participation)	2 150
Financement propre disponible	5 641

Viennent ensuite les créances liées aux remboursements d'emprunts par la CAPG, ces derniers ayant été mobilisés pour financer des équipements transférés avec les compétences (Campus, MIP, Escrime...).

Les financements de l'investissement s'établissent ainsi :

Financement investissement 2022

	Montants en K€
Epargne brute (RRF -DRF)	8 646
FCTVA taxes d'urbanisme et dons	3 010
Dette récupérable et créances particulier	309
Subventions d'équipement	2 405
Recettes liées aux délégation de maîtrise d'ouvrage	5 642
Créances périls	186
Amortissement capital de la dette	-8 612
Financement propre disponible	11 586

Les financements dégagés permettent de limiter la mobilisation d'emprunt à 3 767 K€ pour 8 612 K€ de remboursement.

Le désendettement constaté sur 2022 est très important soit plus 4 845 K€, le volume de dette n'atteint plus désormais que 82,77 M€.

La part d'emprunt affecté aux seules dépenses d'équipement représente à peine plus de 30 % sur 2022, l'appel aux financements bancaires ayant été largement minimisé eu égard au financement par fonds propres.

Le compte administratif 2022 s'inscrit donc dans une constance, dans la lignée des comptes administratifs précédents ; le redressement de la situation financière de la commune a été privilégié, sans dénigrer pour autant notre politique d'investissement.

Un juste équilibre a donc été trouvé entre la nécessité pour la Ville de poursuivre sa marche en avant, les dépenses d'investissement étant maintenues dans des volumes soutenus, tout en conditionnant la réalisation de ces derniers à un financement majoritaire par des fonds propres.

L'équilibre 2022 de la section d'investissement s'établit ainsi :

INVESTISSEMENT 2022

DEPENSES	Montants en K€	RECETTES	Montants en K€
Dépenses d'équipement	11 627	Epargne brute Y compris cessions foncières	8 646
Délégations de maîtrise d'ouvrage	4 045	Emprunt financement investissement	3 767
Remboursement capital dette	8 612	Refinancement	5 400
Refinancement	5 400	Subventions d'équipement	2 405
Divers charges	200	Délégations de maîtrise d'ouvrage	5 642
Prise de capital SEM foncière	326	Périls	186
Périls	186	FCTVA, taxes d'urbanisme	3 010
Déficit reporté	5 344	Dette récupérable et créances particulier	309
		Affectation	5 654
		Fonds de roulement	721
TOTAL DEPENSES	35 740	TOTAL RECETTES	35 740

C) STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE

SITUATION PREVISIONNELLE DE LA DETTE FINANCIERE au 31 décembre 2022

Budget principal en M€

(en M€)	2014	2015 ¹	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Principal net fonds de soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40	79.51	75.29
Variation		+0.02	-3.31	-0.69	-1.70	-1.97	-0.36	-1,89	-4.22

Commentaires sur l'évolution

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
 - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
 - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, le désendettement se poursuit.
- 2021 : est marqué par un niveau d'investissement toujours soutenu et un volume d'emprunt mobilisé optimisé de façon à diminuer notre encours de dette nette du fonds de soutien de quasiment 2 millions d'euros.
- 2022 : le volume d'investissement réalisé et le niveau d'emprunt mobilisé contribuent une nouvelle fois au désendettement de la Ville.

¹ Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

EVOLUTION DETTE BRUTE - CREANCE FONDS DE SOUTIEN DETTE NETTE



Analyse des variations 2022 et prospective 2023 en M€

En M€	2022	2023
Emprunts nouveaux LMT	+3.77	6.51
Amortissements	-8,61	-9.10
Variation dette brute	-4.84	-2,59
Fonds de Soutien	+0.62	+0.62
Variation dette nette	-4.22	-1,97

Pour 2022 apparaissent très clairement :

- Un nouvel emprunt contracté auprès du Crédit Agricole pour **3 M€ (taux fixe 2,78 %)** ;
- Ligne de financement « INTRACTING » pour **0,766 M€** ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€** ;

Les emprunts souscrits sont tous classés en A1 en ce qui concerne la charte Gissler, conformément aux objectifs fixés par nos règles de gestion.

Nous veillons à ce que systématiquement les conditions financières dans lesquelles les emprunts sont souscrits nous garantissent un coût et une sécurisation optimisés.

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE au 31 décembre 2022

Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

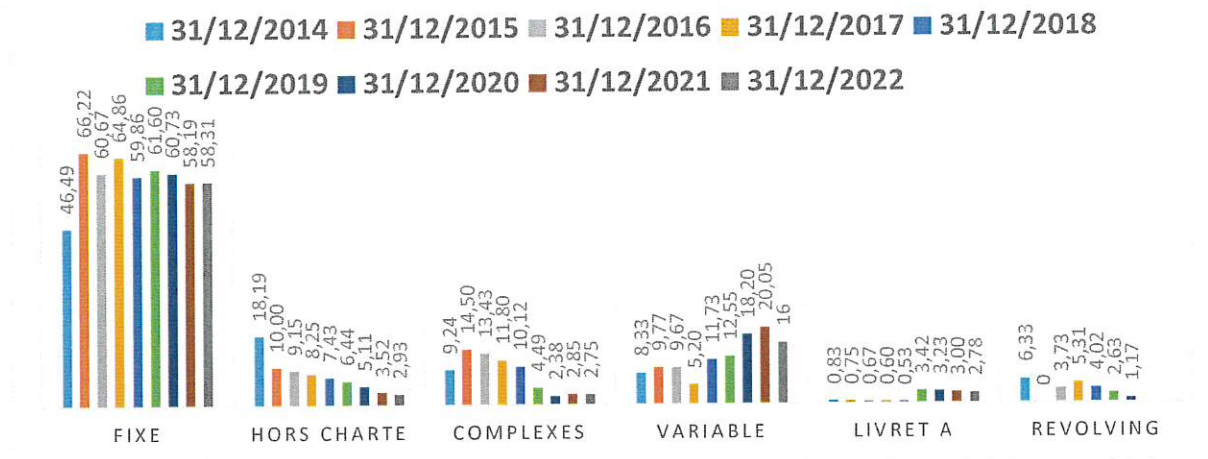
	31/12/2014		31/12/2015		31/12/2016		31/12/2017	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	46,49	52,00%	66,22	65,41%	60,67	62,34%	64,86	67,55%
Hors charte	18,19	20,34%	10,00	9,88%	9,15	9,40%	8,25	8,59%
Complexes	9,24	10,33%	14,50	14,32%	13,43	13,80%	11,80	12,29%
Variable	8,33	9,32%	9,77	9,65%	9,67	9,94%	5,20	5,42%
Livret A	0,83	0,93%	0,75	0,74%	0,67	0,69%	0,60	0,62%
Revolving	6,33	7,08%	0	0,00%	3,73	3,83%	5,31	5,53%
	89,41	100,00%	101,25	100,00%	97,32	100,00%	96,01	100,00%

	31/12/2018		31/12/2019		31/12/2020		31/12/2021	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	59,86	63,89%	61,60	67,60%	60,73	67,39%	58,19	66,42%
Hors charte	7,43	7,93%	6,44	7,07%	5,11	5,67%	3,52	4,02%
Complexes	10,12	10,80%	4,49	4,93%	2,38	2,64%	2,85	3,25%
Variable	11,73	12,52%	12,55	13,77%	17,50	19,42%	20,05	22,89%
Livret A	0,53	0,57%	3,42	3,75%	3,23	3,56%	3,00	3,42%
Revolving	4,02	4,29%	2,63	2,89%	1,17	1,29%		0,00%
	93,69	100,00%	91,13	100,00%	90,12	100,00%	87,61	100,00%

	31/12/2022	
	M€	%
Fixe	58,31	70,45%
Hors charte	2,93	3,54%
Complexes	2,75	3,32%
Variable	16,00	19,33%
Livret A	2,78	3,36%
Revolving	0	0%
	82,77	100,00%

Après swaps, à fin 2022, la dette à taux fixe représente 70.44 % de la dette totale, 19.33 % est à taux variables simples.
La dette hors charte ne représente plus que 3.54 % de notre dette brute.

ENCOURS PAR TYPE DE TAUX APRES SWAPS (M€)



Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		Risque							
		moins élevé				Plus élevé			
		A	B	C	D	E	HC	Total	
Risk		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
élevé + ←	1	77.09	2.43					79.52	96.07%
	2								
	3								
	4				0.32			0.32	0.39%
	5								
	HC						2.93	2.93	3.54%
	Σ	77.09	2.43		0.32		2.93	82.77	
	%	93.14%	2.94%		0.39%		3.54%		100 %

Les opérations de désensibilisation engagées depuis 2014, ciblées notamment sur les positions hors charte, ont eu pour conséquence une forte diminution de leur volume et de leur part relative sur la totalité de l'encours.

Ainsi à fin 2014, les emprunts classés hors charte représentaient 18,19 M€ et plus de 20 % de l'encours de dette.

A fin 2022, leur volume a été réduit de près de 85 % pour s'établir à 2,93 M€.

Taux moyens d'endettement

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22
2020	2.50	-0.30
2021	2.00	-0.50
2022	2.07	+0.07

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014 un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectuée sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.
- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
 - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %, par un emprunt souscrit auprès de la Banque au taux fixe de 0,74 %.
 - D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF par un nouvel emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 %.
- En 2021 ont été réalisées les opérations suivantes :
- La sortie des emprunts Dailly, Projet et Fonds propres du contrat de partenariat éclairage public. Cette opération s'est accompagnée d'une résiliation d'instruments financiers entraînant le paiement d'une indemnité. Malgré cela, les résultats obtenus ont permis de réduire le montant total des annuités d'environ 1,3 M€.

- La sortie de deux contre-swaps moyennant le règlement de deux indemnités dont les conséquences financières sont relativement neutres, mais qui ont permis à la Ville de sortir d'une position hors charte et d'une position 4 D relativement risquée.
- Le sécurisation d'un swap positionné en 4 D par un passage en taux fixe sans contrepartie financière.
 - o En 2022 : le contexte économique, géopolitique et sanitaire a eu un fort impact sur le niveau d'inflation, obligeant les banques centrales à augmenter leurs taux directeurs. Ces augmentations successives ont impacté le niveau de taux proposés par les banques pour les nouveaux emprunts, mais également sur les taux en vigueur pour notre encours de dette, ce qui explique la légère augmentation à hauteur de 0.07 % de notre taux moyen d'endettement pour cette année.

DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31 décembre 22 (budget principal)

- Au 31.12.22, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf.	Type	Avec swaps		Total	
			Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte						
Dexia HC	309	Struct	1	2.408	1	2.408
CE HC	318	Struct	1	0.522	1	0.522
			2	2.930	2	2.930
Financements Complexes						
SFIL B1	325	Struct	1	2.431	1	2.431
NATIXIS D4	308	Struct	1	0.316	1	0.316
			2	2.747	2	2.747
TOTAL		struct	3	5.677	3	5.677

Deux produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 3.54 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 2,93 M€ entre fin 2014 et fin 2022.

Réf.	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2022
Ville		M€
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	2.408
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.522
	TOTAL en EUR	2.930

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PREVISIONNELLE au 31 décembre 2023

Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.22		31.12.23	
	M€	%	M€	%
Fixe ²	58.31	70.45	53.55	66.79
Complexes	2.75	3.32	1.99	2.48
Hors Charte	2.93	3.54	1.77	2.21
Variable	16.00	19.33	20.31	25.33
Livret A	2.78	3.36	2.56	3.19
	82.77	100	80.18	100

Pour 2023 est essentiellement prévu un volume d'emprunts nouveaux pour le financement des investissements plafonné à 6.51 M€, de façon à poursuivre notre désendettement conformément aux objectifs que nous nous sommes fixés.

Sur cette base et celle d'un remboursement de 9.10M€, en 2023 le désendettement serait de 2.59 M€, notre encours de dette brute s'établissant ainsi à 80.18 M€.

L'augmentation de la part variable en 2023 s'explique par la contractualisation d'une convention avec le Crédit Agricole indexée sur l'euribor 3M pour 5.00 M€

Néanmoins, l'option taux fixe pourrait être privilégiée, dans ce sens l'enveloppe sus visée ne serait pas mobilisée sans que cela occasionne de coût supplémentaire pour la Ville.

D) CADRE PLURIANNUEL DE FONCTIONNEMENT 2023-2026

En ce qui concerne les recettes, dans les principales informations, le nouveau mode de calcul des révisions des bases locatives instauré en 2018 devrait aboutir à une augmentation de l'ordre de 7,1 % pour l'évolution forfaitaire des bases locatives de taxe foncière.

Cette hypothèse est retenue dans notre prospective d'évolution du produit fiscal de la Ville en 2023.

En effet, depuis la loi de finances 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases locatives, autrement dit des bases d'imposition, relève d'un calcul et non plus d'une fixation par amendement parlementaire, dans ce sens il n'est plus inscrit dans les lois de finances annuelles.

Son calcul est donc désormais codifié à l'article 1518 bis du Code Général des Impôts et déterminé par la différence entre l'indice des prix à la consommation harmonisée de novembre de l'année n-1 et celui de l'année n-2.

Pourtant, lors de la présentation du PLF2023, le gouvernement avait imaginé plafonner le coefficient au niveau de celui de 2022 soit 3,4 % et ce, afin de préserver les contribuables.

Les diverses associations représentantes des collectivités s'y sont opposées dans la mesure où cette évolution n'est que l'application automatique de l'évolution des indices des prix à la consommation, compensant ainsi la hausse des coûts subis avec un an de retard.

Opposition d'autant plus affirmée dans la mesure où pour certaines communes, cette revalorisation ne permettrait même pas de couvrir les dépenses subies notamment sur les postes de dépenses liées aux hausses du coût des énergies, au personnel avec la revalorisation du point d'indice et aux frais financiers avec les hausses des taux d'intérêt.

Dans ce sens, toute revalorisation inférieure à l'inflation fragiliserait encore davantage les budgets des collectivités locales.

En ce qui concerne les dotations aux collectivités locales, largement rabotées sur les 10 dernières années (11 Mds entre 2015 et 2017), elles sont annoncées quasi stables au niveau national.

Néanmoins, compte tenu des critères de son calcul, l'Etat annonce que seules 90 % des collectivités verront leur DGF maintenues ou augmentées.

Or si nous raisonnons dans un contexte inflationniste, cette stabilité se traduit par une perte.

Le Comité des Finances locales avait d'ailleurs demandé au gouvernement que l'évolution de la DGF soit également indexée sur le niveau d'inflation, proposition qui n'avait d'ailleurs pas été retenue par le gouvernement.

Ainsi pour la Ville de Grasse, d'après nos hypothèses prudentielles, notre DGF est revue une nouvelle fois à la baisse pour 2023.

En ce qui concerne les dépenses pour rappel, la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2020 a mis en place des contrats individuels d'objectifs entre l'Etat et les Collectivités locales, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'année 2016 étaient supérieures à 60 millions d'euros, la Ville de Grasse en étant donc exclue.

La crise du Covid 19 avait entraîné la suspension de ces contrats, en raison même des dépenses contraintes subies par les collectivités locales notamment, un encadrement des dépenses de fonctionnement était donc une aberration.

De plus, la mise en place pratique des contrats de Cahors a fait l'objet de critiques de la Cour des Comptes dans son mode de calcul, notamment en raison de la non prise en compte de la hausse des recettes qui aurait permis de déphaser l'évolution des dépenses.

C'est pour cela que dans le même objectif, la contribution des collectivités locales au redressement des comptes publics nationaux, qui se caractérisait lors de sa mise en place par un prélèvement sur la Dotation Globale de Fonctionnement, reste une hypothèse régulièrement évoquée par le gouvernement.

Le PLF 2023 lui introduit la notion de pacte de confiance, aux modalités à ce stade inconnues, qui imposerait aux collectivités de limiter leurs dépenses de fonctionnement sur la période 2023-2027 à l'inflation - 0.5 %.

Le pacte instaure ainsi une baisse inédite de 0,5 % en volume durant cinq ans avec une inflation autour de 5 à 6 %, quand les contrats de Cahors limitaient la hausse autour de 1,2 % des dépenses réelles de fonctionnement en valeur dans un contexte d'inflation quasi-nulle et des taux d'intérêt très bas.

Les collectivités les plus « fourmies » pourront en effet « amortir » les éventuels dépassements d'autres plus « cigales », sans que ces dernières en subissent les conséquences.

A priori, cette solidarité catégorielle pourrait faciliter la réalisation de l'objectif fixé et rendrait les pactes de confiance plus soutenables que les contrats de Cahors.

Cependant, la solidarité intra-catégorielle aura forcément des limites d'autant que les nouveaux entrants dans le dispositif n'offriront pas les meilleures garanties.

Ce sont majoritairement des villes moyennes qui plient sous de lourdes charges de centralité, la Ville de Grasse en est un exemple, villes qui pour certaines sont parfois en déprise économique et se retrouvent alors financièrement fragilisées.

L'article 23 instaure en effet des contraintes aux 500 plus grandes collectivités, mais toutes les autres jouent le rôle de caution solidaire pour celles qui n'auraient pas respecté leurs engagements.

Néanmoins au regard du niveau d'inflation, des hausses de coûts auxquelles sont exposées les collectivités, cette contrainte supplémentaire apparaît lourde et nous interroge sur la capacité des collectivités locales à la respecter.

Par ailleurs, dans la même lignée que les contrats de Cahors, les critères d'évolution des dépenses ne tiennent pas compte encore une fois, malgré la précédente remarque de la cour, des dynamiques des recettes mais aussi des mesures imposées par l'Etat, notamment la hausse du point d'indice dont l'impact n'est ainsi pas neutralisé.

HYPOTHESES RETENUES EN RECETTES DE FONCTIONNEMENT

La fiscalité directe

Nous l'avons évoqué dans un propos introductif, l'hypothèse retenue pour 2023 est celle d'une évolution de 7,1% du produit fiscal.

A compter de 2023, les perspectives d'évolution de l'inflation étant encore relativement incertaines, nous retenons à notre niveau une évolution du produit résolument prudentielle de l'ordre de 3 % par an.

En ce qui concerne l'évolution du produit du coefficient correcteur, il est rappelé que ce dernier est déterminé par la différence entre la perte du produit de taxe d'habitation sur les résidences principales et celui désormais perçu par le transfert du département du foncier bâti ; il devrait donc également évoluer dans une même tendance.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Produit taxes foncières	25 101	26 883	27 689	28 520	29 376
Produit THRS	2 832	2 865	2 951	3 039	3 131
Rôles supplémentaires	172	150	150	150	150
Produit Total	35 313	37 575	38 582	39 618	40 684

L'attribution de compensation

La mutualisation des services techniques a eu pour conséquence un transfert du personnel de la Ville vers la Communauté d'Agglomération. ce transfert de charge a été évalué à 1 866 K€ correspondant à un effectif d'environ 46,5 effectifs temps plein.

L'attribution de compensation reversée par l'agglomération est donc amputée du montant sus-visée, les charges de personnel de la Ville s'en trouvent diminuées.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Attribution de compensation	14 513	12 647	12 647	12 647	12 647

La fiscalité indirecte

Le volume de ces taxes est essentiellement constitué par les droits de mutation.

Il est rappelé que le calcul de cette taxe se détermine par l'application d'un taux de 1,2 % au volume d'une transaction immobilière donnant lieu à une mutation de propriété sur le territoire de la Commune.

Dans un premier temps, il est évident que le contexte économique national, mais également la crise sanitaire ont fait que cette taxe a fortement augmenté notamment depuis 2020.

Néanmoins, il est évident de constater que le regain d'attractivité de la Ville ainsi qu'un dynamisme certain en terme de production de logements ont également influencé le produit.

L'évolution du prix au mètre carré est également une variable constitutive qui a son influence.

Ainsi, si nous ne tenons compte que de ces cinq dernières années, ce produit a évolué d'environ 2 700 K€ en 2016 à 4 738 K€ en 2022.

Force est de constater aujourd'hui que ce produit a encore évolué à la hausse, malgré la hausse des taux d'intérêt des marchés financiers, signe d'un marché de l'immobilier extrêmement dynamique sur la commune.

Néanmoins pour les années à venir, par principe de prudence, nous retenons un volume de recettes qui diminuerait à 4 300 K€ par an sur l'ensemble de la période examinée

Dans les autres taxes, pas de commentaire particulier d'autant qu'elles s'inscrivent pour la plupart dans une relative stagnation d'année en année.

Nous pouvons relever néanmoins celle liée à la taxe de séjour dont la dynamique est maintenue depuis de nombreuses années, grâce notamment à une fréquentation touristique sans cesse en augmentation, une offre hébergeur qui s'étend et le travail en interne réalisé pour optimiser la collecte de cette recette.

Ainsi entre 2018 et 2022 ce produit a été multiplié par 2,5, nous retenons dans nos prévision une hypothèse d'évolution à dynamique de cette taxe.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Droits de mutation	4 738	4 300	4 300	4 300	4 300
FNGIR	157	157	157	157	157
Droits de place	41	45	50	55	60
Taxes sur les pylones électriques	32	32	32	32	32
Taxe consommation finale électricité	1 233	1 235	1 250	1 265	1 280
Taxe de séjour	357	350	370	390	410
Produit des jeux	52	47	45	45	45
Taxe locale publicité extérieure	282	285	285	285	285
Total impôts et taxes	6 892	6 451	6 489	6 529	6 569

La Dotation Globale de Fonctionnement

Le gouvernement a précisé les conditions de son évolution, annoncée en parallèle et au projet de loi de finances pour 2023, tout en précisant s'il était encore nécessaire que son augmentation liée à la croissance démographique dans un territoire sera financée par écrêtement.

Les collectivités sont déjà prévenues, que malgré les annonces du gouvernement soulignant que 90 % des collectivités verront leur dotation maintenue ou augmentée.

Les 10 % restantes seront donc les collectivités perdantes qui verront leur DGF baisser soit à cause de la baisse de leur population, soit par écrêtement pour financer la hausse de celle des autres territoires.

Pour elles, la DGF forfaitaire va donc baisser « naturellement » dans un souci de stabilité.

Pas d'illusion à se faire quant aux 210 millions supplémentaires annoncés qui vont finalement être affectés au financement des dotations de péréquation, sans passer par les variables d'ajustements et l'écrêtement de la DGF forfaitaire

Après la baisse de plus de 11 milliards entre 2015 et 2017, le Président de la République avait promis la stabilité de la DGF sous son premier quinquennat.

Fixée autour de 26,6 milliards, l'engagement, qu'il a renouvelé pour le second mandat, est tenu.

Mais compte tenu du gel de l'enveloppe globale, les hausses et baisses des dotations individuelles ne peuvent se faire qu'à partir de redéploiements internes.

En conséquence, chaque année, près de 50 % des communes qui représentent en volume près de 17 000 d'entre elles voyaient leur montant global diminuer.

Selon les calculs de *La Gazette*, 17 800 communes ont même vu leur DGF reculer tous les ans durant le premier quinquennat et 536 n'ont plus de DGF à cause de l'écrêtement.

La Ville de Grasse en particulier n'a fait que constater tous les ans une dotation à la baisse qui a fortement pesé sur sa situation financière.

Le gouvernement a lui-même d'ailleurs reconnu que malgré les annonces faites quant à une stabilité de la DGF au niveau national, « On a beau dire que la DGF est stable au niveau national, certaines collectivités voient la leur baisser et ne comprennent pas toujours pourquoi ».

Les 210 millions d'euros qui évitent l'écrêtement destiné à financer la hausse des dotations de péréquation sont un début de réponse à ce problème, mais ne suffiront pas à éviter la baisse de DGF de certaines collectivités qui ne subissent pourtant pas de perte de population.

Nous anticipons donc en ce qui nous concerne une nouvelle baisse de la DGF sur 2023.

A compter de 2024, malgré nos anticipations d'augmentation de la population de la Commune, nous retenons par prudence une stagnation de la dotation.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Dotation forfaitaire	3 992	3 862	3 800	3 800	3 800

Pour la Dotation de Solidarité Urbaine, la Ville de Grasse n'étant plus éligible depuis 2017, une garantie d'inéligibilité dégressive a été mise en place, qui est entrée dans sa dernière année d'application en 2019.

La commune de Grasse n'est ainsi plus couverte par ce dispositif depuis 2020.

Chaque année, il sera de nouveau procédé à une actualisation des données propres de la commune ainsi que celles de moyennes de références démographiques, de façon à ce qu'une nouvelle valeur de l'indice synthétique et un nouveau rang de classement soient déterminés.

Nous considérons néanmoins que l'évolution de son classement défavorable laisse présager une non-couverture par ce dispositif.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Dotation de solidarité urbaine.	0	0	0	0	0

Dans le cadre de la réforme des indicateurs financiers évoqués dans l'argumentaire traitant de la DGF, nous avons un risque de perte de Dotation Nationale de Péréquation dans le cas où les potentiels fiscaux et financiers de la Commune augmenteraient plus que la moyenne des évolutions constatées pour l'ensemble des communes.

Néanmoins la mise en application de ces éléments de réforme restant à ce jour suspendue, nous maintiendrons cette dotation stable sur les prochaines années.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Part principale	359	350	350	350	350
Part majorée	255	250	250	250	250
Total Dotation Nationale de Péréquation	614	600	600	600	600

Autres dotations et participations

L'ensemble de ces recettes sont relativement stables pour la plupart d'entre elles, dans ce sens nous retenons pas d'évolution sur les prochaines années.

Pour les participations CTG, depuis le 1^{er} janvier 2020, il n'était plus possible pour une collectivité territoriale de renouveler ou de signer un Contrat enfance jeunesse (CEJ) avec sa Caisse d'allocations familiales, le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) devenant la Convention Territoriale Globale (CTG).

Les participations sont désormais directement versées aux associations qui exercent l'activité pour le volet enfance et pour le volet jeunesse.

Les participations sont directement versées au CCAS pour le volet petite enfance.

Seules les activités directement exercées par la Collectivité font désormais l'objet d'un versement direct sur le budget communal.

Un premier bilan sera effectué en 2023 avec le versement définitif des fonds liés aux activités effectivement réalisées par les associations sur 2022.

Dans ce sens, des rééquilibrages financiers à travers les subventions versées par la Ville pourraient être effectués, d'autant plus avec les études et diagnostics qui sont menés actuellement quant aux modes de gestion à privilégier sur les prochaines années pour maintenir ces activités.

Il est en effet important de rappeler que depuis de nombreuses années et pour des raisons probablement liées avec l'histoire de la commune, l'organisation des services d'accueils périscolaires et extrascolaires est partagée entre le tissu associatif et les services municipaux en régie.

Cette situation a toujours été le fruit d'une volonté d'adapter l'offre au maillage territorial de la commune.

Néanmoins cette organisation sera amenée à évoluer pour tenir compte également des réflexions produites par la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport produit à la commune.

Les dispositions du FCTVA ont été modifiées de façon substantielle en 2016, élargissant son éligibilité aux dépenses d'entretien sur les bâtiments publics et sur la voirie, une partie de ce fond est donc comptabilisé sur la section de fonctionnement de la Ville, ces dépenses ayant pour objectif de conserver le patrimoine du bénéficiaire du fonds dans de bonnes conditions d'utilisation.

Pour la dotation générale de décentralisation, elle est liée avec les compétences transférées par l'Etat aux communes, en particulier le service communal d'hygiène et de santé et l'état civil pour l'instruction des passeports biométriques.

Pour les participations du département et de la Région, celles-ci dépendant fortement de l'activité événementielle, leurs volumes évolueront en adéquation.

En ce qui concerne les participations des communes du Groupement FP (fiscalité propre) ou hors groupement, elles sont occasionnées par les enfants non grasseois scolarisés dans les écoles grasseois.

Ces participations sont conventionnées avec chaque commune concernée et font l'objet d'une mise à jour à chaque année scolaire pour ajuster les effectifs concernés.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
FCTVA	117	100	100	100	100
Dotations générales de décentralisation	303	300	300	300	300
Participation département et région	29	30	30	30	30
Communes du GFP	38	40	40	40	40
Communes hors GFP	55	55	55	55	55
Participations CEJ- CTG- périscolaires	463	460	460	460	460
Autres participations (périscolaire...)	151	150	150	150	150
Total participations CAF	1 156	1 135	1 135	1 135	1 135

Allocations compensatrices

Avec les différentes réformes opérées sur la fiscalité notamment à travers le PLF 2021, les allocations compensatrices sont essentiellement constituées par celle équivalente à la perte de bases d'imposition sur les établissements industriels, ces derniers ayant bénéficié d'un abattement de 50 %.

A titre d'information cette allocation représente 1 348 K€ des 1 485 K€ perçus sur 2022.

Une évolution est indexée sur celle des bases fiscales.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Allocations compensatrices	1 485	1 590	1 638	1 687	1 738

Produit des services

Ces produits sont essentiellement liés à l'exploitation du domaine public, dont les résultats se mesurent au niveau des diverses redevances perçues.

Tous les domaines d'activités sont concernés dans la mesure où ces derniers sont générateurs de revenus.

Au niveau des cimetières cela se traduit au niveau des concessions cédées, ces recettes sont relativement stables.

Au niveau du domaine public son occupation fait l'objet de diverses redevances comme celle liée aux terrasses des commerces.

Elles peuvent également être ponctuelles comme celles générées pour l'occupation du domaine public à titre temporaire, comme des échafaudages pour les travaux réalisés sur les bâtiments ou ceux réalisés par les concessionnaires dans des ouvrages réalisés sur la voirie. Ces recettes sont assez dynamiques depuis quelques années, nous retenons le montant perçu sur 2022, légèrement revu à la baisse sur les années futures.

En ce qui concerne le stationnement, la mise en place d'une gestion communale du stationnement de surface est de longue date, elle a néanmoins fortement évolué depuis 2017 par la mise en place de la dépénalisation du stationnement de surface, qui s'est traduit notamment pour les communes par la gestion des amendes (forfait post-stationnement).

En ce qui concerne son évolution, dans la lignée du regain de fréquentation touristique constaté sur 2022, les recettes ont également progressé, retrouvant ainsi leur meilleur niveau de l'année 2019 juste avant la crise sanitaire, dans ce sens nous les faisons encore progresser sur les années 2023 et 2026.

Pour les autres thématiques, celles liées aux activités culturelles concernent essentiellement les adhésions au conservatoire municipal, la thématique sportive est concernée par les cotisations aux salles de sport municipales.

Pour les loisirs elles concernent l'hébergement des activités périscolaires et extrascolaires réalisées par le service municipal dans les locaux municipaux, la thématique sociale étant dédiée à la réalisation de séjours.

Enfin, ce chapitre de recettes enregistre également les remboursements des personnels mis à disposition des satellites comme le SIEF ou la Régie des Parkings par exemple, ainsi que ceux exerçant des activités pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse mais qui restent des employés de la Ville de Grasse.

Dans ce sens les agents qui ont muté à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de transferts de compétences ou de mutualisations, comme celle des services techniques par exemple, ne sont pas enregistrés sur ce poste.

Nous retrouvons également sur ce chapitre le remboursement par d'autres redevables ceux opérés par le Conseil Départemental en contrepartie des frais supportés par la Ville pour le transport des collégiens sur les sites sportifs notamment.

Pour 2022, nous avons perçu une recette liée au centre de vaccination que l'on ne retrouvera plus sur 2023, ce qui explique sa forte baisse.

Enfin, depuis cette année sont désormais comptabilisés sur ce poste, les remboursements par les associations gestionnaires des centres de loisirs des repas et goûters dont le règlements sont avancés par la Ville au titre de sa délégation.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Régie foires et marchés	103	105	105	105	105
Droits stationnement	52	55	55	55	55
Redevance occupation Domaine Public	265	265	265	265	265
Redevances de stationnement	379	380	400	420	440
Forfaits post stationnement	196	200	210	220	230
Autres redevances et recettes diverses	139	140	140	140	140
Redevances à caractère culturel	202	205	210	215	220
Redevances à caractère sportif	2	5	5	5	5
Redevances à caractère de loisirs	161	165	170	175	180
Redevances à caractère social	21	20	20	20	20
Autres prestations de services	37	40	40	40	40
Mise à dispo GFP rattachement	50	50	50	50	50
Mise à dispo autres organismes	115	115	115	115	115
Rembours.frais collectivité de rattachement	121	120	120	120	120
Remboursements de frais d'autres redevables	621	480	490	500	510
Produits activités annexes	8	10	10	10	10
Total Produits des services	2 472	2 355	2 405	2 455	2 505

Atténuations de charges

Ces produits traitent des remboursements de charges de personnels des agents municipaux.

Sont ainsi concernés notamment ceux liés aux accidents de travail et aux maladies, les produits sont inscrits sont ceux généralement constatés.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Total atténuations de charges	399	400	400	400	400

Produits des loyers et des redevances

La Ville s'inscrit désormais, lorsque les opportunités se présentent, dans des révisions systématiques de sa politique tarifaire ; les loyers et les redevances sont bien évidemment intégrés dans cette réflexion, nous anticipons une tendance haussière de leurs produits sur les années à venir dans des proportions toutes relatives dans le sens où certains contrats anciens laissent néanmoins peu de latitude pour agir, dans ce sens certains résultats se font encore attendre.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Revenus des immeubles	819	820	830	840	850
Redevances concessions	162	160	165	170	175
Total loyers et redevances	981	980	995	1 010	1 025

Produits financiers :

Le volume de ce produit a pris toute son importance lorsque la Ville a réalisé une opération de désensibilisation d'un emprunt toxique indexé sur le taux de change Euro / CHF- Franc Suisse et qu'elle a pu obtenir dans ce cadre le fonds de soutien de l'Etat, soit 12 440 K€.

Ce dernier étant adossé sur la durée résiduelle du nouveau prêt de refinancement soit 20 ans, son amortissement annuel représente 622 K€.

Pour le reste, nous évoquerons la dette récupérable qui est liée aux transferts de compétence à la CAPG, dont l'exercice dépendait de la mise à disposition d'un équipement et dont le financement avait été réalisé en partie par de l'emprunt.

Sont concernés les équipements suivants :

- le Musée International de la Parfumerie ;
- l'escrime ;
- le campus universitaire .

Enfin, le dernier poste enregistré sur ce chapitre concerne le produit réalisé par les instruments financiers appelés « swaps ».

Ces produits étant principalement des produits dits « hors charte ou complexes », la Ville faisant de la désensibilisation de sa dette une priorité, elle s'est attachée depuis 2014 à sortir de ces produits quand des opportunités se présentaient.

Pour cette raison, les enjeux en termes de volumes financiers se sont largement réduits.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Rembours.emprunts collectivité de rattachement	78	53	43	33	23
Fonds de soutien	622	622	622	622	622
Produits activités annexes	59	60	60	60	60
Total produits financiers	759	735	725	715	705

Produits exceptionnels :

Par leur caractère exceptionnel, ces produits ne peuvent pas tous être anticipés par définition.

Pour notre inscription au budget 2023 et suivants, nous nous basons sur la moyenne basse des produits recouverts sur ce poste lors des dernières années.

Nous inscrirons donc un montant équivalent sur les autres produits sur opérations de gestion et sur les produits divers.

En ce qui concerne le sinistre de la Médiathèque, c'est un remboursement qui est maintenant attendu depuis de nombreuses années.

Son montant, soit 5 680 K€, se base sur la quote-part de responsabilité répartie entre le maître d'œuvre et la Ville ; en revanche n'ayant aucune certitude quant à la date de sa réalisation, ce remboursement est lissé sur 3 ans à compter de 2024.

Pour les cessions foncières qui font l'objet d'un ancaissement en section de fonctionnement, celles prévues concernent le quartier de la gare et divers terrains dont notamment un situé sur les bois de Grasse.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Autres produits opérations de gestion	25	50	50	50	50
Produits exceptionnels divers et provisions	1 083	300	300	300	300
Sinistre médiathèque			2 000	2 000	1 680
Cessions foncières		3 000			1 000
Total produits exceptionnels	1 108	3 350	2 350	2 350	3 030
Reprise sur provisions	204				

Récapitulatif des recettes de fonctionnement :

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Produit total fiscalité	35 314	37 575	38 582	39 618	40 684
Attribution de compensation	14 513	12 647	12 647	12 647	12 647
FNGIR	157	157	157	157	157
Droits de place	41	45	50	55	60
Taxes sur les pylones électriques	32	32	32	32	32
Taxe consommation finale électricité	1 233	1 235	1 250	1 265	1 280
Taxe de séjour	357	350	370	390	410
Produit des jeux	52	47	45	45	45
Taxe locale publicité extérieure	282	285	285	285	285
Droits de mutation	4 738	4 300	4 300	4 300	4 300
Total impôts et taxes	56 719	56 673	57 718	58 794	59 900
Dotation forfaitaire	3 992	3 862	3 800	3 800	3 800
Dotation nationale de péréquation	630	600	600	600	600
FCTVA	117	100	100	100	100
Dotations générales de décentralisation	303	300	300	300	300
Participation département et région	29	30	30	30	30
Communes du GFP	38	40	40	40	40
Communes hors GFP	55	55	55	55	55
Participations CEJ- CTG et autres	463	460	460	460	460
Autres participations (péricolaire...)	151	150	150	150	150
Allocations compensatrices DCRTP, TFS,FNGIR	1 485	1 590	1 638	1 687	1 738
Total Dotations	7 263	7 187	7 173	7 222	7 273
Concession des cimetières	103	105	105	105	105
Droits stationnement	52	55	55	55	55
Redevance occupation Domaine Public	265	265	265	265	265
Redevances de stationnement	379	380	400	420	440
Forfaits post stationnement	196	200	210	220	230
Autres redevances et recettes diverses	139	140	140	140	140
Redevances à caractère culturel	202	205	210	215	220
Redevances à caractère sportif	2	5	5	5	5
Redevances à caractère de loisirs	161	165	170	175	180
Redevances à caractère social	21	20	20	20	20
Autres prestations de services	37	40	40	40	40
Mise à dispo GFP rattachement	50	50	50	50	50
Mise à dispo autres organismes	115	115	115	115	115
Rembours.frais collectivité de rattachement	121	120	120	120	120
Remboursements de frais d'autres redevables	621	480	490	500	510
Produits activités annexes	8	10	10	10	10
Total Produits des services	2 472	2 355	2 405	2 455	2 505

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Remboursements de personnel	399	400	400	400	400
Total atténuations de charges	399	400	400	400	400
Rembours.emprunts collectivité de rattachement	80	53	43	33	23
Fonds de soutien	622	622	622	622	622
Produits activités annexes	72	60	60	60	60
Total produits financiers	774	735	725	715	705
Redvances licences	4				
Revenus des immeubles	819	820	830	840	850
Redevances concessions	158	160	165	170	175
Total loyers et redevances	981	980	995	1 010	1 025
Autres produits opérations de gestion	25	50	50	50	50
Produits exceptionnels divers et provisions	770	300	2 300	2 300	1 980
Cessions foncières	313	3 000			1 000
Total produits exceptionnels	1 108	3 350	2 350	2 350	3 030
Reprise sur provisions	204				

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	69 920	71 680	71 766	72 946	74 838
---	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

HYPOTHESES RETENUES EN DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Nous le mesurons tous les jours, le contexte économique, sanitaire et géopolitique est de plus en plus incertain.

Il est extrêmement complexe, dans ce sens, d'objectiver nos prévisions sachant que les variables exogènes ayant des impacts financiers majeurs sont de plus en plus nombreuses et incertaines, tant qu'il est parfois impossible de les mesurer.

Nous devons néanmoins tenir notre ligne directrice comme nous l'avons toujours tenue en rationalisant au maximum nos dépenses.

La commune est d'ailleurs consciente à ce sujet qu'il est encore nécessaire de poursuivre l'amélioration de ses performances de gestion, même si les résultats attendus ne sont plus aux niveaux de ceux précédemment obtenus ces trois dernières années.

A la différence des années précédentes, où notre stratégie a pu être mise en place dans un environnement relativement stable (hors crise sanitaire), nous devons faire face aujourd'hui à des facteurs exogènes que nous subissons :

- augmentation du tarif des fluides ;
- revalorisation du point d'indice ;
- progression des taux d'intérêt.

C'est ainsi que dans la perspective d'un environnement encore plus contraint financièrement notamment, de nouvelles orientations stratégiques devront être engagées par la collectivité et certaines décisions devront être prises quant à la poursuite de certaines politiques publiques.

De la même façon, la réalisation du programme d'investissement sera entièrement conditionnée par notre niveau d'épargne et notre objectif de désendettement, d'autant plus contraint dans un contexte de hausse des taux d'intérêt.

Dans ce sens, le plan pluriannuel pourrait être rééchelonné de façon à respecter les objectifs de désendettement, soit environ 74,5 M€ au 31 décembre 2026.

Les charges à caractère général et le fonctionnement des services

Les efforts réalisés sur ce poste ont été conséquents depuis 2015, avec des dépenses en diminution constante depuis, avec un point bas constaté en 2020 et un poste qui évolue à la hausse depuis 2021.

Dans les perspectives, il est certain que le poste des fluides qui atteindrait en 2023, 28% des dépenses allouées, aura certainement une influence sur son évolution, l'augmentation du poste de coût électricité est anticipée à plus de 500 K€ en 2023 par rapport à 2022.

Il est rappelé par ailleurs que le PLF 2023 a introduit la notion de pacte de confiance, qui imposerait aux collectivités de limiter leurs dépenses de fonctionnement sur la période 2023-2027 à l'inflation - 0.5 %.

Nous sommes toujours dans l'attente d'une mise en application de ces contrats

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Fonctionnement des services	11 690	12 600	12 978	13 367	13 768

Les charges de personnel

Ce poste de dépenses représente près de 55 % des dépenses de fonctionnement.

Le travail de rationalisation réalisé pour limiter l'évolution de ces charges a été un élément essentiel dans les résultats obtenus par la commune pour redresser sa situation financière.

A l'avenir, notre stratégie de privilégier la mobilité interne aux recrutements extérieurs quand cela est possible reste un leitmotiv, ce point sera développé plus loin dans le document dans le chapitre dédié à l'évolution des dépenses de personnel.

Dans l'évolution de cette masse, l'année 2023 est marquée par le transfert d'une partie des agents des services techniques, dans le cadre de la mutualisation avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Ces transferts amènent une réduction des charges estimée aujourd'hui à 2 057 K€, réduction qui est neutralisée budgétairement pour une grande partie par la diminution de l'attribution de compensation versée par la Communauté d'Agglomération.

Ces éléments expliquent la chute des charges de personnel entre 2022 et 2023.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Charges de personnel	35 833	34 900	35 249	35 601	35 958

Les charges de gestion courante

Plusieurs types de dépenses constituent ce chapitre :

Les contributions obligatoires, la première d'entre elles liée à la contribution pour le Syndicat Département d'Incendie et de Secours. La Ville de Grasse étant centre de premier secours au niveau du Département, sa cotisation est une des plus importantes par habitant du département.

De plus, son montant est fortement réévalué sur 2023 pour tenir compte de l'inflation, il atteint ainsi désormais 3 355 K€. Son évolution est prévue également à la hausse sur les prochaines années.

Pour les autres syndicats, une enveloppe est prévue avec une dotation plus importante sur les années à venir, notamment à travers le SITCIAM qui a repris l'activité du SDEG pour l'enfouissement des réseaux électriques.

La seconde concerne la subvention accordée aux établissements publics administratifs constitués par le CCAS et la Caisse des Ecoles.

Celle du CCAS est revalorisée dès 2023 à 3 500 K€ contre 3 300 K€ en 2022, l'organisme subissant au même titre que la Commune une forte revalorisation de ses charges.

En ce qui concerne la Caisse des Ecoles, la contribution de la Ville pourra être stabilisée sur les années à venir à 60 K€.

La troisième est affectée aux subventions aux associations de droit commun mais aussi contractualisées, comme celles accordées dans le cadre de la convention territoriale globale pour l'accueil des activités périscolaires et extrascolaires notamment.

La politique de la Ville est de maintenir son niveau de participation et de ses aides, néanmoins une étude est actuellement en cours sur les centres de loisirs notamment, qui pourrait amener à des modifications.

La subvention à l'OGEC Fénelon est basée sur un tarif conventionné par élève avec la Ville, elle dépend donc des effectifs qui augmentent assez sensiblement sur 2023.

Nous provisionnons un montant équivalent à celui de 2023 pour maintenir notre niveau de participation à un niveau d'effectifs élevé.

Enfin, les indemnités versées aux élus qui pour 2023 tiennent compte de la revalorisation du point d'indice comme les charges de personnel.

Le dernier poste concerne les redevances diverses liées à des titres non recouverts et pour lesquels le montant inscrit est estimé.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
SDIS	3 194	3 355	3 422	3 491	3 560
Syndicats intercommunaux	29	75	80	85	90
CCAS	3 300	3 500	3 550	3 600	3 650
Caisse des écoles	61	61	61	61	61
CEJ	542	550	550	550	550
Contrat de Ville	116	116	116	116	116
Enfants scolarisés à l'extérieur	110	120	120	120	120
Subventions aux associations	1 482	1 450	1 450	1 450	1 450
OGEC Fenelon	320	360	360	360	360
Indemnités élus	578	600	612	624	637
Redevances, non valeurs, indemnités directeurs surveillance cantine	8	10	10	10	10
Autres charges de gestion courante	9 740	10 197	10 331	10 467	10 604

Contribution au Fonds National de Péréquation des Ressources Communales et Intercommunales

Le Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été instauré par la loi de finances 2012 avec pour objectif de corriger les disparités de richesse entre les territoires.

Son taux est stable depuis 2016, année à laquelle il a atteint son rythme de croisière, avec un fonds qui représente aujourd'hui un volume d'environ un milliard d'euros.

C'est un fonds qui bénéficie à la majeure partie des territoires.

Le bilan effectué confirme que les attributions visent bien les territoires les plus défavorisés et que la contribution supportée par les plus prélevés demeure soutenable.

Autrement dit, les données chiffrées confirment son efficacité péréquatrice et son poids relatif dans les finances locales reste limité.

Néanmoins, avec la réforme des indicateurs financiers, les effets sur le territoire intercommunal du Pays de Grasse devraient s'accroître.

Il faut néanmoins noter que dans le Projet de Loi de Finances 2022, une fraction de correction permettra le lissage des évolutions entre 2023 et 2028.

La progression de ce prélèvement est prévue dans notre prospective avec une évolution moyenne sur la période d'environ 6,5 %.

Cette dernière est conditionnée par le maintien du régime dérogatoire en vigueur actuellement, à savoir la majorité de la charge étant impactée sur la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse au bénéfice des communes.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
FPIC	508	560	590	620	650

Prélèvement lié à la loi SRU

Les communes qui n'atteignent pas leur taux légal font l'objet d'un prélèvement annuel sur leurs ressources fiscales, ce denier étant proportionnel au nombre de logements manquants.

Ces communes ont cependant la faculté de déduire du prélèvement les montants qu'elles investissent en faveur du logement social, pouvant conduire à assécher le prélèvement.

Ce mécanisme de dépenses déductibles vise à inciter les communes à soutenir les projets privilégiant les logements sociaux.

Il est prévu que ce prélèvement soit relativement stable sur les prochaines années, sauf sur 2024 où il est fortement diminué.

En effet, la Cession de l'îlot Médiathèque sud par la Ville à la SPL pour la réalisation de logements entraînera une moins-value (autour de 400 K€) entre l'estimation des domaines et le prix de cession.

Cette dernière pourra être ainsi déduite du prélèvement.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
SRU	695	700	300	700	700

Charges exceptionnelles et provisions

Une dotation est prévue pour faire face aux charges non prévisibles, dont le volume est estimé en fonction des réalisations des années précédentes.

En ce qui concerne la participation à la SPL, elle est alignée sur celle votée au Conseil Municipal du mois de décembre dernier, dans la délibération concernant la concession de restauration immobilière.

Pour les provisions pour risques sur emprunts complexes, elles feront l'objet d'un calibrage en cours d'année et seront délibérées au mois de décembre prochain.

A titre indicatif, elles ont représenté environ 480 K€ sur 2022.

Elles n'ont pas d'impact budgétaire puisque leurs écritures sont neutralisées en recettes et dépenses de fonctionnement.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Charges exceptionnelles	344	350	350	350	350
Concession SPL Grasse développement		25	50	400	400
Dotation initiale crématorium		100			
Provisions charges financières	468				
Total charges exceptionnelles	812	475	400	750	750

Récapitulatif des dépenses de fonctionnement :

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Fonctionnement des services	11 690	12 600	12 978	13 367	13 768
Charges de personnel	35 833	34 900	35 598	36 310	37 036
SDIS	3 194	3 355	3 422	3 491	3 560
Syndicats intercommunaux	29	75	80	85	90
CCAS	3 300	3 500	3 550	3 600	3 650
Caisse des écoles	61	61	61	61	61
CEJ	542	550	550	550	550
Contrat de Ville	116	116	116	116	116
Enfants scolarisés à l'extérieur	110	120	120	120	120
Subventions aux associations	1 482	1 450	1 450	1 450	1 450
OGEF Fenelon	320	360	360	360	360
Indemnités élus	578	600	612	624	637
Redevances, indemnités directeurs surveillance cantine	8	10	10	10	10
Autres charges de gestion courante	9 740	10 197	10 331	10 467	10 604
FPIC	509	560	590	620	650
SRU	695	700	300	700	700
Reversements CCAS	47	60	60	60	60
Atténuations de produits	1 251	1 320	950	1 380	1 410
Charges financières	1 939	2 650	2 358	2 328	2 219
Charges exceptionnelles et provisions	821	475	500	750	750
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	61 274	62 142	62 715	64 602	65 788

Epargne brute (Recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement)

Le calcul retenu pour son évaluation est celui de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, les cessions foncières étant enregistrées en recettes de fonctionnement elles sont donc incluses.

Il faut néanmoins mesurer que comme tous les ans, les hypothèses retenues dans notre construction budgétaire étant résolument objectives dans l'évolution de nos dépenses et relativement prudentes dans l'évaluation de nos recettes, les résultats constatés en fin d'année sont toujours meilleurs que ceux prévus.

Ainsi sur 2022, alors que l'épargne prévisionnelle était basée sur un équilibre du budget à 7 200 K€, celle-ci a atteint 8 646% soit 20% supplémentaires.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
EPARGNE BRUTE	8 646	9 538	9 051	8 344	9 050

Remboursement capital de la dette

Il est rappelé que la Commune s'est engagée dans une démarche de désendettement, ce dernier étant conditionné dans son rythme par le volume annuel de remboursement de la dette en capital.

C'est ainsi qu'entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2022, son volume a été réduit de plus de 18 %.

Ce rythme n'a pas vocation à diminuer sur les prochaines années.

Dans le cadre de la sortie du contrat du PPP, une ligne de trésorerie pluriannuelle avait été mobilisée pour le refinancement de la TVA ; son remboursement intervenant en 2023 pour 908 K€, le remboursement en capital en est fortement impacté.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Remboursement en capital de la dette	8 612	9 100	8 107	8 640	8 812

Epargne nette

L'épargne nette est légèrement positive sur 2022, nous le constatons également sur les années à venir avec l'encaissement des cessions foncières et du sinistre de la médiathèque qui viennent améliorer les résultats.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne nette	34	438	945	-295	238

Ressources propres d'investissement

Les ressources propres sont constituées pour une partie du fonds de compensation de la TVA, son volume est donc strictement lié au taux de réalisation des dépenses d'investissement.

Dans notre calcul, les investissements sont réalisés pour le volume des crédits inscrits.

Dans les autres variables constitutives, nous retrouvons la taxe d'aménagement qui est liée aux permis de construire et à leur réalisation effective, dans ce sens, l'estimation de son volume annuel est complexe, tout autant que celui de la taxe instituée sur les terrains devenus constructibles.

Nous retenons un volume annuel de 500 K€, ce qui est relativement prudent si nous prenons en considération le volume encaissé sur 2022 soit près de 700 K€.

Les derniers postes sont constitués à la fois de la dette récupérable liées aux équipements transférés à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (MIP, escrime et Campus étudiant..) et des créances dues par les particuliers.

Les recettes sur 2023 sont prévues à hauteur de 450 K€ en 2023 pour 250 K€ sur les années 2024, 2025 et 2026.

Des travaux de substitution pour copropriétaires défaillants dans le cadre de réhabilitations de façades ayant étant prévues à hauteur de 200 K€, il viennent majorer le volume des ressources 2023 pour un montant équivalent.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Ressources propres	3 319	3 621	3 032	3 141	2 798

Règle d'or

La règle d'or est composée de principes en comptabilité publique :

- le vote en équilibre de chaque section ;
- l'estimation sincère des recettes et des dépenses ;
- la couverture du remboursement annuel de la dette par les ressources propres de fonctionnement et d'investissement.

Force est de constater que cette règle est respectée sur la période.

Montants en K Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Règle d'or	3 353	4 059	3 977	2 846	3 036

Evolution prévisionnelle encours de dette brute en M€

Même si les résultats obtenus sur le désendettement de la Ville ont été exceptionnels avec un volume de dette qui s'établit désormais à 82,77 M€ au 31 décembre 2022 à comparer aux 101,25 M€ du 31 décembre 2015, l'effort est poursuivi.

Lors du contrôle de la chambre régionale de comptes, nous nous sommes engagés sur la poursuite de notre désendettement avec un objectif fixé à 80,00 M€ au 31 décembre 2025, force est de constater que si notre prévisionnel se réalise ce dernier serait même largement dépassé.

Montants en Millions d'Euros	2022	2023	2024	2025	2026
Encours de dette brute au 31/12	82,77	80,19	78,69	76,90	74,94

E) EVOLUTION PREVISIONNELLE ET EXECUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL

Situation au 31 décembre 2022

Principaux postes de dépenses	Dépenses au 31/12/2022 en K€
Rémunération des agents titulaires	15 623
Rémunération des agents contractuels	3 058
Avantages en nature Logements	67
Nourriture	35
Véhicules	16
Heures supplémentaires	756
NBI	141
Primes	4 512
Cotisations	9 455
Assurances	310

Effectifs au 31 décembre 2022

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	31	53	622	706
Contractuels	12	20	162	194
Emplois aidés			14	14
Vacataires			12	12
Total	43	73	810	926

Evolution prévisionnelle des effectifs au 31/12/2023 :

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	32	55	575	662
Contractuels	12	20	174	206
Emplois aidés			14	14
Vacataires			12	12
Total	44	75	775	894

Au 31 décembre 2022, la Ville de Grasse comptabilise 33 agents en disponibilité et 4 en congés maladie (dont 2 en congé de longue maladie et 2 en congé de longue durée).

Concernant la maladie, la Ville de Grasse poursuit la mesure gouvernementale relative à la journée de carence pour les arrêts initiaux, tout en s'adaptant aux contraintes liées à la crise sanitaire car pour les cas positifs de covid, la journée de carence ne s'applique pas.

Au 1^{er} janvier 2023, la mutualisation des équipes des services techniques permet le transfert de 47 agents vers les services de la CAPG.

Des efforts seront poursuivis en matière de développement de l'annualisation du temps de travail pour certains secteurs d'activité. Des suites de la discussion entamée avec les partenaires sociaux la mise en place du télétravail est effective depuis le 1^{er} janvier 2023, ce pour améliorer à la fois les conditions de travail des agents, mais aussi limiter les effets induits par les déplacements urbains et péri-urbains sur l'environnement, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'Agenda 21.

La Ville poursuivra ses efforts en limitant notamment les remplacements des agents partant à la retraite, par la mise en place d'une politique de formation permettant aux agents volontaires de pouvoir évoluer et par la poursuite d'une politique de mobilité interne dynamique.

En 2023, 8 agents feront valoir leurs droits à la retraite. 1 poste sur 4 ne sera pas remplacé.

En ce qui concerne les prévisionnels de recrutements de 2023, ils vous sont détaillés ci-dessous :

- 2 agent pour le service de gestion des logements vacants
- 4 agents Médiathèque,
- 1 mécanicien autos

2023 sera aussi l'année au cours de laquelle nos efforts se porteront sur la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) autour de la redéfinition de projets de services qui se déclineront en projets individuels de formation, qui eux-mêmes induiront une redéfinition des fiches de postes et de fonctions.

Comme chaque année également, la Ville poursuivra ses efforts en matière de mise en place de l'annualisation du temps de travail pour mieux adapter les ressources aux besoins.

Des pistes d'amélioration des conditions de travail sont étudiées afin de prévenir et de lutter contre l'émergence des risques psycho-sociaux

En résumé, la gestion dynamique de la masse salariale est un exercice complexe qui intègre le résultat de mesures décidées par la collectivité, mais aussi les nombreuses et lourdes conséquences de celles édictées au niveau du gouvernement.

Pour autant, la Ville annonce des objectifs volontaristes, notamment en ce qui concerne l'optimisation de ses méthodes de travail.

Effectifs prévisionnels et perspective au 31 décembre 2025 :

	2022	Variation	2025
Cadre A	43	+ 3	50
Cadre B	73	+ 4	65
Cadre C	810	+ 5	778
TOTAUX	926	+ 12	893

Cette prospective est basée sur les hypothèses suivantes :

- 1) Le départ en retraite d'un agent se définit par un nombre de trimestres de cotisations d'une part et par un âge compris dans une fourchette variant de 62 et prochainement 64 à 67 ans d'autre part. Les estimations ne prennent en compte que les départs d'agents qui auront atteint l'âge maximum pour faire valoir leur droit à la retraite, soit 67 ans et sur une hypothèse de travail de 1 remplacement sur 4 départs en retraite.
- 2) Maintien dans les effectifs d'un nombre constant de 20 emplois aidés.
- 3) Cette estimation tient compte du transfert de 47 agents des services techniques vers la CAPG dans le cadre de la mutualisation de la DGST.

F) CADRE PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2023-2026

Les volumes prévisionnels d'investissement sur la période examinée sont fixés à 50 761 K€, ce qui représente un volume annuel d'environ 12,7 M€.

La réalisation de ce programme est entièrement conditionnée par la réalisation des objectifs fixés en terme et de désendettement soit 7,83 M€ entre le 31/12/2022 et le 31/12/2026, dans ce sens les volumes affichés pourraient être amenés à évoluer.

CADRE BUDGETAIRE INVESTISSEMENT 2023-2026

DEPENSES	Montants en K€	RECETTES	Montants en K€
Plan Pluriannuel d'Investissement	50 761	Subventions / amendes de police	9 394
Travaux périls	1 307	Travaux périls	1 307
Délégations Maîtrise d'Ouvrage	2 025	Délégations Maîtrise d'Ouvrage	2 101
Remboursement capital dette	34 658	Emprunts	26 820
Autres dépenses	1 669	Fonds propres	12 609
		Epargne brute yc cessions foncières	35 983
		Solde Fonds de roulement	2 206
TOTAL DEPENSES	90 420	TOTAL RECETTES	90 420

Encours de dette brute au 31 décembre 2022 : 82,77 Millions d'Euros ;

Remboursement en capital de la dette cumulé pour 2023 à 2026 : 34,66 Millions d'Euros ;

Emprunts prévisionnels cumulés pour 2023 à 2026 : 26,82 Millions d'Euros ;

Encours de dette brut prévisionnel au 31 décembre 2026 : 74,94 Millions d'Euros ;

Créance comptable fonds de soutien au 31 décembre 2026 : 4,99 Millions d'Euros ;

Encours de dette net du fonds de soutien au 31 décembre 2026 69,95 Millions d'Euros.

PLAN PLURIANNUEL INVESTISSEMENT 2023-2026

MONTANTS EN K EUROS	RAR	BP	2023	2024	2025	2026	Total
<u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u>							
MODERNISATION DES SERVICES	129	269	398	250	250	250	1 148
EQUIPEMENT DES SERVICES	5	450	455	450	450	450	1 805
EQUIPEMENT DES BATIMENTS	267	41	308	30	35	35	408
EQUIPEMENTS ROUTIERS ET URBAINS		118	118	140	185	185	628
DEFENSE INCENDIE		30	30	30	30	30	120
MATERIEL SERVICES TECHNIQUES		75	75	50	50	50	225
MOBILIER SERVICES		70	70	50	50	50	220
PARC AUTOMOBILE	57	272	329	200	200	200	929
<u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u>			0				
PALAIS EPISCOPAL	148	902	1 050	2 200	2 300	500	6 050
RESTAURATION MAHP	46	100	146	100			246
RESTAURATION VILLA FRAGONARD	15	302	317				317
CATHEDRALE		100	100		50	1 000	1 150
EGLISE SAINT HELENE	76		76				76
CHAPELLE VISITATION			0	50			50
RENOVATIONS CHAPELLES	1		1	50	50	50	151
LOCAUX SALLE SOUS LE COURS	20	10	30				30
LOCAUX VISITATION	7	30	37				37
TRAVAUX ENERGETIQUES ECOLES		725	725	200	1 310	600	2 835
MATERNELLE JASMIN		122	122				122
CIGALES SAINT JACQUES		182	182				182
GER ECOLES/CRECHES	40	200	240	400	400	400	1 440
REAMENAGEMENT CTM	12	900	912				912
TOITURE SERVICE DES FETES		162	162				162
RENOVATION BATIMENTS		105	105	35	400	400	940
RENOVATION PALAIS CONGRES	10	40	50			100	150
RENOVATION CCAS	14		14	220			234
RENOVATION ARCHIVES				158			158
RELOCALISATION SERVICES	17	150	167				167
CRECHE PETIT PARIS	8	122	130				130
FACADE SERVICE JURIDIQUE	11	50	61				61
DESAMANTAGE TOITURE SAINTE BRIGITTE		65	65				65
RENOVATION SALLE ROTONDE	8	80	88				88
SANITAIRE PUBLIC SAINT ANTOINE		40	40				40
GER BATIMENTS	26	320	346	200	200	200	946
GER SECURITE INCENDIE	22	200	222	200	200	200	822
GER FLUIDES	89	160	249	180	180	180	789
STADE PAOUTE COUVERTURE PADELS		100	100				100
TENNIS PAOUTE REFECTION ELECTRIQUE		30	30				30
STADE PERDIGON	164	222	386	500			886
RENOVATION INFRASTRUCTURES SPORTIVES			0		500	500	1 000
SOL SALLE OMNISPORTS			0				
TRANSFERT PARC AUTOMOBILE			0	700		1 000	1 700
RENOVATIONS SANITAIRES PUBLICS		60	60	60			120

MONTANTS EN K EUROS	RAR	BP	2023	2024	2025	2026	Total
<u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u>	-	-					
ACQUISITIONS FONCIERES		285	285	370			655
VIDEO PROTECTION		80	80	200	200	200	680
REQUALIFICATION RUE ANCIEN PALAIS JUSTICE	168	20	188				188
REQUALIFICATION MARECHAL LECLERC	40	202	242	1 100			1 342
REQUALIFICATION CHAPELLE DES CHIENS	9	9	18	310	120		448
REQUALIFICATION BOULEVARD VICTOR HUGO			0	150	1 250	1 250	2 650
REQUALIFICATION CAVALERIE CAPUCIN PUP		30	30				30
REQUALIFICATION PARKING GARE		30	30				30
COURS HONORE CRESP		80	80				80
PIETONNISATION CENTRE VILLE		202	202				202
GER VOIRIES	64	763	827	750	850	930	3 357
RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC - MGPE		700	700	800			1 500
GER ECLAIRAGE PUBLIC	13	50	63	100	100	200	463
GER RESEAUX DEFENSE INCENDIE		50	50	70	70	70	260
ENFOUISSEMENT RESEAUX ECLAIRAGE		110	110		100	100	310
ENCASTREMENT RESEAUX FACADES		20	20	50	50	50	170
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS			0	30	20	20	70
MURS DE SOUTÈNEMENT		77	77	300	300	300	977
FALAISE DU PRADO		320	320				320
MUR CHEMIN DES LIERRES		172	172				172
MUR LIBERATION		50	50				50
VIEUX CHEMIN DE SAINTE ANNE		21	21				21
FONTIS ALDI		60	60				60
MUR ECOLE ROSE DE MAI		90	90				90
OUVRAGES D'ART		100	100	100	100	100	400
EXTENSION CIMETIERE ROUMIGUIERES	34	90	124				124
CIMETIERES			0	100		100	200
ESPACES VERTS ET AIRE DE JEUX	8	40	48	200	200	200	648
CREATION JARDIN DOLLA	9	80	89				89
ROND POINT DES QUATRES CHEMINS		50	50				50
<u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u>	-	-					
OPAH PERMIS DE LOUER		100	100	100	100	100	400
FACADES ET PARTIES COMMUNES		500	500	500	500	500	2 000
DEVANTURES COMMERCIALES		33	33				33
ETUDES D'AMENAGEMENT	47	100	147	100	100	100	447
REQUALIFICATION FLEURS DE GRASSE				100	200	500	800
ESPACES PUBLICS ROUACHIER VERCEUIL/LAUVE	128	30	158				158
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	707	200	907				907
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	111		111				111
ESPACES PUBLICS NPNRU				200	200	200	600
ILOTS DE GRADES NPNRU		500	500	500	500	500	2 000
TOTAL	2 530	12 048	14 578	12 583	11 800	11 800	50 761

DETAIL DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Le plan pluriannuel d'investissement 2023-2026 représente un montant global prévisionnel de dépenses d'équipement de **50 761 K€**.

Il sera néanmoins conditionné par la réalisation des recettes inscrites afin de respecter notre objectif de désendettement de fin de période.

Les volumes inscrits sont en adéquation avec notre capacité de financement et notre objectif prioritaire de désendettement.

Le poste « périls » comprend les travaux pour les immeubles dont les propriétaires sont défaillants, pour **1 307 K€**.

Dans les postes importants, la délégation de Maîtrise d'ouvrage prévue par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour la réalisation des travaux au Palais de Justice, le bâtiment étant mis à disposition de la structure dans le cadre de sa compétence enseignement supérieur.

La fin des réalisations étant prévue en 2023, les restes à réaliser représentent en dépenses 1 687 K€ et en recettes 1 763 K€ constituent le solde de l'opération.

En ce qui concerne une délégation de maîtrise d'ouvrage de la CAPG vers la Ville, il convient d'évoquer également celle concernant la réalisation des réseaux d'eau et d'assainissement place de la Médiathèque, qui s'équilibre en dépenses et en recettes à **338 K€**.

Le remboursement en capital de la dette correspond à l'amortissement des emprunts qui constituent notre encours, agrégé de l'amortissement des emprunts prévus dans notre programmation, s'établissant ainsi à **34 658 K€**.

Le volume des remboursements représente une charge lourde pour la ville, il est néanmoins en adéquation avec notre objectif ambitieux de désendettement d'environ **6 M€** en 4 exercices.

Détail du financement de l'investissement

Le poste « subventions » est composé des participations des partenaires liées aux opérations d'équipement et des amendes de police.

Le volume global des participations institutionnelles représente **9 394 K€** équivalent à une inscription de 2 348 K€ annuel, certaines étant obtenues, d'autres prévisionnelles ; les amendes de police sont comprises dans ce volume (environ **400 K€/an**).

Il est rappelé que les réalisations des six dernières années ont représenté **15 716 K€** sur ce poste soit une moyenne annuel de **2 619 K€**.

Leur volume définitif conditionnera notre volume de dépenses, notre objectif étant d'atteindre le niveau de désendettement prévu en fin de période.

Le remboursement par les propriétaires défaillants des travaux réalisés par la Ville sur les immeubles en péril à hauteur de **1 307 K€** correspond au volume des inscriptions en dépenses.

L'autofinancement et les ressources propres

L'épargne dégagée par la section de fonctionnement est anticipée sur la période à un volume qui cumulé avec les cessions foncières représente **35 983 K€**.

Elle tient compte des épargnes prévisionnelles dégagées des années 2023 à 2026.

Le FCTVA et les taxes d'aménagement (fonds propres) représentent **12 609 K€**,

L'emprunt prévisionnel est estimé à 26 820 K€ sur la période. Il est en adéquation avec la volonté affirmée de poursuivre à marche forcée le désendettement de la Ville.

G) LES ACTIONS ET PROJETS MENES DANS LE CADRE DE NOS ORIENTATIONS BUDGETAIRES

LA POLITIQUE ECOLOGIQUE : L'ETAT D'URGENCE CLIMATIQUE ET LA DESTRUCTION DE LA BIODIVERSITE

L'Humanité est aujourd'hui confrontée à deux urgences provoquées par l'homme et intrinsèquement liées, celle du changement climatique et celle de la perte de biodiversité. Ces deux urgences, alimentées par l'utilisation non soutenable des ressources de notre planète, menacent le bien-être des générations actuelles et futures.

Tous les rapports successifs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont en effet mis en exergue à la fois une crise du climat et une crise de la biodiversité.

A titre d'illustration, la biodiversité a connu une chute de 69 % en moyenne de l'abondance relative des populations d'animaux sauvages suivies dans le monde entre 1970 et 2018 à l'échelle mondiale.

La Région Sud est pourtant un très haut lieu de biodiversité. Elle abrite une exceptionnelle diversité floristique, avec 3 400 espèces recensées (soit plus de 65 % de la flore française), dont 31 visibles nulle part ailleurs dans le monde. La faune n'est pas en reste, avec 85 % des espèces d'oiseaux nicheurs, 87 % des espèces de libellules, 85 % des espèces de papillons de jour de France métropolitaine. Les listes rouges régionales constatent que des dizaines d'espèces sont ainsi menacées de disparition : plus d'1/3 des oiseaux nicheurs (82 espèces sur 235), 15 espèces de papillons de jour et une considérée comme disparue en Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus de 16 % des espèces de libellules, 11 % de la flore régionale, 6 espèces d'amphibiens, 3 espèces de reptiles.

Les conséquences de la perte de cette biodiversité sont multiples, car chaque espèce sur la planète participe d'une manière ou d'une autre au fonctionnement de l'écosystème global. On peut néanmoins citer que la sécurité alimentaire n'est plus assurée, les écosystèmes deviennent vulnérables, les risques sanitaires sont accrus (diffusion des virus et bactéries) et la qualité des milieux (air et eau) s'amenuise.

Le changement climatique dû à l'activité de l'homme provoque quant à lui, l'augmentation des extrêmes chauds et des pluies extrêmes. En France, les températures moyennes ont déjà augmenté de 1.7 °C depuis 1900. L'été 2022 a été le deuxième plus chaud jamais observé en France. Les températures ont atteint des niveaux records avec trois vagues de chaleur et 33 jours de canicule au total.

Les événements extrêmes dus au changement climatique ont d'ores et déjà des conséquences matérielles et financières importantes. Ils touchent en particulier les infrastructures, les bâtiments, la production agricole, les écosystèmes (dont les forêts) et la santé.

Les pluies extrêmes se sont intensifiées dans de nombreuses régions du monde, notamment dans le sud-est de la France, et les risques d'inondation ont augmenté en conséquence. L'augmentation des sécheresses météorologiques (déficit en pluies) et agricoles (sécheresse des sols) autour de la région méditerranéenne s'est considérablement aggravé en 2022.

Et, sous l'effet de la sécheresse, les sols argileux se rétractent puis gonflent en cas de fortes précipitations ou d'inondation, causant des risques de fissurations du bâti, qui sont en forte augmentation en raison du changement climatique. Ces risques concernent plus de la moitié des maisons individuelles dans toutes les régions métropolitaines.

A l'échelle de la Région Sud, les experts affirment que les effets du changement climatique vont se poursuivre, voire s'accroître. Plusieurs évolutions sont pointées : une augmentation des températures moyennes sur toute la zone Grand Sud-est jusqu'à 2.1°C supplémentaires en 2030, puis 3.1°C en 2050 et enfin 5.4°C en 2080 ; une augmentation des périodes de fortes chaleurs : 1 été sur 2 sera semblable à 2003 d'ici la fin du siècle ; une diminution des précipitations moyennes annuelles pouvant aller jusqu'à -10 % à partir de 2050 associée à une modification de la répartition saisonnière des pluies ; une accentuation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes ; une élévation du niveau de la mer pouvant aller de +0,35 m à +1 m d'ici 2100. Ces évolutions impacteront à plus ou moins long terme tous les écosystèmes locaux, les activités socio-économiques et les populations de notre région.

Aussi, notre territoire doit poursuivre son engagement dans un effort de mobilisation d'urgence, avec pour objectifs l'atteinte de la neutralité carbone le plus rapidement possible et la préservation du monde des vivants.

C'est pourquoi, la Ville de Grasse a l'ambition d'être exemplaire et ambitieuse. Elle a défini ses propres objectifs en les déclinant de manière très concrète dans chacune de ses politiques publiques.

Des bâtiments accessibles, sains et écologiques

En termes de bâtiments tout d'abord, la Ville s'est engagée dans l'élimination des passoires énergétiques, le développement des bâtiments économes en ressources et matières premières et très performants d'un point de vue environnemental et sanitaire. Un Plan de rénovation énergétique des établissements scolaires s'est concrétisé par de premiers travaux d'efficacité énergétique réalisés en 2022 et qui se poursuivront en 2023, afin de réduire à terme de plus de 30 % les consommations énergétiques et les gaz à effet de serre.

La réhabilitation de l'ancien Palais de Justice aura également été l'opportunité de réaliser une opération exemplaire en matière de prise en compte des problématiques environnementales, avec notamment le développement d'une filière matériaux bio-sourcés produits localement.

Une énergie maîtrisée, renouvelable et locale

Diviser par deux la consommation énergétique, développer les EnR locales désirables et durables et utiliser une énergie exclusivement bas carbone sont les objectifs communaux.

Ainsi, un Schéma directeur d'aménagement lumière abordant les 8 275 points d'éclairage public a été adopté en 2022 et prévoit la réalisation des premiers travaux dès 2023, afin de réduire de moitié les consommations énergétiques et la pollution lumineuse, au travers de solutions techniques innovantes telles la réduction de puissance, l'extinction nocturne, les ballasts électroniques, les variateurs de températures de couleur, la détection de présence.

De plus, les extensions de réseau d'éclairage public seront à présent limitées et devront faire l'objet d'une étude préalable justifiant le besoin de cet éclairage supplémentaire.

L'énergie électrique alimentant les bâtiments publics et l'éclairage public restera une énergie « 100 % verte » c'est-à-dire une électricité bas carbone produite uniquement à partir de sources d'énergies renouvelables telles que l'énergie hydraulique (barrages), éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice et marémotrice ou encore l'énergie issue de la biomasse (bois, gaz de décharge, gaz de stations d'épuration d'eaux usées, biogaz...).

Une mobilité optimisée, inclusive, partagée et sans polluants

Sur le plan de la mobilité, la Ville favorisera les modes de déplacement sobres à travers ses actions en matière d'urbanisme, d'aménagement, de voirie, des pouvoirs de police et de la commande publique. Un Plan de mobilité de l'administration a ainsi été adopté en 2020, afin de développer le report modal et faire émerger des mobilités partagées et douces, dont la promotion du covoiturage et de l'électro-mobilité. Ceci s'est traduit par la mise en place d'un Forfait Mobilités Durables et une participation exceptionnelle allant jusqu'à 100 % des frais d'abonnement aux transports en commun. Le renouvellement en cours des véhicules de la Ville devra quant à lui permettre de disposer, à terme, d'au moins 25 % de véhicules propres, c'est à dire produisant peu ou pas d'émissions polluantes lors de leur utilisation (électriques, hybrides, utilisant l'hydrogène).

Un patrimoine naturel accessible, valorisé et préservé

Un autre objectif concernera la conservation de la biodiversité locale, avec une volonté de la régénérer et de la valoriser. Ainsi, la Ville inscrira la biodiversité dans tous ses projets d'urbanisme et dans toutes les opérations d'aménagement. Elle s'attachera également à sanctuariser et à développer la végétalisation sous toutes ses formes en centre-ville (plantation d'arbres notamment), y compris en cessant strictement de recourir aux produits phytosanitaires pour l'entretien de ses espaces verts.

Parallèlement, la ville de Grasse s'est engagée dans la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale en mars 2020, afin de recenser et localiser l'ensemble des écosystèmes et différents groupes faunistiques et floristiques sur son territoire et de sensibiliser les citoyens et les élèves à travers des ateliers et des sorties nature. Les inventaires réalisés en 2020, 2021 et 2022 par le Conservatoire d'Espaces Naturels Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Ligue pour les Oiseaux (LPO) et le bureau d'études SAXICOLA ont permis d'identifier les milieux naturels à préserver et de déterminer les espèces présentes

sur le territoire. Il sera proposé pour l'année 2023 un partenariat avec la LPO sur 3 années, pour vulgariser les résultats de ces inventaires et mettre en place des actions efficaces et concrètes de préservation de la biodiversité.

Une économie locale, solidaire et au service de la planète

La Ville favorisera les ressources locales et durables et soutiendra les modèles alternatifs à la consommation de masse et l'économie sociale et solidaire. Il s'agira également de donner une priorité aux entreprises qui atténuent le changement climatique et ses conséquences. Des critères environnementaux seront ainsi systématiquement introduits dans les marchés publics passés par la Ville.

Une implication de toutes et tous pour la transition écologique

L'implication citoyenne de toutes et tous est la clé indispensable de cette mutation longue et complexe. Aussi et afin de susciter et de développer celle-ci, la ville de Grasse entendra poursuivre son engagement sur les points essentiels suivants : informer régulièrement ses habitants sur la crise climatique et environnementale, garder les préoccupations des populations vulnérables au centre de tous les processus de planification des efforts de transition et encourager chacun à participer activement aux processus décisionnels.

Une alimentation saine et locale

Favoriser une alimentation locale et durable, réaliser des travaux pour moderniser les équipements et créer des animations ludo-éducatives toute l'année dans les écoles, tels étaient les principales orientations définies par la Ville pour améliorer la restauration collective. Ces objectifs ont ainsi été contractualisés avec la société Elixir Restauration qui a en charge, depuis le 1^{er} janvier 2022, la production et la livraison des repas servis au sein des cantines scolaires, des crèches communales, du restaurant de la Rotonde et dans le cadre du portage à domicile. Mais la Ville a souhaité aller encore plus loin en établissant un cahier des charges particulièrement exigeant, soucieuse de proposer aux aînés et à la jeunesse grasseoise des produits qualitatifs, issus de filières de productions locales. Dans le cadre de la Loi Egalim promulguée en novembre 2018, des critères très précis ont été imposés à la restauration publique collective, qui est tenue de proposer à compter de 2022 à minima 50 % de produits durables, dont au moins 20 % issus de l'agriculture biologique. La réduction de la part des produits surgelés, la mise en place du zéro plastique dès 2022, l'augmentation du pourcentage d'aliments bio (30 % la première année, 60 % à terme), locaux (42.2 % produits à moins de 150 km) et certifiés (17,1 % labellisés pêche durable, AOP / AOC / IGP/ Label Rouge...) ont été fléchés comme des axes prioritaires. Un partenariat avec l'AFPJR a également été mis en œuvre pour exploiter une parcelle agricole de 4 hectares appartenant à la commune, dont les récoltes seront traitées directement au sein de la légumerie et de la chambre de mûrissement en cours de construction.

Ainsi chaque institution, chaque association, chaque entreprise et chaque Grassois seront sollicités et impliqués dans cette démarche, pour répondre sans plus attendre à l'urgence climatique et à la destruction de la biodiversité.

LA POLITIQUE DE RENOUVELLEMENT URBAIN

La mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) pour la revitalisation du centre-ville de Grasse restera pour l'année 2023, avec le Projet Action Cœur de Ville, l'une des pierres angulaires des actions de revitalisation de la Ville.

Ce projet global, issu de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, a été signé par l'ensemble des acteurs de la Politique de la ville en 2020. Il permet de poursuivre les actions engagées à travers le Projet de Renouvellement Urbain (PRU).

L'enjeu du NPNRU est de régénérer de manière durable le quartier du centre-ville, pour le replacer dans une dynamique de développement équilibré et ainsi recréer un centre historique de grande qualité patrimoniale et contribuer, au final, à l'attractivité de la ville de Grasse.

La majeure partie des opérations intégrées au Nouveau Projet de Renouvellement Urbain sont à ce jour engagées :

- Par la Société publique locale Pays de Grasse Développement pour ce qui concerne les projets de requalification des îlots médiathèque Sud, Sainte Marthe 2, Placette et Roustan. Les travaux de réhabilitation des îlots Médiathèque Sud et Sainte Marthe devraient démarrer en 2023 pour une livraison en 2024/2025.
- Par la ville de Grasse pour l'aménagement d'un tiers lieu. Les études de programmation puis de conception seront menées au cours de l'année 2023.
- Par la Régie des parkings grasseois pour la création d'une nouvelle liaison urbaine entre la traverse Font Laugière et le boulevard Gambetta. Les études architecturales seront réalisées en 2023 avec une mise en œuvre en 2024.
- Par la ville de Grasse pour la requalification des espaces publics : rue Charles Nègre, rue de la Poissonnerie, traverse Placette, traverse Roustan et rue de la Pouost. Les études techniques sont engagées en 2023 pour de premiers travaux en 2024.
- Par la Société publique locale Pays de Grasse Développement pour l'aménagement du secteur Martelly et la création d'un parcours commercial. Ce dernier sera réalisé en deux temps avec une première tranche de travaux en 2023 et une seconde en 2025.

En décembre 2022, deux opérations majeures pilotées par la Ville ont été livrées et mises à disposition des Grasseois : la nouvelle Médiathèque Charles Nègre et les places Caporal Jean Vercueil, Morel, Rouachier et Four neuf rénovées.

La nouvelle médiathèque répondait à l'exigence d'implanter un équipement structurant majeur d'un rayonnement intercommunal dans un secteur dégradé, enclavé et socialement défavorisé.

Elle avait pour objectifs :

- De satisfaire aux besoins de la population locale, du point de vue social, culturel et économique ;
- De drainer une population extérieure et créer des flux de circulation piétonne ;
- De contribuer à la requalification du bâti là où les interventions privées ont montré leurs limites ;
- De mettre en valeur le patrimoine grasseois.

L'inauguration est intervenue le 10 décembre 2022.

Enfin, il est à signaler que ce nouvel équipement culturel a reçu quatre prix d'architecture, reconnaissant un édifice d'une qualité remarquable :

- Grand Prix d'Architectures 10+1 – Remis le 15 septembre 2022
- Prix Equipement du Concours d'Architecture Contemporaine ArchiCOTE 2022 - Remis le 23 septembre 2022
- Prix du Public de Trophée Béton Pro - Remis le 25 octobre 2022
- Prix de l'Equerre d'argent 2022 – Remis le 21 novembre 2022

Concernant la requalification des places publiques attenantes à la Médiathèque, le projet mis en œuvre par la ville de Grasse est un aménagement urbain composé d'un dédale de dalles, de marches, de bassins, de gradins, de mini jardins, avec une fonction indéfinie, qui lui permettra d'être à la fois :

- Un grand escalier dont les marches larges permettent une ascension agréable ;
- Des gradins où s'installer pour contempler, attendre, lire, regarder une projection sur la façade de la médiathèque, se reposer à tout moment ;
- Un lieu de découverte des jardins de senteur et des plantes d'autrefois ;
- Une fontaine, où l'on a le droit de prendre le frais, les pieds dans l'eau, où l'on écoute de l'eau dégringolant ;
- Une aire de jeux.

La place Morel a été conçue autour d'une ambiance de village : le lieu du bar, du jeu de boules, des retrouvailles en soirée, mais qui peut être aussi le lieu d'exposition et de culture. Le Rouachier est le lieu charnière, la pièce maîtresse de l'aménagement. Le Réservoir et la place du Four Neuf servent à présent à mettre en scène la Médiathèque par une place très calme dans sa conception, qui reflète l'avancée en porte-à-faux de l'étage et qui permet un accès facile à la passerelle. Enfin, la place Caporal Jean Vercueil accueille les espaces logistique et sécurité de la Médiathèque.

LA POLITIQUE SECURITAIRE

L'Hôtel de Police Municipale, entièrement rénové en 2018, permet d'accueillir l'ensemble des personnels de la Police Municipale dans des locaux rénovés, modernes, fonctionnels et adaptés à l'accueil des personnes à mobilité réduite.

Complété par l'aménagement de locaux de logistique dans l'immeuble 8 place César Ossola et par la création d'un point d'îlotage rue de la Pouost, ces équipements de proximité permettent de garantir et de pérenniser une présence physique au cœur du centre historique.

A ce dispositif s'ajoute la présence de six agents de la Brigade de l'environnement qui occupent les locaux de l'ancienne Police Municipale.

Complémentairement, la Police Municipale a fait l'objet d'une dotation exceptionnelle de véhicules afin de remettre à niveau sa flotte automobile. 10 nouveaux véhicules ont ainsi été livrés entre 2019 et 2022 : 4 motos de type Yamaha Tracer 900, 2 Segway, 3 voitures de type Peugeot Rifter et 1 véhicule de type citadine.

Enfin, le programme de maillage de la vidéosurveillance sur l'ensemble du territoire communal sera reconduit avec une nouvelle enveloppe de 200 K€ pour l'année 2023.

LA POLITIQUE D'AMELIORATION DU CADRE DE VIE

Les espaces publics sont des éléments essentiels du cadre de vie au sein de la ville de Grasse. Définissant l'identité de notre cité, les places, les avenues, les boulevards et les jardins publics structurent la ville.

Par leurs tracés, la qualité de leurs traitements, de nombreux espaces publics font partie intégrante du patrimoine urbain grassois et appartiennent intrinsèquement à Grasse.

Cette politique, menée par la Ville, doit donc contribuer à améliorer le cadre de vie urbain pour que les places, les cheminements, les jardins et l'ensemble des lieux publics constituent de réels espaces à vivre.

Depuis 2016, de très nombreuses voies structurantes ont été requalifiées : le boulevard Fragonard, la partie supérieure du boulevard Victor Hugo, l'avenue du Général de Gaulle, l'avenue Thiers, le boulevard Crouët, l'avenue Pierre Sénard, le chemin de Blumenthal, le chemin de la Pouiraque, le chemin du Grand Chêne, l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, l'avenue Georges Pompidou et les chemins des Chênes et des Chèvrefeuilles.

En centre historique, deux voies ont également été entièrement rénovées : la rue Mirabeau et la rue Gazan, sans oublier le réaménagement complet des places Caporal Jean Vercueil, Morel, Rouachier et Four neuf.

En 2022, la rue de l'Ancien Palais de justice, en accompagnement du projet de création Campus étudiants, a été restaurée provisoirement, dans l'attente des opérations bâtimentaires à venir, à savoir la réhabilitation de l'ancienne prison et la réaffectation de l'ancienne gendarmerie.

Les revêtements de chaussée des voies suivantes ont également été réfectionnés en 2022 : chemin de Brun, route de la Marigarde, boulevard Pasteur, chemin du Docteur Belletrud, route de Pégomas, boulevard Schley et boulevard Gambetta.

De plus, il est essentiel de relever que le Département des Alpes-Maritimes a démarré les travaux de création de l'échangeur de la Paoute. Cet axe routier constituera une nouvelle liaison routière entre la pénétrante Cannes-Grasse (RD 6185) et le giratoire de la Paoute. Il permettra de :

- Désengorger le trafic des Quatre Chemins ;
- Diminuer le trafic en traversée de Mouans-Sartoux ;
- Améliorer l'accessibilité aux quartiers Est et Sud-Est de Grasse.

La réalisation de ce nouvel équipement se poursuivra en 2023 pour un achèvement complet en 2024.

En 2023, la requalification du boulevard du Maréchal Leclerc sera également poursuivie avec la réalisation de la seconde partie des travaux de renouvellement des réseaux urbains, puis le démarrage des travaux d'aménagement de voirie.

Le schéma directeur d'aménagement lumière (SDAL) qui a pour objectif de définir une stratégie d'éclairage raisonnée visant la diminution des consommations énergétiques et la réduction des effets dus à la pollution lumineuse sur l'environnement et sur la santé humaine, sera validée. Une première tranche de travaux ayant pour objectif de remplacer tous les luminaires d'éclairage par des équipements en LED commencera en 2023 et s'achèvera en 2024. Cette rénovation permettra de réduire de moitié la consommation électrique liée à l'éclairage public.

Plusieurs ouvrages de soutènement seront quant à eux réalisés, dont la protection contre les éboulements rocheux au droit de la résidence du Prado dans le quartier des Ribes, la reconstruction du mur de soutènement Chemin des Lierres /

boulevard de Rothschild et le confortement des murs de soutènement de la rue de la Libération, du vieux chemin Saint Anne et de l'avenue Renoir.

Enfin, la Ville poursuivra son Plan de création et/ou requalification d'au moins un jardin public par an. Ainsi, il est envisagé pour 2023 l'aménagement du Jardin Dolla sis avenue Sidi Brahim.

LA POLITIQUE DE GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

La politique poursuivie par la Ville en matière de gestion des bâtiments communaux revêt un enjeu majeur dans le cadre de la modernisation de ses services et du respect de l'environnement. Elle participe en effet à l'augmentation de sa performance et contribue, par une rationalisation du parc immobilier communal, à la maîtrise des finances communales. Elle est un des vecteurs principaux pour retrouver des marges de manœuvre financières.

Consciente de cet enjeu, la Ville a défini une stratégie patrimoniale qui vise plusieurs objectifs ambitieux :

- Des bâtiments communaux économes en énergie et sans émission de gaz à effet de serre,
- Un parc immobilier moins onéreux et mieux adapté aux missions de service public,
- L'optimisation des implantations et de l'occupation des sites,
- La réduction du parc immobilier,
- L'aménagement plus rationnel des espaces,
- L'amélioration de l'entretien des bâtiments,
- L'amélioration de l'intégration sociale (accessibilité aux personnes handicapées),
- La mise aux normes sécurité-incendie des établissements recevant du public.

En 2022, la Ville aura réalisé les principales opérations suivantes :

- Rénovation et de modernisation de la salle de restauration de la Rotonde,
- Réaménagement d'une salle polyvalente sous le Cours,
- Aménagement de nouvelles salles de classe pour étudiants sur le site de la Visitation,
- Rénovation du hall du Palais des Congrès,
- Transfert de l'accueil des Restaurants du Cœur au rez-de-chaussée du CCAS.

Le programme de mise en conformité des établissements recevant du public (ERP) restera en 2023 une priorité essentielle pour la Ville, afin de garantir à tous les Grassois des locaux les plus sécurisés possible. Ce programme s'établira en étroite collaboration avec la commission communale de sécurité.

Mais la Ville a également la volonté de s'impliquer très fortement en matière environnementale.

Dans le prolongement de l'Agenda 21, la politique de gestion des bâtiments communaux intégrera donc systématiquement les préoccupations environnementales dans toutes ses opérations, afin de réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Parallèlement et pour satisfaire ses objectifs environnementaux, la Ville a souscrit des contrats de fourniture d'énergie électrique et gaz 100 % verte, c'est-à-dire d'énergie issue d'approvisionnement 100 % renouvelable.

En 2023, la Ville maintiendra ses investissements pour l'amélioration de l'efficacité des systèmes de production, de distribution et de régulation du chauffage à travers son Contrat de performance énergétique. Ainsi 659 K€ seront dédiés à ces travaux qui concerneront tous les groupes scolaires.

Le nouveau Campus étudiants de Grasse, implanté dans l'ancien Palais de Justice, sera quant à lui livré en janvier 2023 afin de développer l'offre d'enseignement supérieur dans le centre-ville. Ces travaux auront été menés selon le référentiel de développement durable Bâtiments durables méditerranéens (BDM) afin d'être exemplaires en matière environnementale.

Pour mémoire, l'opération du Campus étudiants vise à :

- Créer un lieu d'enseignement supérieur adapté, confortable, moderne et innovant, conforme à l'enseignement universitaire contemporain pour près de 500 étudiants,
- Restaurer et remettre en valeur un bâtiment important du centre-ville, en lui affectant une nouvelle fonction valorisante,
- Redynamiser le cœur historique de la Ville de Grasse.

Enfin, plusieurs opérations de rénovation seront engagées en 2023 dans les bâtiments communaux, dont :

- La rénovation des sanitaires publics du Palais des Congrès,
- La création d'un bloc sanitaire public à Saint Antoine,
- La rénovation et modernisation du restaurant de la Rotonde.

LA POLITIQUE DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

La modernisation de l'administration communale poursuit plusieurs objectifs. Elle cherche à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'administration mais également l'efficacité de l'action administrative et la qualité de la gestion publique. Elle vise également à améliorer les relations entre l'administration et les Grassois et donc le service rendu aux citoyens. Elle cherche enfin à optimiser les organisations afin d'économiser les deniers publics.

Les actions prioritaires prévues en 2022 concerneront la poursuite de la modernisation par la simplification de l'action administrative et l'accélération de la transition numérique.

Au cours des dernières années, le logiciel de gestion des services techniques dénommé AGAPE a été mis en service pour la gestion technique des bâtiments communaux. Ce logiciel permet aujourd'hui d'améliorer et de partager la connaissance, de disposer d'indicateurs de gestion et de performance et à terme, d'optimiser les processus et les moyens de gestion.

En 2021, un logiciel métier a été installé au Service de la gestion du domaine public afin de professionnaliser les actions de ce service, d'améliorer sa productivité mais également de simplifier les demandes faites par les habitants et les entreprises.

En fin d'année 2022, il a été installé un logiciel de suivi des consommations et dépenses de fluides (électricité, gaz, fioul, propane, eau...) couvrant l'ensemble du patrimoine de la ville de Grasse. Cet outil permettra en 2023 de maîtriser voire d'optimiser les énergies sur les plans financier et technique.

Parallèlement, le Plan de renouvellement des véhicules des agents de la Ville se poursuivra en 2023. Ce Plan a déjà permis de renouveler 90 véhicules, soit la moitié de la flotte de la Ville en sept ans, moyennant un investissement total de plus de 1 800 K€. Tous les véhicules vieillissants ont ainsi pu être remplacés par des matériels neufs, modernes et sécurisés.

En 2023, une nouvelle enveloppe de 270 K€ sera consacrée à ce Plan et permettra de renouveler 8 véhicules techniques.

Le programme de rénovation et de modernisation des locaux destinés à l'administration sera maintenu en 2023.

Ainsi et après la livraison de locaux entièrement rénovés en 2021 à destination des personnels de la Direction des ressources humaines, de nouveaux bureaux ont été livrés sur le site de Croisset pour le Service communal d'hygiène et de santé en 2022. Il convient également de noter que les façades du bâtiment accueillant la Direction des affaires juridiques ont été entièrement restaurées. Seule la façade principale restera à enduire en 2023 une fois les investigations archéologiques achevées. Enfin, il est à signaler que suite à la découverte de fibres d'amiante dans les locaux du Service parc automobile, les agents communaux ont été immédiatement évacués et des locaux provisoires sur l'ancien site Biolandes ont été aménagés. A compter du 1^{er} janvier 2023, le Service parc automobile occupera ce site pour une durée de 5 mois.

En 2023, trois opérations d'importance sont envisagées :

- Aménagement de locaux sur le site de Croisset pour le Service commande publique et achats,
- Réfection de la toiture du Service fêtes et illuminations,
- Transfert du Service parc automobile sur le site du Centre technique municipal. Cette opération comportera plusieurs phases qui seront menées sur plusieurs années. En 2023, les premières phases seront : aménagement de locaux au 1^{er} étage de l'édifice pour le Service espaces verts, adaptation des locaux du rez-de-chaussée pour le Service parc automobile et réorganisation de tous les espaces extérieurs.

Pour finir, les Plans de mise en sécurité des locaux de travail et de rénovation des logements de fonction se poursuivront en 2023.

LA POLITIQUE DE RESTAURATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE

La ville de Grasse dispose d'un patrimoine architectural et urbain de très grande valeur. La Ville compte en effet sur son territoire 25 édifices comportant au moins une protection au titre des monuments historiques.

Parmi ces monuments d'intérêt patrimonial, 10 sont propriétés de la Ville, dont 3 sont classées monuments historiques : la Cathédrale Notre-Dame du Puy, le Palais épiscopal (Hôtel de Ville) et la Villa Fragonard.

Eu égard à ce patrimoine exceptionnel, la ville de Grasse est labellisée « Ville ou Pays d'art et d'histoire » par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Forte de cette labélisation, la Ville a souhaité lancer un ambitieux projet de restauration et de revalorisation de son patrimoine historique.

Au cours des dernières années, deux études architecturales majeures ont été menées, afin de redonner une vitalité au processus de préservation de ces monuments historiques. L'ancien Palais épiscopal et la Cathédrale Notre-Dame du Puy ont fait tous deux l'objet de recherches historiques, d'une étude diagnostique et d'un avant-projet global, afin d'établir un état des lieux complet de l'état de ces bâtiments et d'envisager un schéma directeur de restauration et de revalorisation pour les dix prochaines années.

La priorité a été donnée à l'opération de restauration de l'ancien Palais épiscopal qui poursuit les objectifs suivants :

- La restauration et revalorisation d'un monument historique unique,
- L'aménagement de nouvelles fonctions valorisantes en lien avec l'édifice : installation du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP),
- La réouverture de ce monument au public (Grassois et touristes),
- La mise aux normes en vigueur (accessibilité et sécurité-incendie),
- L'amélioration de l'efficacité énergétique (économies d'énergie).

Une première phase de travaux a vu le jour en 2019 avec le confortement structurel de l'arche extérieure du Palais épiscopal et la remise en état de la cour des orangers.

Une deuxième phase de travaux a été réalisée et livrée en juillet 2022. Elle portait sur la rénovation du hall et de la cage de l'escalier du Palais épiscopal.

En 2023, c'est l'ensemble de l'opération de restauration de l'aile Est puis de l'aile Ouest qui sera engagée. Ces travaux devraient durer près de 2 ans et demi, soit une livraison en 2026 du CIAP.

La Villa Fragonard fera pour sa part l'objet de deux opérations en 2023 : la mise aux normes sécurité-incendie, avec la création d'une issue de secours supplémentaire à l'extérieur du site et la rénovation des sanitaires du rez-de-jardin.

Le Musée d'art et d'histoire de Provence (M.A.H.P.) connaîtra quant à lui quelques premiers travaux de mise en sécurité du monument, ainsi que la livraison d'une étude historique et technique visant à établir un diagnostic complet du Musée.

Il est enfin à signaler que l'année 2022 aura permis la réalisation de travaux de confortements structurels et de restauration de l'enveloppe extérieure de l'église Sainte Hélène au Plan. A la suite de ces travaux, cette église a pu rouvrir ses portes à tous les Grassois le samedi 12 novembre 2022.

LA POLITIQUE CULTURELLE

L'année 2022 aura été une année exceptionnelle pour la politique culturelle de la Ville grâce à l'ouverture de la **Médiathèque Charles Nègre**.

Cet équipement culturel de 3 600 m² hautement financé par les partenaires publics a ouvert ses portes le 10 décembre 2022. Il est le résultat de plus de dix années de travail et de concertation entre les besoins de la population, la lecture publique et le renouvellement du centre historique de Grasse.

Les différents étages de cette Médiathèque permettent aujourd'hui de répondre aux besoins de chaque tranche de la population grassoise, aux thématiques usuellement offertes aux administrés, mais ils permettent aussi de découvrir des nouveaux services et des nouvelles technologies pour le plaisir de tous et l'envie de découvrir ensemble, de partager et de se rencontrer.

Cette Médiathèque est un équipement culturel entièrement dédié à sa population locale. Il doit donner l'envie d'un usage régulier et sans cesse renouvelé. C'est pourquoi le personnel a été formé et peut à présent conseiller, diriger et insuffler des lectures, des écoutes ou des visionnages de la collection de la Médiathèque. C'est en ce sens que des recrutements extérieurs ont été faits par la Ville.

Ce nouvel édifice culturel construit comme un 3^{ème} lieu, entre celui de la famille et celui du travail, sera aussi progressivement celui du 4^{ème} lieu, où l'on cherche à faire « par soi-même » avec d'autres, en échanges, en rencontres, en ouvertures. Les administrés seront à la recherche de lieux de développement durable où les collections seront partagées, où le bien-vivre ensemble est présent et où l'on pense à l'avenir commun.

2023 devrait permettre à la Médiathèque Charles Nègre de prendre son essor et d'offrir à tous les Grassois de nouveaux services culturels tant attendus.

LA POLITIQUE VIE SCOLAIRE ET JEUNESSE

Au cours de l'année 2020, le **groupe scolaire de Saint-Mathieu aura bénéficié d'une extension remarquable**. L'école aura ainsi découvert un nouvel espace de restauration conforme à la taille de l'école et au nombre de ses demi-pensionnaires et une cour agrandie. En 2021, elle a été dotée d'une salle multi-activité et d'espaces polyvalents supplémentaires.

L'année 2022 aura été consacrée à la réalisation de deux opérations essentielles :

- Le lancement des travaux d'amélioration de l'efficacité des systèmes de production, de distribution et de régulation du chauffage à tous les groupes scolaires. Cette opération se poursuivra et s'achèvera en 2023.
- La réfection des sols dans l'école maternelle de l'Eau Vive,

En 2023, plusieurs travaux d'envergure sont envisagés dans les établissements scolaires, dont :

- La rénovation de tous les sols de l'école maternelle Les Jasmins,
- La mise en œuvre d'une ventilation mécanique contrôlée (VMC) dans les écoles Cigales et Saint Jacques

Enfin, les études préalables à la rénovation énergétique de l'école Pra d'Etang seront également engagées en 2023.

LA POLITIQUE SPORTIVE

La politique sportive pour l'année 2023 poursuivra les mêmes objectifs que depuis le début du mandat, c'est-à-dire une politique tournée exclusivement vers les associations sportives, les scolaires et chaque Grassois.

Axe majeur de la politique sportive, les subventions allouées aux associations bénéficieront d'un maintien de l'enveloppe financière votée afin d'aider le fonctionnement quotidien des clubs, dans un cadre budgétaire pourtant toujours plus contraint.

Cette décision de l'assemblée communale viendra encourager le tissu associatif local composé principalement de bénévoles engagés.

Le virage amorcé depuis 2014 vers la jeunesse se poursuivra avec, il faut l'espérer, une nouvelle édition des « Collégiales » et la reconduction des « Grasse Campus Games », rendez-vous sportivo-culturel à destination des étudiants présents par centaines dans la ville.

Parallèlement, la Ville poursuivra sa politique d'investissement visant l'amélioration qualitative des infrastructures sportives.

En 2022, la Ville a poursuivi son opération de rénovation et de modernisation du stade de Perdigon. Après la couverture et l'extension de la tribune du stade de rugby livrés en 2016, ce sont la piste d'athlétisme et le terrain de rugby qui ont fait l'objet d'une mise aux normes et d'une rénovation complète. En 2023, il est proposé de poursuivre l'opération globale de remise à niveau avec la mise en conformité de l'éclairage du stade de rugby.

Pour ce qui concerne la base sportive de La Paoute, deux opérations seront engagées en 2023 : le lancement de la construction d'une toiture recouverte de panneaux photovoltaïques permettant d'aménager 4 terrains de padel couverts et la mise aux normes de l'installation électrique du club de tennis.

D'autres projets feront également l'objet d'études afin de trouver des partenariats et limiter ainsi leur impact financier sur le budget de la Ville.

H) BUDGET ANNEXE – CREMATORIUM

En France, la crémation évolue constamment depuis les années 1980, passant de 1 % à près de 35 % sur le nombre de décès enregistrés. Dans le seul département des Alpes-Maritimes, près de 55 % des personnes décédées y ont recours.

Si cette pratique poursuit son évolution sur les années observées de 2007 à 2019, on peut noter que les raisons y contribuant sont d'ordre sociologique, écologique, religieuse mais également environnementale et financière.

Selon diverses études (IPSOS, UGCF union des gestionnaires des crématoriums Français...) il est estimé qu'en 2030, en France, 50 % des obsèques se feront par incinération et pourront aller jusqu'à plus de 60 % dans certains départements, dont celui des Alpes-Maritimes. Selon les estimations de l'INSEE sur la mortalité observée en 2020 toutes causes confondues, le nombre de décès a augmenté de 8 % dans le département des Alpes-Maritimes et de 9 % au niveau National par rapport à 2019.

Dans ce contexte on note que fin 2020, le nombre de crématoriums sur l'ensemble du territoire Français s'élevait à plus de 190, soit 1 pour environ 400 000 habitants. Néanmoins, compte tenu de l'évolution des mentalités et des croyances ... du fait de l'exode rural, de l'éclatement des familles, des cimetières des villes devenant trop petits, la création de crématoriums « de proximité » autour des villes moyennes évolue notablement.

Dans les Alpes-Maritimes, seuls 2 crématoriums sont actuellement en activité, à Nice et à Cannes. Le nombre de crémations pour Nice s'élevait à plus de 4 300 pour la seule année 2019 (4 230 en 2018) et pour Cannes on en comptait près de 2 700 (2 600 en 2018). Aussi, au vu de la demande toujours plus importante et du périmètre de population pressenti d'environ 200 000 personnes sur le bassin grassois pouvant s'étendre également à l'arrière-pays varois, le Conseil Municipal de la Ville de Grasse a approuvé, par délibération 2022-135 en date du 27 septembre 2022, la construction et l'exploitation en régie « dotée de la seule autonomie financière » d'un crématorium.

Dans ce contexte, la régie du crématorium à seule autonomie financière est un service public intégré à la collectivité. Néanmoins ses recettes et ses dépenses sont individualisées dans un budget distinct, annexé à celui de la commune dont l'ordonnateur est le maire. Le budget annexe du crématorium a donc été approuvé par délibération 2022-176 du 8 novembre 2022.

Eu égard au délai de construction prévu sur une période de 3 ans soit de 2023 à 2026, un projet de budget a été établi sur une hypothèse de début d'exploitation en 2026 avec une projection sur la 15^{ème} et la 30^{ème} année.

Dans ce sens, il convient de distinguer 2 périodes dans nos prévisions, la première étant liée à la construction du crématorium, la seconde étant celle de son exploitation.

PHASE ETUDES, CONCEPTION, CONSTRUCTION BUDGETS 2023 à 2025

Les enjeux et planning de cette phase sont essentiellement liés à la programmation et la constitution du dossier, le choix de l'équipe de conception et de maîtrise d'œuvre, l'étude de conception, le dépôt du permis de construire et la réalisation des travaux.

Le coût de l'opération est estimée à ce jour à 8 640 K€ TTC soit 7 200 K€ H.T.

Il est nécessaire de rappeler que l'activité étant assujettie à la TVA, les volumes financiers du budget seront valorisés en H.T.

Les dépenses prévisionnelles sont estimées selon le calendrier suivant :

Année 2023 : 305 K€ H.T ;

Année 2024 : 1 130 K€ H.T ;

Année 2025 : 5 765 K€ H.T

Pour l'année 2023 la Ville prévoit le versement du budget principal vers le budget annexe du crématorium d'une dotation initiale et d'une avance de trésorerie d'un montant global de 305 K€ H.T permettant de faire face aux dépenses de l'année.

DEPENSES 2023 à 2025 EN K€

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Etudes géotechniques	10	Emprunt	7 100
Programme	30	Dotation initiale VDG	100
Analyse concours et jury	35		
Indemnisation concurrents	200		
APD/ PRO	300		
VISA/ DET	250		
CSPS ET CT	60		
OPR	50		
AMO	60		
Terrassements	300		
Fondations	450		
Travaux et équipement	5 250		
Concessionnaires	55		
Finitions	50		
Frais financiers	100		
	7 200		7 200

Afin que le budget soit plus lisible, l'ensemble des dépenses et des recettes vous sont présentées sur un tableau unique, sachant que seuls les frais financiers seront imputés en section de fonctionnement, les autres dépenses constituant des dépenses d'investissement.

PHASE EXPLOITATION A COMPTER DE 2026

Les hypothèses d'évolutions ont été ciblées d'une part, au regard de l'accroissement des demandes de crémations telles qu'estimées par les différentes études et d'autre part, en tenant compte d'un pourcentage d'augmentation sur les principaux postes : 3 % / an pour l'énergie, les achats et prestations de service, 2 % / an pour les charges de personnel.

Les charges financières sont quant à elles estimées sur la base d'un volume d'emprunt de 7 100 K€ qui sera nécessaire à la construction de l'ouvrage, mais également aux divers investissements et notamment à l'achat des deux fours prévus. Cet emprunt sera amorti sur une période de 30 ans en adéquation avec l'amortissement des équipements.

Pour le Crématorium de Grasse, le montant estimé d'une prestation standard s'élèverait à 900 €. Ce montant tient compte des tarifs pratiqués sur le département portant le coût d'une crémation entre 2 197 et 5 197 €. Sont inclus dans ces tarifs diverses prestations, notamment le cercueil, la mise en bière, le transport de corps, la cérémonie... Toutefois la crémation seule ne représente environ qu'un tiers de ces dépenses. Le nombre de crémations est quant à lui estimé à 1 250 pour la première année d'exploitation en 2026.

L'évolution du chiffre d'affaire observé sur les projections budgétaires à 15 et 30 ans tient compte d'un nombre de crémations évoluant à 1 500 en 2040 (15 ans d'exploitation) et 1 700 en 2055 (30 ans d'exploitation) en tenant compte d'une évolution du prix de la prestation de 900 à 1 000 € en 2040 puis 1 100 € en 2055.

Sur ces bases le budget de fonctionnement équivalent à la section d'exploitation pourrait s'établir ainsi :

ANNEE 2026 EN K€

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Energie	242	Prestations crémations	1 170
Achats	15		
Services extérieurs	72		
Taxe diverses	21		
Redevances VDG	0		
Charges de personnel	200		
Charges financières	270		
Dotations aux amortissements	350		
Gros entretien renouvellement			
	1 170		1 170

ANNEE 2040 EN K€

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Energie	365	Prestations crémations	1 500
Achats	24		
Services extérieurs	75		
Taxe diverses	25		
Redevances VDG	132		
Charges de personnel	264		
Charges financières	165		
Dotations aux amortissements	350		
Gros entretien renouvellement	100		
	1 500		1 500

ANNEE 2055 EN K€

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Energie	520	Prestations crémations	1 870
Achats	35		
Services extérieurs	80		
Taxe diverses	30		
Redevances VDG	290		
Charges de personnel	355		
Charges financières	10		
Dotations aux amortissements	350		
Gros entretien renouvellement	200		
	1 870		1 870

Il est prévu que les dotations aux amortissements qui constituent une dépense de fonctionnement et une recette d'investissement permettent de rembourser l'emprunt en capital soit environ 235 K€ sur la base d'un emprunt de 7 100 K€ sur 30 ans.

Le solde qui représenterait 115 K€ sur la base des montants susvisés sera consacré à l'amélioration de l'outil d'exploitation.

I) BUDGET ANNEXE - SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

LE COMPTE ADMINISTRATIF 2022

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
Epargne reportée	102		
Caveaux, cases et enfeus	22	Caveaux, cases et enfeus	123
TOTAL	124	TOTAL	123

Le résultat de clôture s'établirait pour 2022 à 1 K€.

LE CADRE PLURIANNUEL 2023 – 2026

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
Résultat reporté	1		
Caveaux, cases et enfeus	100	Caveaux, cases et enfeus	101
TOTAL	101	TOTAL	101

Section exploitation recettes

Ventes caveaux, enfeus et cases

Ce résultat correspond aux ventes constatées.

Section exploitation dépenses

Caveaux, enfeus et cases.

Après la présentation du rapport d'orientation budgétaire, le Maire a ouvert le débat. Les Conseillers Municipaux ont alors pu apporter leur contribution. Le Conseil Municipal prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Délibération prise le 1 MARS 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.



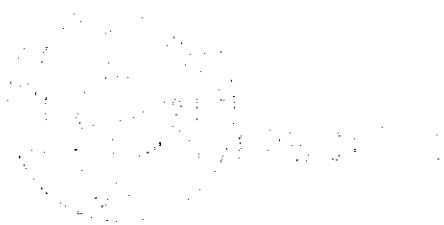
La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 1 MARS 2023

[Signature]



Le 01/03/2023, à 14h00, a été reçu en préfecture
un dossier de demande de permis de construire
pour la construction d'un bâtiment à usage
d'habitat collectif, situé à Paris (75013).

Le 01/03/2023, à 14h00, a été reçu en préfecture
un dossier de demande de permis de construire
pour la construction d'un bâtiment à usage
d'habitat collectif, situé à Paris (75013).